Nouvelle Série
N° 16
10e Année

Défense de l'Occident

Septembre
Octobre
1961

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° ____

NOM ____________________________

PRENOM ____________________________

ADRESSE ____________________________

____

Signature,

Prix numéro ordinaire : 2,25 NF
Abonnements. — 1 an : 20 NF.
Etranger : 1 an : 25 NF.
Propagande : 50 NF.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6°, C.C.P. 65 35 - 65 Paris.

L'INSAISISSABLE ACTUALITÉ

Comment juger une actualité, qui change, qui s'aggrave chaque jour et sur laquelle les journaux et le régime mentent continuellement ? Et comment ne pas en parler alors qu'elle est au centre des préoccupations de tous ? Je n'arrive pas à sortir de ce dilemme, me promettant un jour de ne pas me livrer à des analyses fragiles sur des bases incomplètes, puis me reprochant le lendemain un silence qui peut passer pour indifférent. Je me rassure en me disant qu'après tout lorsqu'on part de solides évidences et qu'on en tire les conséquences, on ne doit pas être très éloigné de la vérité. Mais qui sait ?

Commençons par l'Algérie. Nos lecteurs connaissent les *évidences* desquelles nous partons. Nous les avons exposées depuis le mois de décembre dernier : le gouvernement veut abandonner l'Algérie *à tout prix* au F. L. N., mais il est incapable de *livrer* l'Algérie. Cette évidence de 1960 n'a pas vieilli, elle n'a fait que grandir et s'imposer. Le gouvernement est de plus en plus pressé de se débarrasser de l'Algérie, à n'importe quel prix, il sait qu'il meurt de ce cancer, et il est de moins en moins capable de livrer l'Algérie, car l'Algérie lui échappe, son pouvoir n'est plus qu'une ombre. Dès lors apparaissent sur le terrain les deux seules forces réelles, la population européenne et la population musulmane. La population euro-

péenne est-elle toute entière représentée par l'O. A. S., c'est ce qu'on ne sait pas. La population musulmane est-elle toute entière représentée par le F.L.N., c'est peu probable. Mais ce qu'on voit bien, c'est que la démission progressive du régime, étant donné la position des forces sur le terrain, sert paradoxalement l'O.A.S. Le dégagement risque d'aboutir, non pas comme le croit le gouvernement, à une Algérie indépendante sous direction F.L.N. mais à une Algérie indépendante sous direction O. A. S. C'est à cette situation qui peut se réaliser assez rapidement qu'il faut réfléchir dès maintenant.

L'Algérie indépendante sous la direction de la population européenne serait conforme à la nature des choses. Cette solution ne ferait qu'inscrire sur la carte un état de fait que tout le monde constate, le divorce actuel entre les Français d'Algérie et l'indifférence de la plus grande partie de l'opinion métropolitaine. Il appartiendrait alors aux Français d'Algérie de régler eux-mêmes le problème de la cohabitation des deux communautés, que cette solution laisserait entier.

En présence de cette sécession presque fatale, le gouvernement peut adopter plusieurs attitudes. En fait, avec un certain clavier de variantes, il n'a le choix qu'entre deux solutions : ou il réplique par le blocus plus ou moins complet de l'Algérie française, ou il reconnaît la sécession et cherche à établir un *modus vivendi* ménageant un accord.

La solution de blocus est fort belle sur le papier. Mais est-elle applicable ? C'est le contingent qui subira le blocus. Et quelle sera la position du gouvernement métropolitain dans un dialogue où le gouvernement d'Alger proposera la libération du contingent, tandis que le gouvernement de Paris refusera de donner les moyens de cette libération et condamnera le contingent à ne recevoir ni vivres ni cartouches ? En outre, c'est la Marine qui assure le blocus. Et si la Marine est aussi divisée que l'Armée ? Enfin, est-on sûr que les Français d'Algérie seront aban-

donnés du monde entier et qu'il ne viendra pas à l'idée de quelque puissance de s'assurer des positions économiques et politiques en Algérie en fournissant à l'Algérie Française ce que la France lui refuserait ? Laissons de côté le cas où l'O.A.S. acculée à une situation sans issue, jouerait le tout pour le tout en portant en France la lutte contre le régime. Même en excluant cette hypothèse, qui ne voit qu'une réaction violente du gouvernement métropolitain est pleine de périls et qu'en transformant volontairement l'Afrique du Nord en *zone militairement faible*, elle ouvre la porte au drame de tous côtés, car elle appelle presque automatiquement l'intervention étrangère ?

On peut donc penser que la fureur du premier mouvement serait inévitablement tempérée de quelque prudence.

La position du gouvernement métropolitain n'est pas beaucoup plus brillante dans l'autre hypothèse. Il est clair qu'après s'être félicité d'avoir trouvé enfin une solution — imprévue — du problème algérien, le régime n'en fera pas pour autant meilleure figure. La présence d'un gouvernement dissident *tolérée* par le gouvernement légal, l'influence de la radio dissidente parallèle à la radio gouvernementale, les entreprises auxquelles un gouvernement de fait peut songer, les moyens puissants dont il dispose, pèseront au bout de très peu de temps sur la politique française. L'O.A.S. ne manquera de répéter sous toutes les formes que seule la présence du général de Gaulle est un obstacle à l'unité française et que le gouvernement dissident est prêt à une entente avec tout gouvernement d'Union nationale. Ces déclarations ne se heurteront pas partout au scepticisme. Et on peut parier à peu près avec certitude qu'en très peu de temps un puissant courant d'opinion demandera un arbitre autour duquel puisse se refaire l'unité française. Là encore, la solution passe par la disparition du général de Gaulle de la scène politique.

On dira que ce sont là des rêveries. Ce sont, en effet,

des hypothèses. Mais qui peut dire qu'elles ne seront pas la réalité de demain ? Tout va si vite...

En attendant, la reptation vers le cheval de Troie continue. Le gouvernement rêve d'un matin où l'Algérie se réveillerait la corde au cou. Pas à pas, sur les coudes, dans le silence des voleurs, il progresse sourdement vers la trahison, espérant on ne sait quel miracle. Dans ses rêves, il voit un « exécutif » installé sur quelque rocher inaccessible, au sein duquel un membre du F.L.N. dressera la liste des musulmans collaborateurs à égorger : et il ne désespère pas qu'un jour, comme en 1944, des gendarmes et des troupes portant l'uniforme français ne se chargent au nom de quelque gouvernement provisoire de l'arrestation de ceux qu'on destine à la torture ou à l'égorgement. Ce ne sont après tout que des musulmans à qui des officiers français ont donné leur parole d'honneur. Mais, n'est-ce pas, toutes ces histoires de parole d'honneur, celles qu'on donne aux Allemands quand on est prisonnier, celles qu'on donne aux Musulmans quand on a besoin de mercenaires, tout cela n'est-ce pas, après tout, c'est l'honneur de papa, c'est l'uniforme de papa. Et qu'est-ce que cela peut bien faire à une *grande nation moderne ?*

Cependant quel spectacle étrange que cette *résistance* installée maintenant sur le sol d'Algérie et toute puissante, et qui aurait pu penser que nous reverrions, mais comme en négatif, cette situation de 1944 ? Je relisais cette *Lettre* que j'avais écrite en 1946 à François Mauriac. J'y avais prévu cette conséquence des principes proclamés au lendemain de la guerre, mais je parlais en philosophe, je voyais là un poison installé au cœur de l'Etat, dans mes plus implacables déductions je n'avais pas imaginé une *résistance* avec ses réseaux, ses agents, ses attentats, son noyautage des administrations et des polices fonctionnant contre ceux-là mêmes qui avaient organisé les mécanismes de la résistance.

Et quel écroulement ! Jamais homme dans l'histoire

de notre pays n'a perdu si bêtement, un si énorme capital d'autorité ! Accepté par une propagande insensée comme le sauveur de la France, proclamé vainqueur sans avoir jamais combattu, Pétain sans Verdun, Wellington sans Waterloo. L'homme qui pouvait tout se permettre, qu'un pays hébêté aurait suivi partout, que l'échec de 1945 avait à peine atteint dans l'opinion, qui n'avait été compris et percé à jour que par quelques-uns sans autorité. A qui l'histoire repasse les plats, comme elle fait toujours, car rien n'est plus commun que de déranger d'illustres vieillards. Qui pouvait tout faire, même le contraire de ce qu'il avait dit, même abandonner l'Algérie, *à condition de le faire avec loyauté.* Et qui se retrouve seul, incapable de se faire obéir, sans autorité avec un pouvoir absolu, dépassé et même remplacé de son vivant par des *shadow-cabinets* qui s'installent en coadjuteurs, promenant comme un fantôme à travers ses provinces une ombre de gloire et une ombre de puissance, incapable même au milieu de ses policiers de mettre le pied sur le sol algérien pour s'y faire obéir, et tout cela pourquoi ? Pour avoir institué le mensonge et la cautèle en système de gouvernement, pour avoir voulu finasser comme un maquignon au lieu de parler comme un chef, pour avoir cru que la politique se réduisait tout simplement à l'hypocrisie, pour avoir voulu être Louis XI, en oubliant qu'on pardonnait sa bassesse à Louis XI parce qu'il a gagné des provinces à la France mais qu'on le mépriserait à cause d'elle s'il lui en avait fait perdre. Belle revanche pour ceux qui connaissaient l'homme et qui souhaitaient qu'il se dégradât devant l'histoire avant de tomber sous ses coups !

●

A la vérité, le gouvernement ne croit pas tellement à son exécutif algérien. Il rêve de se sauver d'une autre manière. Et nous touchons là à un autre secteur de la mouvante et insaisissable actualité.

La crise de Berlin s'annonce dès maintenant comme une cuisante défaite des Occidentaux. Il n'est pas difficile

de voir qu'avec toutes les protestations d'énergie qu'on voudra, les Occidentaux cèderont sur l'essentiel ! En ne réagissant pas brutalement contre la rupture des communications, les Américains ont avoué leur indécision et leur faiblesse. Ils subiront les autres initiatives de l'adversaire comme ils ont subi celle-ci. Et ils ne demandent aux « conversations » entreprises que de sauver les apparences en masquant leur capitulation.

Le *statu quo* à Berlin est-il défendable ? Assurément non. La responsabilité de la situation actuelle repose toute entière sur l'hystérie criminelle de Roosevelt et de son entourage juif qui ont *voulu* matérialiser la défaite allemande par l'occupation quadripartite de Berlin et qui ont, de plus, abandonné *volontairement* aux armées russes la moitié du territoire allemand. Cette faute extravagante, cet assassinat prémédité de l'Europe inspiré par une haine maladive et un aveuglement imbécile, auraient pu être réparés dans les premiers mois qui ont suivi la capitulation allemande. Ils ne l'ont pas été. Au contraire, les chefs politiques de ce temps, Truman, Churchill, et, pour la France, de Gaulle, n'ont rien fait, rien proposé. Ils sont responsables avec Roosevelt, et au même titre que lui, de la situation actuelle et des menaces graves qu'elle contient pour la paix et pour l'Occident.

Si les Etats-Unis avaient eu conscience de cette situation, ils auraient pu, en quinze ans, d'abord s'opposer à la mystique de la possession de Berlin qu'ils ont laissé se développer en Allemagne fédérale, ensuite échanger la possession précaire et paradoxale de Berlin contre une négociation sérieuse pour la réunification allemande. En quinze ans, ils n'ont pas fait un geste, ils se sont réfugiés dans un juridisme stérile et ont laissé s'instituer, sans prendre une seule initiative, une situation qui ne pouvait qu'aboutir, à la longue, à une crise.

Quand cette crise a éclaté, l'indécision et la gaucherie de la politique américaine n'ont pas été moindres que son inertie préalable. La situation de Berlin ville-libre pro-

posée par les Russes n'était ni absurde ni indiscutable : les Américains, au lieu de l'accepter et d'obtenir des avantages en échange de leur acceptation ont refusé avec autant d'entêtement que de légèreté. Aujourd'hui, ils s'apprêtent à accepter Berlin comme ville-libre, mais en outre à reconnaître *de facto* la république populaire de Pankow. Leurs tergiversations n'auront servi qu'à payer plus cher un accord précaire. Ils ont trouvé moyen de cristalliser, en outre, autour de la question de Berlin, une volonté de résistance à laquelle ils ne peuvent donner aucune satisfaction véritable et dont la déception peut amener un changement dramatique de la politique allemande.

C'est dans cette perspective à longue échéance que se trouve l'aspect le plus grave de la crise de Berlin. Le désir de conversations directes avec l'U.R.S.S. et la thèse de la neutralisation militaire des deux Allemagnes gagnent du terrain en ce moment, principalement dans les milieux nationalistes allemands. Paradoxalement, la peur de Krouchtchev de voir se reconstituer une nation allemande peut freiner ce genre de spéculations. Mais que cette prévention disparaisse, que des négociations paraissent possibles et c'est à la fois toute la politique atlantique que s'écroule et tous les espoirs d'unité européenne. Nous revenons ici à des préoccupations qui sont les nôtres depuis dix ans et auxquelles nous avons fait une large place dans cette revue, en annonçant que l'unité européenne ne pouvait se réaliser totalement que dans la neutralité européenne.

Enfin, tout cela, qui se passe chez nous, en Europe, et qui se dénouera peut-être par des décisions qui pèseront sur notre avenir et notre liberté, tout cela ne nous concerne pas et sera arrêté sans nous, voilà le résultat de quinze ans de mensonges, de conformisme et de lâcheté depuis 1945. Car, qui imagine qu'on puisse consulter, autrement que pour la forme, les responsables d'un gouvernement sans armée, sans autorité, sans idées ?

Maurice BARDECHE.

FASCISME ET FRANQUISME

Il est inutile de nier que l'Espagne de Franco ne soit chère à tous ceux qui se déclarent fascistes. Mais cet attachement est tout sentimental. L'Espagne a reçu tous les coups. Elle a été un enjeu. Pas seulement cela. La guerre d'Espagne fut un drame auquel tout le monde participa. Les moments d'angoisse, les épisodes héroïques, les passages atroces n'étaient pas ceux de l'Espagne seule, ils appartenaient à tous. La figure la plus pure, la plus émouvante de l'histoire du fascisme espagnol, fut un symbole, elle reste un symbole, non seulement pour l'Espagne, mais pour la jeunesse fasciste du monde entier. Les sacrifices et la légende furent des deux côtés. Pour les adversaires du fascisme eux-mêmes leurs campagnes dans la guerre d'Espagne représentent tout autant à leurs yeux que leur action dans la résistance. C'est d'ailleurs en fonction de la guerre d'Espagne que naquit l'antifascisme. C'est à ce moment que se forma la carte politique du monde moderne : c'est de là que datent les sympathies, les alliances, les clivages, les vingt années qui suivent ne firent que les accentuer, elles n'y apportèrent aucun changement essentiel. L'histoire de la guerre d'Espagne dessine avec netteté le prisme des forces diverses qu'on trouva réunies dans le camp « fasciste » et elle étale de même le spectre des colorations politiques diverses qui compo-

sèrent « l'antifascisme ». Elle est une leçon d'anatomie. Mais pour beaucoup elle fut aussi une révélation. Précisément parce qu'on vit clair, parce que cette guerre fut purement idéologique, elle donna aux *fascistes* une idée beaucoup plus nette de leurs aspirations, et aussi des dangers auxquels le *fascisme* est exposé lorsque le *camp fasciste* est vainqueur.

Car le *camp fasciste* comprenait en Espagne beaucoup de gens qui n'étaient nullement *fascistes* en réalité. Les *requetes* de Navarre qui fournirent dans les premiers jours les troupes les plus solides du *Soulèvement* étaient des carlistes, c'est-à-dire essentiellement des monarchistes traditionnalistes. L'armée qui déclencha le coup d'Etat n'avait pas de pensée politique précise : elle prit le pouvoir pour empêcher l'installation du communisme en Espagne, c'est-à-dire pour faire face à un danger urgent. Elle n'avait même pas de chef désigné d'avance : le chef du mouvement insurrectionnel était Sanjurjo qui se tua ou fut tué quelques heures avant le soulèvement, le général Franco fut placé à la tête des forces nationalistes plusieurs jours après le début de l'insurrection au cours d'un conseil tenu par les autres généraux. Calvo Sotelo, chef de l'opposition ou front populaire, était un théoricien de droite, de tendances monarchistes qui ne répond guère à l'idée qu'on se fait d'un agitateur fasciste. Les hommes groupés autour de son nom appartenaient à une droite traditionnelle opposée à l'anarchie du front populaire et aux perspectives de dictature communiste. Les « messieurs » qui furent fusillés par douzaines, sans autre forme de procès, dans les régions qui se trouvèrent sous le contrôle des « rouges » furent massacrés essentiellement parce qu'ils avaient contracté la vilaine habitude de fumer leurs cigares sur des fauteuils à partir de 5 heures du soir dans le plus beau café de la ville, affirmant par là avec insolence qu'ils appartenaient à une classe privilégiée. Ce trait de mœurs, qui souvent leur tenait lieu de toute idée politique, ne les rapproche pas

spécialement des SA de Roehm et des combattants de la Marche sur Rome. Les curés et les bonnes-sœurs, qui furent aussi lestement expédiés, n'en savaient pas plus long qu'eux sur le fascisme. Ces massacres des premiers jours décidèrent, toutefois, de la composition des troupes franquistes : la bourgeoisie et le clergé n'avaient pas le choix, ils furent dans le *camp fasciste*, parce que cela valait mieux que d'être emprisonné ou étripé. Quant aux évêques et aux dignitaires du clergé, ils jouèrent la combinaison bien connue du sabre et du goupillon qui nous ramène politiquement au temps du Président Loubet et à la jeunesse d'Alphonse XIII : on ne peut les considérer non plus comme un élément typiquement fasciste. Ajoutons qu'eux aussi n'avaient pas le choix : la crise de conscience des catholiques commença seulement quelques mois plus tard chez des chrétiens qu'une bonne frontière séparait des escouades de *pistoleros*.

Les seuls *fascistes* véritables pendant la guerre d'Espagne furent les phalangistes. Et, résultat qui met en évidence le caractère *symbolique* de la guerre d'Espagne, le seul doctrinaire dont les *fascistes* d'après-guerre admettent les idées à peu près sans restrictions, ce n'est ni Hitler, ni Mussolini, mais le jeune chef de la Phalange que son destin tragique fit échapper à l'amertume du pouvoir et aux compromissions de la guerre. Le choix de ce héros n'est pas purement sentimental. Il révèle tout ce qu'il y a d'*idéaliste* dans le mythe fasciste. Et il contient aussi un aveu : les fascistes préfèrent leurs martyrs à leurs ministres. Comme tout le monde.

Ce choix comporte une autre originalité, en général fort peu connue. C'est que José-Antonio Primo de Rivera n'a jamais manqué une occasion de dire qu'il n'était pas *fasciste*, au sens où les Italiens et les Allemands entendent ce mot. Il voyait dans le phalangisme un mouvement propre à l'Espagne qui avait certains principes communs avec le fascisme italien et le national-socialisme allemand, mais qui n'en avait ni les méthodes ni l'esprit. Malgré ces

restrictions, c'est lui pourtant qui a défini avec le plus de force ce fonds commun que les autres expériences ont altéré et qui constituent l'essentiel de ce que les survivants du fascisme appelèrent le *fascisme.*

Le phalangisme a pour point de départ une protestation contre la cruauté et l'hypocrisie du monde moderne. Cette constatation ne s'applique pas aux métallurgistes et aux ouvriers qualifiés de la région parisienne, c'est entendu. Mais tout le monde n'est pas métallurgiste ou ouvrier qualifié et tout le monde a besoin de gagner sa vie, ce qui soumet chacun à la loi implacable de l'offre et de la demande, piston essentiel de l'économie capitaliste que la démocratie renforce en lui reconnaissant un caractère intangible et sacré.

L'ouvrier, le petit salarié, constatait la Phalange, sont devenus des parias, leur existence sans idéal et sans foi consiste à répéter quotidiennement la même besogne au profit des autres, comme les rouages anonymes d'une immense machine. On leur dit qu'ils sont libres : mais leur liberté n'a d'autre effet que les amener à accepter les contrats de louage que d'autres hommes plus riches qu'eux sont libres également de leur proposer sans que personne se soucie de savoir si ces contrats sont justes et humains.

Certaines de ces condamnations, que nous allons exposer, peuvent paraître aujourd'hui exagérées. Elles ne l'étaient pas, il y a vingt-cinq ans, dans un pays pauvre. Elles restent vraies encore maintenant en bien des pays. Et surtout, elles restent vraies, dans la mesure où elles dénoncent une situation que la prospérité matérielle estompe sans la faire disparaître et un égoïsme, une indifférence qui restent le propre de la démocratie capitaliste. Voici donc ce que disait, à la veille de la guerre d'Espagne, José-Antonio Primo de Rivera.

L'Etat assiste impuissant à cette exploitation des faibles par les plus forts qui amène une dégradation de la nation : car l'Etat démocratique n'a pas d'autre fonction

que d'assister à ce qui se passe et de compter les coups en s'assurant seulement qu'ils sont joués conformément à une certaine règle. Il ne dirige pas le destin de la nation, il contemple le développement des forces de destruction et attend paisiblement qu'elles aient achevé de détruire la nation et la démocratie elle-même, satisfait seulement de constater que tout se passe selon une procédure réglementaire.

C'est ce processus de destruction que le phalangisme veut arrêter, en confiant un autre rôle à l'Etat et en cherchant un autre destin pour l'individu. Pour le phalangisme, la patrie se définit comme l'ensemble des hommes qui ont par leur naissance le même destin. Chaque patrie a donc une mission historique ou morale à accomplir. L'Etat a pour tâche de réaliser ce destin national. C'est là sa justification et il n'en a pas d'autre. Tout Etat a *quelque chose à faire*, tout Etat a *quelque chose en quoi il croit* : et il n'a le droit d'exiger du peuple des sacrifices et même simplement l'obéissance qu'au nom de ce principe pareil à une foi qu'il incarne et au nom de la mission qu'il s'est donnée. Tout Etat qui ne s'identifie pas à un destin de la nation, à cette mission qui est la patrie elle-même n'est qu'un Etat tyrannique et non la représentation et le guide de la nation. Ce sentiment absolu de ce qu'on veut est comme la conscience de la nation : il est aussi ce qui unit le peuple et chaque individu : « ce sentiment absolu, clair dans l'âme, nous dit en toute conjoncture ce que nous devons faire et ce que nous devons préférer. » Et il donne aussi un sens à chaque vie individuelle. Chaque homme réalise son propre destin en participant au destin de la nation. Sa tâche est transformée parce qu'il est *au service* de la nation, comme le soldat, comme le prêtre sont *au service* de la patrie et de la religion. Cette volonté de *servir* transforme non seulement l'essence du travail accompli chaque jour, mais l'homme lui-même. Car le *seigneur* est précisément celui qui est capable de « renoncer » pour « servir ». Qui en-

gage sa vie dans cette vocation du *service* appartient par cela même à la *noblesse* de son temps, car la noblesse n'a pas été autre chose dans tous les temps que l'ordre de ceux qui acceptent les servitudes et les exigences de la vocation de servir. Cette notion fondamentale ne résout donc pas seulement l'antagonisme qui oppose l'individu à l'Etat, elle donne un *contenu* à chaque vie humaine, pareil à celui de la vie du soldat et du prêtre, ce que José-Antonio appelle « le sens ascétique et militaire de la vie. »

Il est bien évident que l'Etat qui accepte une si haute mission ne peut plus tolérer que sous le nom de *libéralisme* se perpétuent le développement de l'égoïsme et de l'avidité et l'exploitation du travailleur par le capitalisme. Les pages de doctrine de José-Antonio sont catégoriques à cet égard. Il condamne en même temps, comme des maux inséparables ou plutôt comme les deux faces de la même fausse monnaie, le libéralisme et le capitalisme. « Le libéralisme, tout en rédigeant sur le papier de merveilleuses déclarations de droits que personne ne lisait, entre autres causes parce qu'on n'enseignait pas au peuple à lire, le libéralisme nous faisait assister au spectacle le plus inhumain qu'on eût jamais vu : dans les plus belles cités d'Europe, dans les capitales des Etats aux institutions les plus libres, des êtres humains, nos frères, livrés à la misère, à la tuberculose, à l'anémie des enfants affamés, s'entassaient dans des maisons noires ou rouges, effrayantes, immondes, où ils pouvaient remâcher amèrement le spectacle de s'entendre proclamer libres, voire souverains ». Il revient vingt fois sur ce thème. L'injustice et l'indifférence du capitalisme devant le monde qu'il a créé sont pour lui une perpétuelle source d'indignation et de violence. « Oui, le socialisme devait naître et sa naissance fut justifiée... » Et il dénonce ceux qu'il appelle les parasites, les banquiers usuriers, les grands propriétaires, les administrateurs des grandes compagnies, les porteurs d'actions libérées, grassement payés pour leurs intrigues

et leurs marchandages. « Les ouvriers sont le sang et la terre d'Espagne. Ils font partie de nous. Tous ceux qui vous regardent avec des yeux mauvais quand vous lisez votre journal, ils sont une partie même de notre Phalange. »

Et tout cela chez José-Antonio n'est pas seulement révolte sentimentale et colère contre les « convives oisifs de la vie », les « invités non payants », comme il dit, dont il ne veut plus dans l'ordre nouveau qu'il veut construire, c'est doctrine aussi et principe de son système national. « Le capitalisme libéral débouche obligatoirement dans le communisme, constate-t-il, et il n'y a qu'une manière profonde et sincère d'éviter l'avènement du communisme, c'est d'avoir le courage de détruire le capitalisme, de le détruire avec l'aide de ceux-là mêmes qu'il favorise. » Et ailleurs, constatant que le capitalisme n'est pas la propriété privée, qu'il en est même tout le contraire et qu'il a eu en réalité pour résultat « d'anéantir presque complètement la propriété privée dans ses formes traditionnelles », il conclut en caractérisant le capital comme un instrument économique qui doit être au service de la nation et non de quelques-uns : « Les réservoirs de capital sont comme les réservoirs d'eau, ils n'ont pas été faits pour que quelques privilégiés organisent des régates à leur surface, mais pour régulariser le cours des rivières et faire tourner les turbines des barrages. »

Ce socialisme dirigiste va plus loin qu'on ne l'imagine généralement. Beaucoup s'imaginent que José-Antonio est violemment anti-marxiste. C'est une erreur. L'analyse économique de Marx lui paraît, au contraire, très juste. Il prétend seulement qu'il *dépend de nous* que ses prophéties ne s'accomplissent pas. « Une figure à la fois repoussante et fascinante, celle de Karl Marx, plane sur le spectacle de la crise du capitalisme. A l'heure actuelle, partout, les uns se proclament marxistes, les autres antimarxistes. Je vous le demande, et c'est un vigoureux examen de conscience que je formule : « Qu'est-ce que cela

veut dire : être antimarxiste ? Cela veut-il dire qu'on ne désire pas l'accomplissement des prédictions de Karl Marx ? Alors nous sommes tous d'accord. Cela veut-il dire que Karl Marx s'est trompé ? Alors ce sont ceux qui l'accusent d'erreur qui se trompent. »

Les objections de José-Antonio contre le socialisme ne portent pas sur l'analyse des faits, mais sur des principes philosophiques étrangers à l'analyse économique. « Le socialisme qui était une réaction légitime contre l'esclavage libéral, s'est dévoyé parce qu'il a adopté, *primo*, l'interprétation matérialiste de la vie et de l'histoire, *secundo*, une attitude de représailles, *tertio*, la proclamation du dogme de la lutte des classes. » Le *pharaonisme* auquel aboutit le libéralisme économique, le socialisme le voit bien et le combat à juste titre dans sa critique du libéralisme, mais il le réintroduit par esprit de vengeance dans la société socialiste dont il fait une autre terre d'esclavage. « Le socialisme, qui représentait une critique justifiée du libéralisme économique, nous a apporté, par les mêmes chemins, les mêmes résultats que celui-ci, la désagrégation, la haine, la séparation et l'oubli de tous les liens de fraternité et de solidarité qui unissent les hommes... Si la révolution socialiste n'était pas autre chose que l'implantation d'un nouvel ordre économique, nous ne serions pas effrayés. Mais la vérité est que la révolution socialiste est quelque chose de beaucoup plus profond. C'est le triomphe du *sens matérialiste de la vie et de l'histoire.* C'est la substitution violente de l'irréligiosité à la religion, le remplacement de la Patrie par la classe fermée et haineuse, le groupement des hommes par classes et non le groupement des hommes de toutes les classes au sein d'une Patrie commune à tous, c'est la substitution à la liberté individuelle de la sujétion à un Etat de fer, qui, non seulement réglemente notre travail comme dans une fourmilière, mais encore et tout aussi implacablement, notre repos. » Je trouve moins frappante une dernière citation que je fais seulement parce qu'elle

est caractéristique de la position phalangiste. « Il nous fait horreur, comme à tout Occidental, à tout Chrétien, à tout Européen, patron ou prolétaire, de n'être plus qu'un être inférieur dans une fourmilière. Et cela nous fait horreur parce que nous en savons quelque chose par le capitalisme, qui nous convertit, lui aussi, en une foule grégaire, et qui, lui aussi, est international et matérialiste. C'est pour cela que nous ne voulons ni de l'un ni de l'autre. C'est pour cela que nous voulons éviter l'accomplissement des prophéties de Karl Marx. Mais nous le voulons résolument et non pas à la façon de ces partis anti-marxistes qui croient que l'accomplissement inexorable des lois économiques et historiques peut s'atténuer en donnant aux ouvriers quelques bonnes paroles avec quelques petits tricots pour leurs enfants. »

On peut se demander ce que serait devenu cet *ange de l'école* s'il avait vécu dans l'Espagne franquiste. Aurait-il réussi à changer le cours des choses ? Dans l'Espagne ruinée et assiégée de 1940, aurait-il réussi à faire passer le vent brûlant du socialisme comme un cyclône régénérateur ? Et avec quoi ? Sur ce pays exsangue, qu'aurait donné cette chirurgie ? On imagine mal les héros devenus administrateurs... Pour que José-Antonio fût cette figure illustre que nous montre le *rêve fasciste,* il fallait sans doute qu'il n'entrât jamais, lui aussi, dans la Terre Promise, où commencent les partages, les règlements, les arbitrages et les mécontentements.

L'Espagne de Franco est-elle fasciste ? Est-ce la peine de poser la question ? Le gouvernement espagnol ne revendique pas cette épithète et nous n'avons aucune raison de la lui conférer. L'Espagne sortit exsangue de la guerre civile et la guerre mondiale commença aussitôt. Après cette guerre, l'Espagne fut mise en quarantaine, elle fut longtemps plongée dans une savante disette. Depuis peu d'années seulement, elle dispose des moyens de s'approvisionner et de s'équiper. Seule, sourde aux bruits du monde sur sa presqu'île, l'Espagne a passé vingt ans à

vivre, penchée comme les pauvres sur ses paniers. Peut-être étaient-ce là, précisément, les conditions pour créer un socialisme national. L'Eglise dit qu'il y a une *éminente dignité* chez les pauvres : en politique aussi, il y a une grandeur et une puissance dans la pauvreté. Sparte était une terre pierreuse. Cette Espagne socialiste, cette Espagne pauvre, cette Espagne seule, quelle leçon n'eût-elle pas donné au monde ! Mais Franco n'appartenait pas à cette race des prophètes dont le charbon de Dieu a touché les lèvres. Il voulut être seulement le médecin sage et prudent de ce peuple exsangue, avec des méthodes sages et prudentes, les méthodes de la Faculté. Et son gouvernement fut comme une honnête et sérieuse gérance du dépôt qui lui avait été remis, avec une répartition de la puissance entre les porteurs d'actions du Soulèvement National, l'armée, le clergé, les traditionalistes, la Phalange. L'Espagne d'aujourd'hui, c'est cette société anonyme. La Phalange n'y est pas frustrée, elle a pu réaliser des réformes, obtenir des résultats, mais elle n'a que sa part et elle ne peut empiéter sur la part des autres, qui est grande : ce partage interdit tout socialisme, car il n'y a pas de socialisme partiel, il n'y a pas de justice partielle.

Cette gérance franquiste de l'Espagne depuis vingt-cinq ans, comment ne pas lui rendre hommage ? Elle a maintenu l'Espagne à l'écart des guerres qui nous ont déchirés. Elle a fait oublier peu à peu les haines et les souffrances de la lutte fratricide. Et elle a donné à l'Espagne, malgré la puissance de ses adversaires idéologiques, un rang, une autorité, un visage de sagesse et de calme, une fermeté dans l'application des principes qu'on ne lui avait pas connu depuis bien longtemps. Ces régimes de gérance qui s'accommodent du train des choses, ils contiennent une leçon à laquelle les théoriciens n'accordent peut-être pas assez d'importance : c'est qu'il y a un type de gouvernement moderne qui n'est pas autre chose que cette pure gérance, et qui se répand de plus en plus. Avec plus ou

moins d'hypocrisie démocratique, c'est le gouvernement de Salazar au Portugal, celui d'Adenauer en Allemagne, c'est celui que de Gaulle voulait instituer en France, et qui exige plus de qualités qu'on ne croit chez celui qui gouverne, puisqu'il y a si complètement échoué. Il est facile aux intellectuels de gauche, tout en faisant les exceptions les plus arbitraires, de taxer ces régimes de *fascisme* : la presse et les politiciens de gauche veulent dire simplement par là que ce sont des gouvernements qu'on ne peut renverser par une simple crise ministérielle, en quoi ils font consister toute la démocratie. Le fascisme n'est pas seulement cela et nous aurons à revenir plus loin sur les enseignements que contient cette fausse définition du fascisme. Disons seulement pour l'instant que ces gouvernements de gérance sont des freins utiles, mais ne sont rien d'autre. Ils pourraient convenir à un monde stable, parfois ils ne manquent pas de sagesse et de courage : mais dans notre monde parcouru de courants et agité de puissantes ondes invisibles, qu'opposent-ils au frémissement souterrain ? Tous les hommes sont mortels, et s'ils ne laissent pas une *mystique* après eux, que devient leur œuvre plus tard, que devient leur pays ?

Maurice BARDECHE.

Léon DEGRELLE

LETTRE DE LÉON DEGRELLE AU « SOIR » DE BRUXELLES

Le Directeur du « Soir » a reçu de Heidelberg, une lettre de Léon Degrelle. Il s'est bien gardé de la publier.

Nous reproduisons le texte de cette lettre d'après le journal « L'Europe Réelle » de Bruxelles.

Le 12 Août 1961.

Monsieur le Directeur du « Soir »,

Je viens de prendre connaissance de votre article du 1er Août 1961.

Vous y rééditez, avec volupté visible, la calomnie, cent fois ressassée et cent fois réfutée, de « *Degrelle, criminel de guerre* ».

Criminel de quoi ? Vous savez parfaitement que les accusations de « crimes de guerre » portées contre moi en 1945 et en 1946 se sont, totalement et fort piteusement, effondrées depuis belle lurette.

Mettons les points sur les i. On m'avait accusé de l'exécution du bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode. Par la suite, les meurtriers furent découverts. C'étaient des membres de l'organisme flamand « De Vlag », comme le *Soir* lui-même dut bien le reconnaître dans ses numéros des 22 juin et 2 juillet 1947. Personnellement, j'ignorais tout d'eux. Leurs aveux furent complets, à l'instruction et en audience publique, le 8 Juillet 1947. Ils furent condamnés à mort. L'Auditeur Militaire van Laethem reconnut, en plein Tribunal, que j'étais complètement étranger à cette affaire.

On m'endossa également l'affaire de Bande. On avait fusillé dans cette localité, avant la Noël de 1944, vingt-huit maquisards. Comme les militaires qui les avaient arrêtés parlaient le français, on en déduisit aussitôt — évidemment ! — que ça ne pouvait être que des Volontaires de notre Légion « Wallonie », donc que l'organisateur de l'exécution, c'était moi ! Or,

ce jour-là, je parlais à Vienne devant des centaines de journalistes, et pas un seul de mes soldats n'était en Belgique à cette date-là. N'empêche ! On servit le plat de ce crime degrellien à toutes les sauces, partout, même à l'O.N.U. M. Spaak s'en pourlècha les babines longtemps. Le scandale fut tel que la « Commission de crimes de guerre » se transporta à Bande, afin d'y découvrir tous les détails relatifs à ce forfait ! Elle y enquêta longuement et elle publia ses conclusions dans une brochure officielle, qu'au *Soir* vous connaissez aussi exactement que moi. Il en ressortait, on ne peut plus nettement, que le fameux crime de Degrelle n'avait été crime de Degrelle en *rien du tout,* que les militaires, parlant le français, qui avaient arrêté les maquisards étaient... des Alsaciens, et leur chef... un Suisse, nommé Haldiman, tous membres d'une unité de police S. D. d'une Division allemande ! Ainsi cette autre accusation fut, elle aussi, complètement liquidée. Et voilà de cela plus de dix ans !

Ce qui ne vous empêche point, dans votre article du 1er Août, de reprendre, une fois de plus, à votre compte, cette légende, officiellement réfutée de longue date, en insinuant, avec une hypocrisie mielleuse : « *On se souviendra que Degrelle revint jusqu'à La Roche-en-Ardennes* (ce détail même est faux, je n'ai pas mis les pieds à La Roche durant toute cette époque) *lors de l'offensive von Rundstedt, et qu'il y avait des S.S. non-allemands parmi les massacreurs de Bande* ».

Bien sûr ! ils étaient « non-allemands » puisqu'ils étaient Alsaciens et Suisse ! Mais, visiblement, vous relancez cette insinuation perfide dans l'espoir que certains lecteurs naïfs tomberont encore dans le panneau, malgré les conclusions de la « Commission des Crimes de Guerre » (dont vous n'avez jamais soufflé mot, on l'imagine !)

Et puis, vraiment, si j'ai commis des « Crimes de guerre » (ceux-là ou d'autres !) pourquoi, dites-le-moi, pourquoi, tout au long de seize années, ne me fit-on jamais, à leur sujet, un procès ? Ça, c'est franchement drôle ! Vous reproduisez avec un plaisir évident, la phrase ignoble de Spaak « Degrelle, un odieux criminel de droit commun ». Hé la ! Quels crimes de droit commun ? Où ? Quand ? Comment ? Quel Tribunal en a jamais jugé, en fut jamais saisi ? Car c'est au Prétoire qu'il fallait soutenir une telle accusation, si elle était soutenable, ou communiquer vos dossiers, si vous en aviez ! Vous et les vôtres avez tellement hurlé et répété que j'étais un « criminel de guerre » que le public a fini par croire que j'avais été, bel et bien, condamné pour « crimes de guerre » ! Or, c'est faux, vous ne l'ignorez point, c'est *totalement faux.* J'ai été condamné à mort — et j'en suis fier — pour avoir lutté au Front de l'Est contre ces Soviets qui vous fichent une frousse si amusante aujourd'hui. Point, c'est tout.

Spaak, et vous autant que lui, savez donc parfaitement qu'en me traitant de « Criminel de guerre », ou de « criminel

de droit commun », *vous mentez délibérément,* que jamais, nulle part, un Tribunal ne me condamna pour un fait de ce genre !

Dieu sait pourtant avec quelle facilité une telle condamnation eut été obtenue, après 1945, si l'accusation avait pu s'appuyer sur la plus mince présomption ! Je n'étais pas là, je ne pouvais ni protester, ni contester, ni me défendre ! Monter contre moi un tel procès était donc d'une simplicité enfantine. Toute une presse à la dévotion du Régime, toute la Radio d'Etat eussent été là pour gonfler les faits au maximum et m'accabler avec sadisme. *Alors,* pourquoi — dites-le-moi bien ! — *pourquoi la Justice belge,* qui monta près de cent mille procès après la guerre, *ne s'est-elle pas risquée à celui-ci ?* Mais ça crève les yeux, quoi ! C'est parce que, dans les dossiers (?) il n'y avait rien de valable, *rien, rien !* L'Accusation se fut effondrée publiquement à l'Audience, eut sombré dans le ridicule le plus intégral !

Ce fut à tel point — et seize ans ont passé — que le Gouvernement belge ne m'a même jamais inscrit, ou fait inscrire, sur une liste quelconque de « criminels de guerre » ! A la « Commission des Crimes de Guerre », à Bruxelles, rue de Turin, *il n'existe même aucun dossier contre moi !*

Ainsi, ni condamnation, ni procès pour quelque crime de guerre que ce fut ! Ni inscription sur une liste ! Ni même de dossier à ma charge à la Commission compétente entre toutes ! Le néant ! Le néant total ! Alors vraiment, il faut être « rudement culotté », comme on dit dans le peuple, pour oser resservir — comme étant un fait acquis, un fait *jugé* — les accusations de : « Degrelle, criminel de guerre » ou de « Degrelle, criminel de droit commun », que pas un magistrat belge, en seize ans, n'osa relever devant un Tribunal et que la Commission des Crimes de Guerre ne retint même pas dans un dossier !

Votre cas, en l'espèce, à vous le *Soir,* est particulièrement abject car, voilà six ans, après vos diatribes d'alors sur le même thème, j'accordai à l'*United Press* un interview très explicite sur ces questions. Cette grande agence internationale fit vérifier mes réponses, une par une, près des Parquets et près de la Commission des Crimes de Guerre, avant de distribuer le texte à son réseau d'abonnés. Qu'avez-vous fait alors, au *Soir ?* Publier cet interview (quitte à le réfuter !) ? Nenni ! Vous vous êtes tu. Vous avez fait le mort. Puis, ensuite, vous avez poussé l'outrecuidance et le fanatisme jusqu'à enguirlander l'*United Press* qui avait commis le crime de laisser s'expliquer le calomnié ! Ça c'était le *vrai crime,* le crime intolérable : m'avoir laissé parler ! Et on vous comprend ! Si les Belges eussent pu connaître ma réponse, comment eussiez-vous pu continuer à mentir, à longueur de journée, à propos de mes « crimes de guerre », avec une telle rage qu'elle finit par être grotesque !

C'est ce que vous appelez — bien entendu ! — « informer

le peuple » ! Pauvre peuple ! Vous êtes des corrupteurs de l'opinion, et rien d'autre, *des menteurs patentés* qui ramassent leur argent dans le mensonge, des menteurs qui, sachant qu'ils mentent, continuent à mentir, délibérément, avec une impudeur absolue, envers et contre toute évidence, en étouffant l'évidence !

D'ailleurs, à quoi rime toute votre comédie de demandes d'extradition non satisfaites ? *Vingt fois, j'ai offert, publiquement, de revenir à Bruxelles de mon plein gré,* sans que le Gouvernement belge eût à obtenir d'extradition quelconque ! Dès 1945, je l'ai proposé. A chaque nouvelle bagarre, j'ai renouvelé mon offre. Alors, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

Ai-je posé des conditions impossibles ? Allons donc ! Mes conditions étaient *on ne peut plus démocratiques,* coupées d'après vos vertueux principes : un procès qui ne soit pas une sinistre farce et où mon cas serait vidé *à fond,* pour que le peuple belge, enfin, puisse être informé exactement ; un procès où je pourrai librement m'expliquer, avec toute l'ampleur désirable, sur la collaboration (la nôtre... et celle de certains autres), sur la lutte des milliers de Volontaires belges du Front de l'Est, sur les « Crimes de guerre » (ceux qu'on m'a endossés si gaillardement et aussi ceux que d'autres ont commis, impunément), sur les mobiles et sur le déroulement de mon action publique. Tout cela est logique, normal, et l'Histoire elle-même, tôt ou tard, réclamera des éclaircissements là-dessus. Vous-mêmes, si vous aviez été droits dans vos bottes, eussiez dû proposer depuis longtemps un procès de cette ampleur, avant même que je ne le propose !

Alors ? Alors pourquoi tout votre joli monde de mouchards et de braillards s'est-il, toujours, si peu glorieusement défilé *chaque fois que j'ai offert d'accourir, à Bruxelles,* à ce vaste débat judiciaire et politique (car, tout de même, il s'agit, avant tout, de faits *politiques !)* De quoi, vous et vos congénères avez-vous donc si peur ? Si vous, et votre Régime sacro-saint avez raison, *pourquoi donc la perspective d'un véritable procès vous épouvante-t-elle tellement ?* Ce que j'ai offert, je l'offre encore en ce mois d'Août 1961 : je me livre à la police belge si on me garantit un procès complet, avec liberté de m'expliquer sans entraves, publication analytique des débats (dans... le *Soir,* par exemple !) et radio-télévision intégrale des séances. Ça se fait couramment à l'étranger, aux Etats-Unis, notamment. Il n'y a rien que de naturel dans une telle demande et je suis sûr que le public belge prendrait un vif intérêt à un tel procès.

Allons ! Votre Régime dispose de cinquante quotidiens pour me riposter, et vous vous esquiveriez ! Tant de modestie est fort étrange ! *Depuis seize ans que je vous propose ce vrai débat judiciaire, vous cherchez des subterfuges,* vous vous abritez derrière une législation d'exception, contraire, comme l'ar-

ticle 123 sexies, aux conventions européennes signées à Rome par la Belgique, et que le Parlement peut, d'ailleurs, parfaitement modifier, vous recourez à mille faux-fuyants peu glorieux, vous et votre grand homme Spaak, si prompt à lancer lâchement des calomnies puis à détaler lorsqu'il s'agit de les justifier !

Vous ne parvenez à vous maintenir dans votre position de calomniateurs patentés *qu'en condamnant vos adversaires à se taire !* Interdiction de publier notre explication des faits ! Interdiction de répandre nos ouvrages, dits « inciviques », en librairie ! Interdiction de faire appel d'un jugement par contumace, celui-là où, précisément, l'accusé n'a pas eu la possibilité de s'expliquer ! Interdictions ! Interdictions ! *Pourquoi tant d'interdictions si vous avez raison ?* Mais non ! Degrelle ne peut pas parler ! Degrelle ne peut pas écrire ! Degrelle ne peut pas être jugé correctement ! Barrages en tous sens !

Et vous vous appelez « démocrates » ! *Vous n'êtes que les farceurs de la Liberté !* Et une bande de sacrés paniquards, au surplus ! Un exilé seul, sans appui de quiconque, offre de revenir à Bruxelles se présenter devant un Tribunal où il risque sa tête en vous faisant face. Et il suffit qu'il annonce qu'il est prêt à apparaître pour que vous foutiez le camp, à du mille à l'heure, la queue dans la poussière et trempés par la peur ! Permettez qu'on pouffe de rire en contemplant votre panique !

Un peu de cran donc ! Et un peu de tenue !

Ou alors, dites franchement, une fois pour toutes, que ce que vous voulez, ce n'est ni la Justice, ni la Vérité, mais c'est, uniquement, m'occire sans que je puisse ouvrir le bec, c'est assouvir votre haine, c'est du sang, c'est ma peau, mais *en silence*.

Moi, j'offre ma peau, mais *sans silence*.

Lâches comme toujours, vous aurez grand soin, évidemment, de taire mon offre, une fois de plus. C'est couru. On connaît vos mœurs. Et, après cela, vous avez le front de jouer à la « conscience » du pays ! Elle est belle la Belgique représentée par des fourbes et les cannibales que vous êtes, tourneboulés par une haine animale, inextinguible, et qui donne envie de vomir.

Roulez-vous dedans ! Allez-y ! Grand bien vous fasse ! Quel spectacle ! Voir ce que vous êtes : ça, *ce paquet gluant de passions dénaturées*, donne fameusement raison à ceux qui ont voulu vous balayer hier et qui, j'y crois fermement, vous balaieront tout de même un jour, avec toute la vigueur qui vous est due !

Dans cet espoir et cette conviction, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur du *Soir*, à mes sentiments très empressés.

Léon DEGRELLE.

A M. le Directeur du « *Soir* »,
Place de Louvain, 21
Bruxelles.

Jacques ISORNI.

LES PROCÈS POLITIQUES

Un procès politique exprime la nature profonde du régime qui l'intente. On peut en dire qu'il la révèle. La Vᵉ République n'a pas fait exception à cette règle.

Trois procès ont jusqu'à présent marqué son existence : le procès d'« intellectuels » réunis dans un réseau de soutien au F.L.N., connu sous le nom de « procès Jeanson », le procès des événements d'Alger, au cours de la semaine du 24 janvier 1960, connu sous celui de « procès des barricades », le procès, enfin, du coup d'État manqué du 22 avril.

Dans les intentions du gouvernement, le premier était surtout destiné à préparer et à équilibrer le second, en un temps où il ne pouvait imaginer qu'il serait contraint d'en faire un troisième. Le régime voulait démontrer que se situant dans une position médiane, celle prétendue de la sagesse, il frappait sur sa gauche, puis sur sa droite, les « ultra » de chaque bord. Mais, en définitive, le procès Jeanson est apparu l'alibi dont avait besoin la morale du régime. Ce ne pouvait être de sa part qu'un camouflage judiciaire. Comment pouvait-il, en effet, condamner sérieusement l'assistance au F.L.N., alors que sa politique, par la légitimation de la guerre de sécession, devait constituer une aide beaucoup plus importante que toutes celles que pouvaient lui apporter les intellectuels, souvent farfelus, du professeur Jeanson. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'après avoir intenté, pour la forme, des poursuites, il n'osera pas juger les auteurs du « manifeste des 121 » parmi lesquels

figurait la propre fille d'un ministre en exercice, manifeste qui prônait l'insoumission, pendant que l'armée était au combat en Algérie. C'est ainsi que les procès qu'on ne fait pas prennent, autant que ceux qu'on fait, une valeur de démonstration. Administrée ou non, la justice est le même symptôme clinique. Le régime qui condamne la défense de la patrie ne peut condamner l'appel à la désertion.

Tout au long des débats de l'affaire Jeanson, l'indignation avait été grande dans la presse, même dans une large partie de l'opinion qui avait semblé, par exception, sortir de sa torpeur. Non point tant peut-être contre l'aide apportée au F.L.N. — au moins en ce qui concerne les articles de presse — que contre les propos tenus devant le tribunal militaire par les accusés et quelques-uns de leurs défenseurs : l'apologie de l'adversaire la mise en accusation de l'armée française et de la France. Je ne comprenais pas très bien cette indignation, ni pourquoi elle avait attendu ce procès pour se manifester. Même des avocats du barreau de Paris signèrent des pétitions contre leurs confrères qui plaidaient au procès et se rendirent auprès du Garde des Sceaux pour se plaindre d'eux — ce qui était, en vérité, bien étrange. Ce n'est ni de leur rôle ni de la tradition de leur profession de recourir au représentant du pouvoir contre ceux qui portent la même robe que la leur.

Pourquoi cette indignation paraissait-elle difficile à comprendre, tout au moins dans sa date ? Parce que cette aide au F.L.N. venant d'hommes et de femmes qui revendiquaient les droits de l'intelligence, n'était qu'une conséquence, la conséquence, inéluctable d'une politique contre laquelle les mêmes personnes ne s'indignaient pas. Cette politique avait trouvé ses origines dans les discours du général de Gaulle en août 1958, lors du voyage en Afrique Noire et notamment dans la célèbre phrase : « Si la Guinée veut son indépendance, qu'elle la prenne le 28 septembre ». Cette improvisation malheureuse avait été consacrée par l'article 86 de la Constitution première manière. Le discours du 16 septembre 1959, reconnaissant aux habitants de l'Algérie le droit à la sécession, c'est-à-dire à l'indépendance, en était la suite, l'adaptation à la situation algérienne. Il pouvait se traduire par la même phrase que celle de Conakry : « Si l'Algérie veut son indépendance, qu'elle

la prenne... ». Seul le jour n'était pas fixé. De ces textes et discours s'est dégagée toute une doctrine, la doctrine du régime, qui pouvait, aux yeux de certains, donner à l'indépendance des territoires d'outre-mer, et, un peu plus tard, à celle de l'Algérie, des apparences de légalité sinon de légitimité.

La reconnaissance du droit à l'indépendance, offerte aux Algériens, transformait la nature de la lutte engagée par le F.L.N. Celle-ci cessait d'être une rébellion vis-à-vis de l'Etat, puisqu'elle ne tendait qu'à assurer l'exercice d'un droit proclamé par le même Etat ou par sa plus haute autorité avec laquelle il ne fait qu'un. Dès lors, peut-on se croire coupable d'apporter à des hommes, qui luttent en vue d'assurer l'exercice d'un droit, une aide matérielle ou morale ? Peut-on se croire coupable de déconseiller l'action armée, ou même de la refuser, contre ceux qui n'ont pris les armes que pour l'exercice d'un droit reconnu ? En donnant à ce qui doit être toujours considéré comme une rébellion le sceau d'une juste guerre, on les absout, par avance, de tout crime contre l'unité de la nation. Il n'existe pas de combattants pour prétendre que la guerre qu'ils font n'est point une juste guerre. Il est beaucoup plus rare — il est exceptionnel — que ce soit leurs adversaires qui l'affirment. C'est cela pourtant que Charles de Gaulle a affirmé.

La vérité est qu'on aurait dû se demander si un simple discours, répété d'innombrables fois. pouvait prévaloir contre la Constitution et les lois écrites, le Code civil, dont les dispositions s'étendent aux départements de l'Algérie, le Code pénal et le Code de justice militaire. L'approbation par le Parlement du principe de l'autodétermination sous forme de l'adoption d'un ordre du jour, ne suffisait pas à écarter des textes qui s'imposaient au premier comme au dernier citoyen de la République. Elle ne suffisait pas à rendre légal ce que la loi interdisait. Mais la violation de la loi « siégeait » — suivant le mot d'Henri Bergson — au sommet de l'Etat et au gouvernement. Comment ne se fût-elle pas installée dans l'esprit et dans la conscience de l'individu ? Si c'est au faite de l'édifice que le désordre trouve refuge, à la place même où doit se tenir l'ordre, de partout on le voit et partout il se répercute. Ainsi celui qui s'est chargé du fardeau délite la lourde pierre qu'il

porte. Il dit bien qu'il défend la cité, mais il la démantèle jusqu'en ses fondations. Pour ces raisons, malgré l'ensemble de règles salutaires que représentent son uniforme, son culte de la monarchie et sa foi catholique affichés, les hommes de l'ordre, d'abord troublées, se sont détournés de lui. Ses appels n'ont pu davantage lui rallier les révolutionnaires, car il n'est pas des leurs. Le vrai révolutionnaire ne détruit que pour remplacer. Charles de Gaulle ne remplace rien. Toute guerre est une destruction, aussi a-t-il joué un rôle dans la libération de la France. Depuis, il n'aura attaché son nom pas même à l'ébauche d'une autoroute. Détruire, même sous l'ovation des foules, c'est construire sa solitude.

Que le chef de l'Etat, son gouvernement et le Parlement — un des plus incolores de l'histoire des républiques, nonobstant quelques habiles sursauts — fussent restés fidèles à la politique pour l'accomplissement de laquelle ils avaient été appelé, formé ou élu, est-on sûr que l'opposition à la guerre d'Algérie eût osé prendre le caractère d'une aide collective au F.L.N. et d'appels à l'insoumission ? Certains des accusés avaient grandement raison de dire pour leur défense : « Que pouvez-vous nous reprocher ? Nous suivons la politique du général de Gaulle ! ». On ne leur répondait rien parce qu'on ne pouvait rien leur répondre. Le journal *Afrique Action* écrira même un jour (1) : « Le combat que mène actuellement de Gaulle contre les tenants de l'Algérie française est notre combat, il n'y a pas de honte à le reconnaître ». Les poursuites n'auraient eu de signification, de cohérence, que si elles avaient été intentées par un ministère public agissant aux ordres d'un gouvernement respectueux lui-même des lois dont il exigeait l'application. On ne peut requérir au nom d'une loi qu'on viole. Nous le verrons plus loin, de manière encore plus précise. Le procès Jeanson n'était qu'un aboutissement, une moisson, et parce que l'Etat avait jeté de mauvaises semences, la moisson était pourrie. Comment pouvait-on en être surpris ?

Lorsque j'appris qu'allaient durement se refermer

---

(1) Cette étude est un fragment du nouveau livre que prépare Jacques ISORNI, qui paraîtra aux Editions Flammarion, sous le titre **Loi qui les juge.**

(1) 25 avril 1961.

les portes des prisons sur quelques-uns de ces « dévoyés » sincères — j'entends par dévoyés ceux qu'on a dissuadés de suivre la voie normale — je me demandais : « Pourqui eux, pourquoi eux seuls, et pourquoi pas ceux qui les ont menés là ? ». Quelques mois après le jugement des condamnés — des femmes — s'évadèrent de la prison de la Roquette. On ne les reprit jamais, si on les rechercha. En ridiculisant l'Etat, ces femmes avaient donné aux rigueurs qui les frappaient une réponse méritée, celle qui alliait le pittoresque et l'aventure à la logique — laquelle en est d'habitude complètement dépourvue. Elles enseignaient avec l'audace — et l'audace féminine est de toutes la plus émouvante — leur refus qu'une même politique pût conduire, en même temps qu'à l'Elysée, derrière les murs d'une maison centrale.

F.-H. LEM

Regards sur l'Architecture Traditionnelle

« L'artiste est alors satisfait de son incompétence et le public, s'il n'est pas indifférent, approuve avec enthousiasme ; c'est ce qui caractérise une civilisation en plein déclin, qui ne laisse que des épaves et des débris au milieu des belles ruines de cités qui furent pleines de noblesse. Les survivants se réjouissent de toute destruction, de toute déformation, de toute tentative qui réussit à abaisser ce qui reste d'un passé splendide au niveau de leur intelligence avilie ou obscurcie. Ils débordent d'enthousiasme, comme nous faisons devant les succès si peu artistiques des peintres et des sculpteurs d'aujourd'hui et devant les démolitions auxquelles on se livre sur une vaste échelle sous nos yeux dans les centres les plus insignes d'entre ceux qui furent nos patries spirituelles ; tandis que nous sommes pleins d'admiration pour des édifices, qui n'ont d'autre but que de répondre à nos nécessités animales, c'est-à-dire à notre confort, tout comme la caverne répondait aux besoins utilitaires de l'homme du Néanderthal. »

« Esthétique et histoire des arts visuels »
Bernard BERENSON.

Il est un problème qui ne peut laisser indifférent aucun homme sensible à la beauté, ni même aucun homme qui comprenne, à défaut d'une culture artistique le rendant plus exigeant, la nécessité pour les sociétés comme pour les individus de se ménager un cadre d'existence harmonieux et digne : c'est celui de la sau-

vegarde de notre patrimoine monumental et artistique, condition première de la poursuite d'une tradition permettant aux générations nouvelles de créer à leur tour en *ajoutant à la beauté du monde*. Dans cette formule, venue naturellement sous ma plume, pourrait se définir un impératif d'ordre spirituel, en lequel se résume l'objectif essentiel de toute culture, voire de toute civilisation. Mallarmé pensait que l'univers devait aboutir à un poème. Bien que je ne croie pas que l'expression littéraire puisse être tenue pour l'expression la plus adéquate de la pensée, toute langue étant trop particulière et le langage écrit, fût-il le plus précis, encore trop sujet à des indéterminations, je pense cependant que le poète était bien près d'une vérité, que l'artiste seul peut rejoindre d'une manière parfaite quoique jamais définitive.

Ajouter à la beauté du monde ; une telle préoccupation paraît bien étrangère aujourd'hui aux conducteurs de peuple, aux hommes d'Eat, aux gouvernants responsables, auxquels l'humanité s'en remet pour la mener sur les chemins du meilleur ou du pire. Où sont, à défaut des monarques révolus, protecteurs des arts, dont le dernier, qui n'était peut-être pas si fou, l'ultime roi de Bavière, épris de musique wagnérienne et de châteaux fabuleux, où sont les républiques athéniennes ? Nous sommes au siècle des technocrates et l'humanité paraît se plier aux caprices monstrueux de mégalomanes héritiers des vieux rêves saint-simoniens et qui prennent dans leurs spéculations et leurs calculs les moyens pour la fin.

Dans une de mes précédentes chroniques, parlant des travaux du Louvre de réinstallation et de mise en valeur de nos collections nationales, j'ai dit combien pouvait paraître dérisoire, financièrement et techniquement, la part faite dans nos budgets et nos grands travaux à la conservation d'un patrimoine monumental et artistique, qui est cependant, pour peu qu'on y réfléchisse, le plus clair de notre héritage, le legs le plus précieux des générations qui nous ont précédés et qui façonnèrent en quinze siècles ce que nos régimes démocratiques en moins de cent ans se sont employés à amoindrir ou à détruire sans y ajouter rien de valable.

C'est là, cependant, un thème de méditation sur lequel le solitaire de Colombey, s'il avait eu de meilleurs

maîtres et une culture plus vaste, aurait pu s'attarder davantage que sur les faux et transitoires problèmes, condition d'une *politique de puissance*, qui a fait son temps et dont Waterloo fut probablement l'ultime épisode. C'est encore l'objectif essentiel qu'il pourrait se proposer s'il avait de meilleurs conseillers et si cette France, qu'il dit si justement « si grande et si belle », se rappelait à lui autrement que par des refrains patriotiques, des oriflammes et des vivats concertés. Oui, je sais, il y a au troisime tome des *Mémoires*, dont certains passages ne manquent pas de cadence, le petit couplet sur la solitude face aux horizons de la campagne champenoise, mais nous sommes, hélas ! encore si loin de Barrès et Barrès lui-même était plus un rhéteur qu'un véritable artiste.

On n'insistera jamais assez et dans une presse, qui n'a d'autre sujet de préoccupation que les petites histoires privées de cabotins de l'écran, de la scène ou du music-hall, les gesticulations dérisoires de nos démagogues, mêlées à de funambulesques anticipations sur les exodes futurs des terriens vers d'autres planètes, où espérons-le, il n'est encore né ni de Jean-Jacques Rousseau, ni de Karl Marx. S'il est encore quelques bons esprits ayant le goût de la réflexion et le sens des valeurs, ils n'élèveront jamais assez la voix pour rappeler à nos syndicalistes, à nos économistes, à nos démographes, à tous ces prophètes de l'abondance, qui, tel l'illustre sapeur Camembert s'emploient perpétuellement à creuser de nouveaux trous afin d'y enfouir la terre en excédent des trous précédemment creusés, cette vérité essentielle que « l'homme ne vit pas seulement de pain ».

Il est peut-être abusif de faire précéder de tels truismes des réflexions sur un sujet aussi déterminé que celui annoncé par mon titre. Et cependant, on ne peut se dispenser d'y revenir, pour peu qu'on échappe, ne serait-ce que quarante-huit heures, à l'ambiance factice et pratiquement inhumaine d'une ville telle que Paris, Paris qui n'est plus une cité, car elle n'en a plus l'âme mais tend à n'être qu'un lieu géographique quelconque dans lequel nos technocrates, secondés par des fonctionnaires irresponsables, s'emploient à concentrer tous les inconvénients, toutes les insupportables servitudes de notre prétendue civilisation, vouée à l'agitation stérile, au vacarme étourdissant, à la saleté permanente, à l'as-

phyxie, à la laideur, je n'ose même plus dire au vice, car le vice peut avoir son éclat, or nous n'avons plus que des marlous syndiqués, des prostituées auxquelles nous ne pourrons refuser longtemps encore — et ce sera simple justice — de cotiser aux assurances sociales, des carambouilleurs patentés, des escrocs en règle avec la loi, des entrepreneurs de spectacle et des éditeurs qui bien en peine d'inventer « un frisson nouveau » ont ramené les divagations du Marquis de Sade aux leçons bien déduites d'un catéchisme et mis les extrapolations psycho-sensorielles de Freud à la portée des âmes les plus innocentes.

***

Que nous voilà loin de l'*architecture traditionnelle !* Pas tellement car s'il est pour le promeneur impénitent, qui ose encore flâner dans un Paris, devenu plus dangereux que ne le furent les secteurs exposés de la dernière guerre, une possibilité d'échapper encore à cette odieuse atmosphère que l'action concertée de nos gouvernants, de nos industriels et de nos économistes s'emploie à rendre chaque jour plus irrespirable, il le doit à quelques vestiges d'un passé qui nous apparaîtra bientôt comme fabuleux. Il est encore à Paris même quelques témoignages des civilisations qui furent celles de l'esprit, en dépit d'inconvénients indéniables, mais que nos historiens mal informés et le plus souvent tendancieux ont considérablement exagéré. Ces témoignages ne sont hélas ! pas ceux que recommandent les dépliants et les brochures du Commissariat au Tourisme. Les monuments, dont notre capitale paraît encore si fière, n'existent plus que dans une sorte de légende et, pour les mieux informés, dans les documents d'époque nous les représentant alors que ne s'était pas abattue sur eux la main fatale des restaurateurs.

Que reste-t-il de ce que fut le Louvre de nos rois, après les réfections et les « embellissements » des architectes du Second Empire et de la Troisième République, rien ou si peu de choses, une effroyable quincaillerie qui déshonore ses pavillons, ses dômes et ses combles, une profusion d'ornements, de statues, de sculptures d'un style et d'une exécution pitoyables ayant tranformé ses cours intérieures, à l'exception de la Cour carrée, qui, elle, ressemble à un chantier abandonné, en vestiges mal entretenus de Pavillons d'Exposition Universelle

fin de siècle, auxquels le défunt Trocadéro n'avait rien à envier. Que reste-t-il de Notre-Dame après les campagnes de restauration abusive de Viollet-le-Duc, grand esprit mais détestable architecte, qui voulait sans doute que les futures Sainte Clotilde n'aient rien, non plus, à envier à ce qui fut sans doute une des plus complètes et des plus parfaites expressions du génie constructif des maîtres d'œuvre du XIIIe siècle français.

Si la beauté existe encore, dans ces grands ensembles déshonorés par un vandalisme conscient et qui se donnait cependant d'autres noms, il faut le chercher presque à tâtons en se laissant guider non par ses oreilles, non par la lecture des guides et des notices archéologiques mais par un œil resté sensible à la beauté et sachant séparer le bon grain de l'ivraie. Extérieurement à Notre-Dame, la chose est difficile tant la physionomie de la cathédrale s'est trouvée altérée par les prétendus embellissements de Viollet-le-Duc, l'adjonction de pinaches et de gargouilles sur les piles des contreforts, la réfection quasi-totale du Portail central, les modifications des grandes roses, des transepts, la réinvention des combles surchargés d'ornements ; il n'eut plus manqué que l'érection de flèches sur les deux tours !

Et cependant, en visitant, en examinant attentivement ces édifices et tant d'autres, plus ou moins préservés des attentats des restaurateurs ou des entreprises radicales des artilleurs des dernière guerres, on s'aperçoit que la plupart de ces édifices, sauf de rarissimes exceptions n'offrent d'unité de composition que purement conjecturale, qu'ils furent remaniés, complétés au cours de campagnes successives à des époques et selon des styles différents. Si l'unité architecturale a eu quelquefois à en souffrir, défaut purement intellectuel et qui donnait de mauvais rêves à tous les disciples de Viollet-le-Duc, partisan d'un purisme architectural aussi dangereux que le zèle des iconoclastes byzantins, jamais la qualité artistique, ni même l'unité plastique du monument, elle, n'en a souffert et cela jusqu'aux périodes les plus avancées de l'achitecture traditionnelle, médiévale et pré-renaissante. Et c'est là que gît le grand mystere ou du moins ce qui continue à passer pour tel dans l'esprit du grand public, dans celui de nombreux architectes, mal informés des principes mêmes de leur profession, et de la plupart des historiens d'art, ignorant les

caractéristiques essentielles des monuments, objets de leurs études.

Le divorce, lorsqu'il se produit, coïncide avec l'avènement d'une civilisation nouvelle, dite à tort moderne, car le qualificatif est totalement inadéquat, n'ayant qu'une signification purement chronologique constamment dépassée par la marche inexorable du temps. Ce qui était moderne hier ne l'est plus aujourd'hui et le sera encore moins demain. En fait, il s'agit de l'avènement d'une civilisation fondée sur une technique et partant sur une économie nouvelle résultant des grandes découvertes du dernier siècle, celle de la machine à vapeur, des moteurs thermiques, celle de l'énergie électrique et de l'essor extraordinaire, en résultant, de la machine-outil, qui tend à substituer partout le travail mécanique au travail manuel, l'industrie à l'artisanat.

***

Le passage fut rapide, presque brutal et le monde en un siècle vit plus de transformations qu'il n'en avait connu en plusieurs milliénaires. De telle sorte que les contemporains de Louis XIV étaient encore plus près, en dépit des modes vestimentaires, de ceux de Périclès que ne le sont aujourd'hui les contemporains du général de Gaulle de ceux de Louis XIV. De cette transformation radicale et dont les conséquences allaient être incalculables, quasi-imprévisibles pour les hommes du début du 19e siècle, les architectes moins que tout autre peut-être ne prirent conscience comme la plupart des artistes, ils prirent la partie intellectuelle de leur art pour la partie essentielle.

De la même manière que les peintres académiques néo-classiques s'acharnaient sur les études anatomiques des figures, qui n'étaient plus pour eux que des schémas abstraits destinés comme les mots du Dictionnaire à servir leur rhétorique, les architectes oublièrent que les monuments étaient faits de pierre et pas seulement la traduction fidèle d'un beau dessin d'épure où tout était représenté à l'échelle exacte, sauf la manière dont il serait réalisé par les ouvriers qui devaient y mettre leurs mains et aussi quelque chose de leur sensibilité et de leur esprit.

Cette erreur fatale, sans conséquence grave tant que les traditions de l'artisanat et des corps de métier collaborant à la réalisation du bâtiment : tailleurs de pierre, appareilleurs, sculpteurs, charpentiers, cou-

vreurs, menuisiers, serruriers, ferroniers, se maintenaient, les inconvénients de cette conception abstraite et arbitraire de l'architecture, conséquence, il faut le dire, des errements de l'académisme depuis la Renaissance, n'apparaissaient pas ou n'apparaissaient que peu. La main de l'artisan corrigeait ce que l'esprit de l'architecte ou de l'ornemaniste avait de trop intellectuel. Elle mettait de la chair, de la peau, sur les squelettes des dessinateurs, ainsi qu'en témoigne éloquemment la confrontation des bâtiments subsistants, de leur architecture extérieure et intérieure avec les plans et dessins retrouvés dans les archives.

Les dessinateurs eux-mêmes n'étaient pas à la fin du 18e siècle et au début du 19e dépourvus de sensibilité. Où les choses commencèrent à se gâter, c'est avec l'intervention des techniques nouvelles, résultant de l'utilisation de la machine-outil et de sa substitution aux pratiques artisanales. Dans la fabrication des éléments de série, surtout : briques pressées et non plus moulées, pierres et ardoises sciées et non plus taillées, tuiles subissant les mêmes transformations que la brique, quincaillerie commerciale usinée remplaçant les fabrications manuelles du serrurier, matières plastiques, surtout la fonte industrielle se substituant au fer forgé, au bronze fondu et ciselé. D'autres pratiques dégénérèrent. Avant même l'invention du béton banche et du béton armé, remplaçant la pierre de taille ou le moellon, des raisons d'économie généralisèrent la reprise des parements en pierre de taille au rabot, dit « chemin de fer » ; le recours aux enduits traités de manière systématique avec abus des crépis qui dénaturèrent dans les ravalements périodiques l'aspect de tant de maisons anciennes de bon aloi, simples mais belles par la qualité et l'harmonie de leurs matériaux originels.

Ces erreurs et ces pratiques fâcheuses amorcèrent un processus de dégradation de l'architecture courante, rurale, citadine, populaire et bourgeoise. Les grands édifices plus soignés, construits avec des matériaux nobles se maintinrent quelque temps dans la rigueur un peu froide des architectures de la Restauration et de l'époque Charles X, mais avec l'avènement du « Roi bourgeois », le processus de désagrégation s'accéléra. Et bientôt l'architecture officielle comme l'architecture privée, les hôtels aristocratiques comme les simples maisons portèrent l'empreinte d'un éclectisme décevant où la mes-

quinerie des tracés n'était jamais rachetée par la qualité des exécutions. On devait à la fin du siècle en arriver à cette désolante caricature d'architecture que représente et symbolise le pavillon banlieusard en meulières ; adorné de tous ses faux ornements, tel que le représentait, il y a encore vingt ans le *Petit Larousse illustré,* au mot « maison », contribuant ainsi à corrompre définitivement le goût de tous les écoliers de France. Après cela comment s'étonner de la « chienlit » architecturale et esthétique de toutes les villes de France sous le règne débonnaire d'Armand Fallières.

Le plus étrange en tout cela fut la réaction des architectes-archéologues, qui devaient sur les initiatives, ô combien louables ! d'un Prosper Mérimée, créateur et premier inspecteur général du Service des Monuments historiques, s'employer à sauvegarder, à maintenir, à restaurer ce qui restait d'un admirable patrimoine monumental que la Révolution, la Première République et l'Empire avaient pour des raisons plus ou moins idéologiques, politiques et religieuses, voué à la destruction, à l'abandon, aux actions d'un vandalisme concerté le plus sectaire et le plus néfaste qu'aucune période de l'Histoire aie peut-être jamais connu. Ces architectes, avec à leur tête Viollet-le-Duc, esprit supérieur, dont le « Dictionnaire d'architecture raisonné » reste le monument le plus grandiose et le plus durable que la science et l'érudition du 19e siècle aient élevé, mais architecte privé de sensibilité, poussant le rationalisme à ses extrêmes conséquences, découvrant dans les monuments anciens qu'il sut admirablement analyser, le crayon à la main, des secrets de construction que leurs auteurs n'y employèrent jamais. Ces architectes, qui s'appelèrent Bœswillwald, Abadie, Lefuel..., à l'égard desquels nous avons une dette de reconnaissance mitigée, furent des chirurgiens trop habiles plus que de sages praticiens cherchant par des traitements adaptés à maintenir et à améliorer la santé de leurs malades.

Ces architectes moins excusables que les autres, car ils avaient sous les yeux une leçon clairement exposée par la texture même des édifices confiés à leurs soins, se méprirent de tout au tout sur la qualité et la signification esthétique de ces édifices. Ils ne comprirent pas que ce qui caractérise essentiellement les monuments d'architecture traditionnelle, autant dire artisanale, c'était d'être faits entièrement de main d'ouvrier, d'ouvrier

sensible et responsable, ce que n'étaient déjà plus les ouvriers de l'époque, encore habiles mais hors de la tradition des associations de bâtisseurs médiévaux et de celle des corporations de l'ancien régime que les décrets révolutionnaires avaient abolies.

Ne disposant plus de cette main-d'œuvre, dont la qualité pouvait d'ailleurs différer selon les chantiers, ils auraient dû adopter une technique de la restauration beaucoup plus prudente que celle qui fut la leur, s'attachant non seulement à refaire dans leurs moindres détails les parties des monuments qu'ils reconstituaient ou qu'ils rétablissaient, mais souvent même détruisant des parties anciennes considérées considérées par eux comme bâtardes du point de vue du style originel et s'efforçant d'y substituer de mornes pastiches, qui apparaissent sur la chair encore vivante de ces vénérables témoins du passé comme des membres morts frappés de paralysie ou chargés de honteuses dermatoses.

La règle eut du être celle préconisée, après Rodin et André Hallays, par Achille Carlier dans son admirable traité « Des monuments anciens dans la civilisation nouvelle » : *Intervention minima, abstention maxima.* Quand on est incapable d'ajouter de la beauté à de la beauté et cela sans vouloir pasticher ce qui est à vrai dire inimitable, « l'homme ne se baignant jamais deux fois dans le même fleuve », on s'en tient à une méthode scrupuleuse de consolidation, d'anastylose ; l'orthopédie est ici cent fois préférable à la greffe, pratiquement irréalisable sur la chair des monuments blessés par les siècles ou par les hommes. Ou alors, hypothèse purement gratuite, il eut fallu retrouver avec la ferveur, la conscience professionnelle, la liberté de main des anciens compagnons du maître d'œuvre et faire reculer l'horloge des siècles. La tradition interrompue et interrompue par les causes susdites il ne pouvait être question de développer dans un style différent mais dans un esprit identique les campagnes de transformation et de réfection successives qui firent de la plupart des beaux édifices du passé ces êtres souvent cocasses, habillés de pièces et de morceaux mais dont le pittoresque et la saveur restent toujours intacts. Ne pouvant plus être des continuateurs, il fallait être des conservateurs.

Viollet-le-Duc, ses élèves et ses épigones péchèrent par excès d'ambition et peut-être d'enthousiasme. Ils échouèrent parce qu'ils voulurent trop bien faire. Les

mêmes erreurs de principe et de méthode marquent aussi les entreprises de restauration des œuvres d'art, peintures et sculptures, plus délicates encore et on connaît trop les méfaits de tous ces restaurateurs de tableaux qui substituant une main sacrilège à celle de Léonard, de Raphaël, de Rembrandt et de tant d'autres maîtres se sont acharnés à repeindre en les dénaturant et en les déshonorant des œuvres d'art mutilées mais encore vivantes, dont la qualité était telle que la moindre intervention maladroite ou abusive en compromettait définitivement la substance et le rayonnement.

⁂

On voit immédiatement de quelle importance sont ces considérations relatives aux anciens monuments et aux caractères essentiels de cette architecture que je qualifie de « traditionnelle », mais qui ne pourrait être que l'architecture tout court, car ce que nous continuons à qualifier d'architecture dans ce que les créations de nos bâtisseurs actuels ont de plus valable mériteraient sans doute un autre nom, en raison même des techniques auxquelles elles recourent et de l'esprit qui les anime. Je retiendrai volontiers celui de « mécanitecture » proposé par Achille Carlier. Je le préfère à cet autre proposé par un architecte catalan de mes amis, qui prétendait opposer l'architecture des anciens monuments à celle des bâtiments modernes, donnant à la première le qualificatif de *statique* et à la seconde celle d'architecture *du mouvement*. Cette distinction repose sur une confusion entre l'art de l'architecte et celui de l'ingénieur appliqué à la construction des machines, qui sont effectivement du mouvement cristallisé. On sait où cette prétention a conduit un Le Corbusier, préconisant « la machine à habiter » et les confusions ridicules de cet architecte qui est avant tout un esprit faux.

L'architecture subsiste encore mais elle dispose d'autres moyens. Ces moyens elle ne les a pas encore parfaitement digérés et intégrés. L'architecte d'autrefois disposait de deux grandes possibilités, se référant à vrai dire, aux mêmes éléments fondamentaux, qui sont l'organisation de l'espace dans l'ombre et la lumière. Mais si les grands partis architectoniques, domaine du maître d'œuvre et qui lui appartiennent encore aujourd'hui, lui permettaient un plan de masse qui conduit à

l'insertion de l'édifice dans le site et dans le cadre — les architectes de l'Antiquité, les Grecs en particulier, et plus tard les Romains y étaient passés maîtres, — il disposait encore, grâce à une admirable main d'œuvre faite d'artisans qui tous à des degrés divers étaient des artistes, d'autres moyens. Ils lui permettaient de jouer à une échelle de plus en plus réduite dans les diverses parties de l'édifice des modelés de grande, de moyenne et de petite amplitude qui donnent à l'édifice entièrement travaillé de main d'homme ces accents, ces passages forts ou faibles, modulés, sensibles qui en font de totales œuvres d'art, au même titre qu'une statue de grand ou petit format, au même titre qu'une peinture jouant elle aussi le jeu plastique des valeurs d'ombre et de lumière qui animent toute chose visible. C'est grâce à ce second moyen que le labeur successif des bâtisseurs de cathédrales a réalisé ces merveilles d'intégration qui font, par exemple, que dans l'admriable vaisseau de St-Hilaire de Poitiers, les ordonnances du 17e siècle, imposant aux galeries des murs des bas-côtés des balustrades de style Louis XIV et adaptant au mur de fond de la nef une tribune de pur style classique soutenue par des consoles de style colossal, taillées dans la même pierre ocrée que le reste de l'édifice, ne créent pas une seule dissonance.

Pour me résumer, je dirai que les monuments anciens sont avant tout des chefs-d'œuvre de facture. Leur conception n'est pas toujours parfaite, leurs architectes avaient plus ou moins de génie et je pense que dans ce domaine nos grands architectes modernes peuvent les égaler et les ont souvent égalés. Dégagés des préjugés de l'architecture « habillée » des constructeurs éclectiques du 19e siècle, nos architectes contemporains, sans pour cela sacrifier aux faux dieux du fonctionnalisme — de ce fonctionnalisme, dont vérité paradoxale Viollet-le-Duc fut le père, par ses étourdissantes analyses rationnelles des bâtiments médiévaux, — nos architectes peuvent délibérément aller de l'avant et s'efforcer à leur tour d'*ajouter à la beauté du monde,* ce qui doit être leur suprême objectif, comme il doit l'être à des degrés divers et sur des plans différents de tous les hommes pensants et sensibles pour lesquels les mots culture et civilisation peuvent avoir quelque signification.

F.-H. LEM.

Liliane ERNOUT

Sur l'Echiquier Européen :
LE KATANGA

Le 11 Juillet 1960, devant l'anarchie qui régnait dans l'ex-Congo belge et la menace de subversion soviétique, le Katanga proclamait son indépendance.

Bordé au nord par le Sud Kasaï et le Kivre, à l'est par le lac Tanganika, au sud par la Rhodésie et à l'ouest par l'Angola, un territoire grand comme la France, aux richesses innombrables, s'érigeait en Etat sous la présidence d'un homme violemment anti-marxiste, ami de notre pays et qui allait devenir pour l'Occident un précieux allié.

Depuis plus d'un an, rien ne fut épargné pour liquider Moïse Tschombé et son équipe gouvernementale : calomnies, fomentation de troubles, massacres, guerre civile, emprisonnement et, récemment, l'inqualifiable attaque de l'Etat du Katanga par les bandes indiennes de l'O.N.U. a achevé de jeter le discrédit sur une organisation presque entièrement dans les mains des bolcheviks. N'est-ce pas Dominique Diur, ministre du gouvernement katangais et chef de la délégation permanente du Katanga en France qui stigmatisait ainsi l'O.N.U., « une assemblée de pantins et de profiteurs que les richesses du Katanga empêchent de dormir ».

Le courage des héroïques combattants katangais, l'aide que lui ont apportée ses véritables amis et sa froide détermination ont permis au Président Tschombé d'infliger à l'O.N.U. un superbe camouflet. Mais les ennemis du Katanga ne veulent pas rester sur cette défaite et, déjà, Cyrille Adoula, chef du gouvernement congolais se répand en menaces, en imprécations, parlant même de conquérir cet état par la force des armes.

On serait sans crainte, si ces paroles n'étaient pas accompagnées d'actes de provocations, si des troupes n'étaient pas signalées à la frontière nord-est du Katanga se dirigeant vers la base de Kamina.

Devant la menace de lutte fratricide qui risque d'enflammer tout le Congo, Moïse Tschombé a manifesté son désir de rencontrer Cyrille Adoula en terrain neutre. Ce dernier acceptera-t-il cette entrevue et qu'en résultera-t-il ? Adoula n'est-il pas tenu par la faction lumumbiste de Stanleyville représentée par Antoine Gizenga, homme de Moscou. Jason Sendwe, vice-premier ministre du gouvernement central, animateur de la Balubakat D qui a laissé commettre des actes de terrorisme odieux (qui rappellent étrangement ceux commis par les fellagha en Algérie et les nationalistes en Angola) n'est-il pas un adversaire acharné de Tschombé dont il rêve de prendre la place. Mais heureusement tous les membres de la Balubakat ne sont pas des adversaires du Président, bien au contraire, et de nombreux membres fondateurs sont restés fidèles à la Conakat (Confédération des associations du Katanga qui forme l'actuel gouvernement et qui, à l'origine, groupait la plupart des associations tribales du Katanga, y compris la Balubakat).

Un exemple récent prouve la popularité de Moïse Tschombé. Au cours de son voyage dans le territoire de Kamina qui groupe 89.000 balubas, le Président reçut un accueil encore plus enthousiaste que chez les gens de sa propre tribu. Ceux, parmi les balubas qui étaient contre le gouvernement se sont ralliés pour la plupart lorsqu'ils ont constaté que celui-ci n'avait qu'un désir : instaurer l'ordre et la justice sociale et préserver l'Etat du Katanga de toute emprise soviétique.

Cyrille Adoula aurait proposé au Président Tschombé d'accepter la nationalisation de l'Union Minière, d'expulser tous les employés belges et de les remplacer par des techniciens tchécoslovaques. Lorsque l'on sait que Léonide Podgornov, nouveau chargé d'affaires soviétiques vient d'arriver à Léopoldville accompagné, bien entendu, de missions diplomatiques polonaises et tchèques, on s'aperçoit que le processus de soviétisation du Congo, un moment suspendu par la mort de Lumumba, a repris sa marche inexorable.

Les Soviétiques veulent s'approprier les immenses richesses du Katanga, premier pays du monde producteur d'uranium et de radium, troisième pour l'étain, sixième pour le cuivre, et qui extraie la moitié de la production mondiale de diamant.

La politique du veau d'or menée par le gouvernement actuel des Etats-Unis qui cherchent, eux aussi, à mettre la main sur ces richesses, est appelée à l'échec. Les Russes savent couvrir leur impérialisme d'une idéologie trompeuse qui risque de déclencher dans toute l'Afrique noire anarchie et guerre civile.

La mort de Hammarskjoeld, dont le frère à la tête d'une compagnie américano-suédoise rêvait de coiffer l'Union Minière, n'est qu'un épisode de la lutte entre deux blocs impérialistes qui visent à l'hégémonie mondiale. Mais l'un part battu à l'avance car, à une doctrine révolutionnaire on ne peut qu'opposer une autre doctrine révolutionnaire capable de lutter effi-

cacement sur son propre terrain et d'apporter aux hommes cet idéal de justice sociale que tous attendent.

Le libéralisme avec son Internationale de l'or n'a cessé de faire le jeu du marxisme. Il lui a peu à peu ouvert la route. Les marxistes critiquent, attaquent le libéralisme et disent que son règne se termine (en cela ils ont raison). Mais ils ne veulent pas se rendre compte que leur idéologie n'a apporté qu'une aggravation du régime capitaliste en instaurant un Etat plus dur, plus implacable que le plus dur et le plus implacable des patrons, une collectivisation unique dans l'histoire dans laquelle l'homme deshumanisé, enchaîné, mène la vie du troupeau.

Le Katanga se trouve donc être l'enjeu de forces apparemment contraires mais qui, en réalité se complètent dans leur entreprise de destruction de tout ce qui pourrait aider l'Occident à gagner l'ultime bataille dont dépend son existence.

La violence haineuse dont fait preuve à l'égard du Katanga le soi-disant neutraliste Nerhu qui vient d'effectuer un voyage officiel en U.R.S.S. montre à quel point la liquidation de cet Etat préoccupe ses adversaires. Krouchtchev n'a-t-il pas déclaré en parlant de Nerhu : « Notre amitié a subi avec bonheur l'épreuve du temps et nous nous réjouissons de voir nos relations se développer sans cesse dans un esprit de coopération pour le plus grand bien de nos pays et de la paix ». Mais la presse internationale n'a pu étouffer les massacres perpétrés par les bandes indiennes de l'O.N.U., les hôpitaux transformés en arsenaux de guerre, les assassinats de prisonniers, tous ces crimes qui ont soulevé l'indignation populaire.

C'est le 6 septembre dernier que Krouchtchev, Nerhu et Nkrumah eurent à Moscou un long entretien sur les destinées de l'Afrique. Moins d'une semaine après cet entretien, la guerre se déclenchait au Katanga et l'on a pu constater le rôle sinistre joué par les hommes de Nerhu.

Quant à Nkrumah, il va, sur les ordres de Moscou, transformer le Ghana en un véritable arsenal destiné aux organisations révolutionnaires africaines. Des missions militaires soviétiques et chinoises vont venir s'installer à Accra. Trois cent cinquante aviateurs russes piloteront les avions achetés à Moscou, plusieurs centaines d'officiers ghanaéens seront envoyés en Russie afin de parachever leur éducation militaire. Enfin, au sud d'Accra, un vaste combinat destiné à fabriquer armes et munitions serait construit avec l'aide de spécialistes tchèques. Nul doute que nous ne retrouvions ces armes, dans les mois qui viennent, en Angola, au Katanga, en Rhodésie, au Congo, en Union Sud-Africaine, dans les mains des terroristes qui ouvrent à Moscou les portes de l'Afrique.

C'est la balubakat du lumumbiste Sendwe, plus connue sous le sigle B.B.K. qui alimente le terrorisme dans le nord du Katanga. La B.B.K. emploie surtout des jeunes, jeunes délinquants, hors-la-loi, entraînés au terrorisme par des cadres sovié-

tiques. Ce sont ces hors-la-loi que la grande presse appelle, avec erreur, rebelles balubas. En réalité, les balubas sont terrorisés par ces jeunesses qui appliquent des méthodes d'assassinats destinées à répandre la terreur parmi les populations. Ce terrorisme vise surtout à liquider les élites intellectuelles, coutumières, religieuses et évite les massacres généralisés. Il commet surtout des attentats individuels dont l'horreur doit frapper l'imagination. Un caractère épouvantable sera donné à ces attentats. Ainsi le corps de la victime sera souvent exposé à la vue de tous, torturé, mutilé d'une manière telle que la peur s'installera dans les villages et assurera la domination de la B.B.K.

En Juillet 1960 le grand chef Kabongo Boniface déclarait à la radio d'Elisabethville : « Il n'y a plus ni Balubakat, ni Conakat. Il n'y a plus que des Katangais travaillant ensemble pour que la paix et la prospérité règnent au Katanga ». Mais quelques semaines plus tard, il était sauvagement assassiné au village de Kaloko, en zone neutre contrôlée par l'O.N.U., par des jeunesses B.B.K. qui l'avaient enlevé à sa résidence de Kabongo pour l'amener dans cette zone. La complicité de l'O.N.U. dans ce crime ne fait aucun doute. La manière dont fut tué Kabongo dépasse en horreur l'imaginable. Il était aimé de tous et sa mort souleva une profonde émotion parmi les Balubas.

On commence à voir toute l'intelligentzia progressiste voler au secours des terroristes, s'attendrir sur les pauvres Indiens calomniés par ces affreux colonialistes et accuser les « mercenaires » de crimes perpétrés par leurs excellents amis. Des intellectuels, des écrivains, des avocats, ceux qui soutiennent l'action du F.L.N. en Algérie, manifestent contre la bombe atomique (lorsque c'est la France qui en fait exploser une mais oublient de le faire lorsque c'est la Russie), font des croisades pour la paix (celle des assassins), prônent l'autodétermination des peuples mais oublient de demander celle des nations captives, bref, ceux qui ont une vue à sens unique, bien polie, bien téléguidée, bien rentable (Moscou sait payer ses agents), viennent d'envoyer un télégramme aux services de l'O.N.U. à New-York demandant que la lumière soit faite sur des crimes qui auraient été commis par des officiers français et belges. Et « en vertu de la jurisprudence de Nuremberg » (nous citons le télégramme), ces personnages déclarent se tenir à la disposition de la Justice afin que toute la lumière soit faite sur ces crimes. Suivent les noms des signataires : Jérôme Lindon (éditeur, compromis dans l'affaire du réseau d'aide au F.L.N. de Lyon, l'affaire de la Willaya 3 dans lequel fut impliqué son ami l'abbé Devezies), François Maspero, Marcel Peju, Pierre Vidal-Naquet, Abpessamad Benabdallah, Mourra Oussedik et Jacques Verges, l'avocat bien connu du F.L.N.

La vérité est qu'il n'existe aucun mercenaire au Katanga mais des élites belges et françaises, des cadres militaires soigneuse-

ment sélectionnés. On a tenté de faire passer ces cadres pour un ramassis d'individus prêts à toutes les aventures. Rien de plus faux. Et si des aventuriers avaient pu se glisser parmi eux ils furent rapidement éliminés.

Le gouvernement Katangais a d'ailleurs manifesté à ces cadres toute son estime. Les honneurs militaires furent rendus aux 34 officiers qui durent quitter le Katanga sur les instances de l'O.N.U. Joseph Yax, secrétaire d'Etat katangais à la Défense leur déclara, au moment de leur départ : « Ce n'est pas un adieu mais une invitation à revenir lorsque ce que le général de Gaulle appelle le machin aura complètement fait naufrage ».

Pièce maîtresse sur l'Echiquier africain, le Katanga lutte pour la sauvegarde de sa liberté. Toutes les forces vives de l'Occident doivent l'aider puissamment dans cette lutte. Le combat du Katanga est le même que celui que nous menons en Algérie, que celui des Portugais en Angola, des Allemands pour la défense de Berlin.

Le rêve de Moïse Tschombé serait de faire du Congo une Confédération dans laquelle l'autonomie de chaque province serait soigneusement étudiée. « Un gouvernement unitaire n'est pas concevable pour des parties de pays offrant de telles dissemblances. C'est la Confédération qui pourra résoudre très rapidement les problèmes d'ordre ethnique, éviter la continuation des effusions de sang et de toutes ces luttes tribales, luttes fratricides d'hommes dont nous avons besoin pour la construction d'un grand pays ».

Puisse cet appel ne pas avoir été lancé en vain.

Liliane ERNOUT,

3 octobre 1961.

Jean MALPAS

Chronique de mon village
LES SÉPULCRES BLANCHIS

« Notre force d'âme est trésor des douleurs »
(Gaston ROUPNEL)

Maurice BARDECHE a révélé le secret intime de STENDHAL : c'était, dit-il, *un écrivain épuré.* Interprétation qui exaspéra André ROUSSEAUX, mais qui fournit cependant la clef du Beylisme. Il fallait les événements de 1944 pour la découvrir. On en dirait autant d'autres écrivains, des jansénistes, par exemple, mais je veux retenir l'exemple d'un autre épuré illustre et qui me paraît plus que jamais actuel ; je parle de Paul-Louis COURIER.

Je viens de relire sa « *Gazette du Village* », écrite et publiée en 1823, sous le règne de Louis XVIII. Comme je voudrais la voir entre les mains des dirigeants agricoles d'aujourd'hui !

Car la crise rurale n'est pas née d'hier : elle est endémique depuis la Révolution et les lois successorales inscrites dans le Code Civil et dénoncées déjà par Balzac. Mais là n'est pas mon propos : ce que je trouve merveilleusement actuel dans Paul-Louis, c'est son exaspération de paysan devant le pouvoir et ses courtisans, c'est son attitude non-conformiste devant le régime et ses laquais, c'est le venin d'anarchie qu'on respire avec ravissement à chacune de ses phrases, c'est son admirable prose de négateur, de détracteur, d'insoumis. Paul-Louis cultivait la vigne sur les coteaux de Véretz en Touraine et il calculait déjà — car il était si intéressé qu'il devait en perdre la vie — les sommes que le gouvernement royal prélevait sur ses revenus pour les attribuer à ses grands feudataires, les émigrés et le clergé, le clergé, pas tout entier, à l'exception, par exemple, de ce curé de Veretz qui avait prêté serment à la Constitution et qui était haï des autorités.

Aujourd'hui, les vignerons de Véretz et ceux des autres terroirs français ont au moins autant de raisons de se plaindre, mais les grands feudataires, s'ils existent toujours, ont changé : ce sont les technocrates, les hauts fonctionnaires ; ce sont les gens de finance ; ce sont les grands et les petits amis du pouvoir et ce sont parfois aussi les dirigeants des associations agricoles qui n'ont de paysans que le nom.

Et c'est parce que tous ces nantis ont intérêt à brouiller les cartes qu'il paraît impossible de trouver un remède au malaise rural. C'est parce qu'aux solutions techniques on préfère des solutions financières ou politiques qu'on piétine depuis si longtemps sans parvenir au but.

J'en conviens, le problème est complexe. A la différence des choses de l'industrie, il traite de matières vivantes et procède souvent de la vivisection. L'agriculture est plus biologique que logique ; elle échappe souvent aux impératifs d'une loi organique ; elle donne raison aux imprécations de Savigny contre la codification et la sclérose qui en est la conséquence. La terre est chose mystique qui ne se raisonne pas comme la construction automobile ou la fabrication des lunettes. Elle se vit, se sent, se hume. Elle vit comme le paysan qui la cultive ou la bête qui la laboure et broutte son foin. L'homme qui l'aime ne se repaît pas de spéculations intellectuelles ; son travail et sa réflexion sont faits d'observations multiples, irraisonnées et qui ne s'expriment qu'après avoir lentement cheminé dans son rêve intérieur.

Mais le paysan doit compter : il n'a jamais été habitué aux fortes entrées et tient son livre à la veillée. Il constate, depuis quelques années que son revenu recule et diminue comme la Peau de Chagrin ; il constate aussi que son endettement augmente et que toutes les promesses qui lui ont été faites par les pouvoirs publics se sont envolées en fumée. Il s'appauvrit chaque jour et il en prend conscience, et il s'en inquiète pour ses enfants au point qu'il y a bien peu de ruraux pour conseiller aux siens de demeurer sur la terre : travail trop dur et trop peu rétribué.

C'est cette paupérisation croissante qui a entraîné la désertion des campagnes et qui provoque maintenant une exaspération permanente dans la population résiduelle. Ce ne sont plus des promesses ou des plans qui y apporteront un palliatif.

Car il existe un phénomène de frustration des agriculteurs qui illustre, du moins pour ce cas particulier, l'analyse marxiste de *l'expropriation des masses*. Cette expropriation s'exerce au détriment de la paysannerie qui voit ses produits achetés à des taux de plus en plus faibles. Elle s'exerce au profit de l'Etat qui frappe les aliments de taxes extravagantes, le vin notamment. Elle s'exerce au profit d'intermédiaires et à celui des populations urbaines qui ne veulent pas se nourrir au prix juste des produits de base et qui provoquent un écrasement de ces prix au-dessous quelquefois du coût de production. Le paysan qui ne prend pas de vacances se demande comment tant de citadins peuvent posséder des voitures, des tentes, des caravanes et circuler à travers la France ou se rendre à l'étranger alors que de tels voyages lui sont interdits et qu'il n'ose même pas y songer. Il ne comprend pas que le bas prix des produits de sa ferme paye les loisirs des autres ; qu'ils bénéficient, ces citadins, *d'une plus-value de revenus* parce que les paysans ne vendent pas leur blé,

leur vin ou leurs légumes au juste prix d'un honnête marché.

Et cette comparaison entre leur condition et celle des autres dans un pays qui s'affirme démocrate, cette comparaison que le spectacle de la route illustre chaque été est mauvaise conseillère et génératrice de complexes, et bientôt de réflexes qu'il sera difficile de réfreiner.

D'autant plus que les produits qu'il achète, le paysan les paye très cher, et d'abord ceux qui sont nécessaires à son exploitation, les tracteurs, les camions, les engrais, les antiseptiques, le cuivre, le soufre. Il calcule qu'en dix ans ils ont augmenté dans la mesure où diminuaient ceux de la terre et que si l'indice des prix demeure fixe depuis quelques années, c'est à la suite d'une baisse continue des produits du sol qui compense la hausse corrélative des produits industriels. Alors le paysan voit rouge et je voudrais bien connaître celui qui l'en blâmerait.

Oh ! je ne le sais que trop, ses dirigeants le calment autant qu'ils peuvent : c'est qu'ils jouent leur situation personnelle et qu'elle n'est pas méprisable. Plus ou moins inféodés au Système, membres du Conseil Economique et, comme tels, grassement rétribués, — mais révocables au gré du gouvernement, — décorés à de multiples titres et toujours candidats à de nouvelles décorations, pères de fils entrés dans l'administration ou dans les affaires, titulaires de pensions de retraite, membres de professions libérales, gros propriétaires fonciers, qu'ont-ils de commun avec cette paysannerie qui travaille, qui souffre, qui s'inquiète de l'avenir, sinon de la représenter, Dieu sait pourquoi, dans les conseils du gouvernement ? S'ils ne la trahissent pas, ils la dédaignent et il est arrivé à certains dirigeants de la Mutualité Agricole, complètement fonctionnarisée, de traduire en justice des paysans rebelles au paiement des cotisations de retraite ou de la taxe complémentaire sur les allocations familiales, se faisant ainsi les *publicains du fisc* contre ceux-là mêmes qu'ils avaient la charge de défendre.

Aussi bien sont-ils, dans le Midi Viticole, notamment, presque complètement déconsidérés. Caciques, mandarins orientaux, ils ne représentent plus qu'eux-mêmes et disparaîtraient au premier orage. Leur pouvoir tient à peu de chose, « au premier coup de poing donné à un paralytique », suivant un mot fameux. Ce sont des *sépulcres blanchis*.

Le problème de leur relève se posera bientôt, mais il ne faut pas que leurs successeurs les imitent : ce renouvellement serait inutile. Pour l'éviter, il faudra trancher dans le vif et opérer à fond. Le moment est sans doute venu d'en parler.

■

La paysannerie est une *communauté populaire*, une *communauté de travail* et non pas un ensemble d'individualités distinctes et indépendantes. La paysannerie est plastique, solidaire et perméable, mais elle ne se confond pas avec son halo : ceux qui n'exploitent pas directement la terre, ceux qui ne la tra-

vaillent pas, qui exercent un métier tout autre mais possèdent, à titres divers, des domaines ruraux, ne sont pas des paysans, n'appartiennent pas à cette communauté et, au demeurant, s'en défendent expressément. Ils sont avocats, médecins, fonctionnaires, commerçants, industriels, retraités ; ils ne sont pas agriculteurs.

Que la terre soit devenue une valeur de placement, voire de spéculation, c'est indiscutable ; — elle ne l'est devenue, au surplus, que pour les non-paysans puisque ceux-ci ne peuvent plus acheter et doivent trop souvent vendre leurs biens ! — que des fils de paysans se soient engagés dans d'autres voies et exercent un autre métier tout en faisant prospérer leur domaine, c'est certain, et l'expérience prouve qu'ils y réussissent à merveille parce qu'ils ne vivent pas de la terre et peuvent y consacrer des capitaux obtenus en dehors d'elle et aisément, à la différence des agriculteurs qui ne possèdent que des capitaux empruntés et ne peuvent plus économiser un surplus de revenu qui n'existe pas pour eux.

Mais que ces catégories sociales aient rang et classe de paysans, qu'elles occupent maintes fois des postes de dirigeants ; qu'elles aient voix au chapitre, c'est là le premier scandale, le premier vice du Système, celui qu'il faudra bien réformer au plus tôt. Car ces capitaux extérieurs qui s'investissent dans la terre et en font augmenter le prix, consolident l'expropriation de la Paysannerie et hâtent son exhérédation au profit des autres.

Le paysan est chassé de son bien par le capitaliste qui le lui achète et le rejette, fruste et naïf qu'il est, dans le prolétariat ou le semi-prolétariat urbain. Le Dr Walter DARRE, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du IIIe Reich l'avait bien compris, lorsque, pour maintenir à l'Allemagne une paysannerie prospère et puissante, il fit promulguer la loi du 29 septembre 1933, qui établissait le « bien agraire héréditaire » et définissait strictement la qualité du « *bauer* », paysan. Il rendait ce domaine inaliénable et insaisissable et le soustrayait aux aléas de la conjoncture commerciale.

Il faut ainsi protéger le « paysan » et c'est un problème de définition qui se pose le premier. « *L'exploitant agricole sera celui qui, avec ou sans salariés, mais à l'exclusion de toute autre profession publique ou privée, exercée directement ou par intermédiaire, exploite une propriété rurale dont il tire l'intégralité de son revenu.* »

Cet exploitant agricole, et lui seul, aura droit à tous les avantages consentis par la loi aux paysans. Il sera seul habilité à diriger des syndicats, des coopératives ou autres organismes agricoles. Il aura seul qualité pour représenter la profession.

M. DEBRÉ qui tient tant à réduire la population des campagnes, sera ravi d'apprendre, qu'une fois adoptée cette définition, il resterait infiniment moins d'exploitants agricoles et que le problème de leur résorption serait résolu de lui-même.

Ce point posé, il en reste un second. C'est le problème de l'*aménagement des dettes agricoles,* qui est urgent comme le premier, mais qui n'est jamais traité, ni même abordé comme tel, tant par les pouvoirs publics que par les dirigeants actuels des associations agricoles.

Aucun n'est cependant plus important à résoudre avec celui des prix.

La plupart des exploitants qui ne sont bien qu'exploitants, sont aujourd'hui fortement endettés, généralement au Crédit Agricole. Ils le sont, soit sous forme de crédits à court terme, spécialement de warrants sur leurs récoltes ou de prêts de culture, soit sous forme de crédits à moyen terme, obtenus pour l'achat de matériel ou l'aménagement de locaux et généralement amortissables. L'ensemble de cet endettement pèse d'un poids d'autant plus lourd que les prix agricoles ayant baissé depuis la conclusion des emprunts, il faut une quantité de plus en plus grande de produits, pour en effectuer le remboursement, fut-il fractionné. Si bien que les liquidités de l'exploitant deviennent de plus en plus minimes ; que ses besoins de crédits se font de plus en plus pressants et qu'il entre dans le cycle infernal, bon gré, mal gré, pour la joie des spéculateurs et des acquéreurs de biens ruraux.

Ce problème très grave bien que dissimulé au grand public ne peut être résolu que par une décision d'autorité, comme ce fut le cas, avant la guerre, dans les pays de l'Europe Centrale, en Hongrie et en Roumanie, par exemple. Il faudra, soit annuler une fraction de la dette, soit convertir la totalité en prêts à long terme. L'assainissement de la condition paysanne, son maintien même, sont à ce prix. A défaut, on se heurterait à une déclaration de carence qui pourrait entraîner la dislocation d'une très large partie de l'agriculture nationale. Le maintien du service des emprunts consentis ne pouvait se concevoir qu'avec une politique continue de hausse des prix agricoles, ou du moins de maintien de ces prix. Mais les faire baisser progressivement, maintes fois par voie d'autorité et exiger le remboursement des crédits, c'est acculer la paysannerie à la faillite. Si c'est le but poursuivi — et je le crains — il serait honnête de le dire. Sinon, il est nécessaire de le dénoncer.

Reste *le problème des prix.*

Ce problème est celui du prix de revient, du coût de production. M. Antoine PINAY s'est taillé un succès durable dans les masses paysannes françaises en demandant la réduction de ce coût par l'emploi de procédés modernes de culture. C'est pour y parvenir que bien des paysans se sont endettés et se trouvent aujourd'hui dans une situation très difficile sans pour autant être parvenus à réduire leurs frais de production. M. PINAY, comme tous ceux qui parlent de la terre sans la connaître autrement qu'à travers les glaces de leur voiture ou les élucubrations des technocrates, avait annoncé une sottise que les paysans réfléchis ont refusé de suivre avec raison. Il n'y a

aucun point de commun entre le travail agricole et le travail industriel ; on ne parvient pas, sur un domaine, à discipliner une chaîne de production. Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour le comprendre. Et il y a le temps qui est le premier maître et le plus obéi.

Il faut donc connaître le coût de production exact et non pas celui qui est désiré et fixé par le service des finances et maintenir le prix de vente au-dessus de ce minima. C'est l'A.B.C. de l'économie rurale. Il est inadmissible que le vin qui revient à 60 fr. le litre au moins, soit vendu à 37 fr.

Je sais bien que le gouvernement promet des crédits — à court terme, naturellement — mais c'est entrer dans le cycle infernal. Relever les prix à la production est le fondement même d'une renaissance des campagnes ; s'y refuser c'est, encore un coup, condamner à la ruine le monde rural. On trouve naturel de donner tous les avantages aux populations urbaines et de leur fournir, par surcroît, une nourriture à bon marché pour leur permettre d'acheter des voitures, des postes de télévision, des appareils ménagers. Mais il faut avoir le courage de leur dire qu'elles achètent ces avantages de la ruine et de la misère de la Paysannerie.

L'Etat a la plus grande part de responsabilité dans cette affaire : c'est lui qui importe les vins de Tunisie ou du Maroc, le beurre du Danemark, les fruits italiens. Il le fait pour vendre à ces pays les produits de l'industrie française auxquels il sacrifie sciemment et cyniquement les intérêts élémentaires de ses agriculteurs. Tel est le mécanisme de l'expropriation de la terre française et de la prolétarisation croissante de ses paysans.

■

Eh bien ! tout cela a assez duré. Il ne manque pas de cultivateurs pour se refuser au destin que leur propose M. Debré. Ils aiment leurs terres et ils les garderont, fussent-elles de petits domaines ruraux, « *non rentables* », comme disent les cuistres qui entourent et conseillent le pouvoir sans rien connaître de nos vieux terroirs.

La F.N.S.E.A. n'a pas choisi la mauvaise voie en adoptant une position rigide : dans la France d'aujourd'hui, il n'y a que la fermeté qui paye. L'exemple de l'Algérie en est la preuve. Si les manifestations de masse recommencent en septembre, ce sont les arguments qui ont été présentés ci-dessus qui seront mis en avant. Le paysan veut gagner sa vie et il en a le droit. Il ne veut plus de crédits, il veut des recettes. Les discussions avec les pouvoirs publics se sont soldées par un échec.

La paysannerie cependant est adulte. Elle chaussera ses bottes de chasse si les espadrilles ne suffisent plus.

« Ainsi, disait HEGEL, on use en marchant ses souliers d'enfant. »

Jean MALPAS (23 août 1961).

Jacques CHARDONNE

Par Pol VANDROMME

La chronique du bonheur, que Chardonne écrivait au temps de Barbezieux, était une chronique publique ; celle qu'il compose à Madère n'est plus qu'une chronique privée. La société, jadis, tolérait les individus de qualité ; aujourd'hui, c'est contre eux qu'elle s'affirme, qu'elle dirige ses contraintes et ses préjugés.

La province, — fixée à Barbezieux, — c'est pour Chardonne un ordre qui s'est formé lentement. On ne sait pas assez encore que cette œuvre s'est nourrie au contact de cette société-là, qu'elle a tout appris d'elle et même qu'elle lui a presque tout demandé. Sans Barbezieux, la conception de l'amour de Chardonne resterait inexplicable : c'est un sentiment charentais, un produit d'alambic où la sensibilité joue le rôle du cognac dans les chais.

Chardonne ne croit pas que l'homme ait beaucoup d'imagination. Plus exactement, il pense qu'il en a trop, et que cet excès le rend inutilisable. Il a voulu qu'il en gardât assez, sans pour autant perdre son équilibre, et, dès lors, il l'a flanquée de garde-fous : les règles d'une société. Les règles, ce sont des traditions qui se recréent en se transmettant. Les communautés doivent être ingénieuses pour empêcher les individus de l'être à leurs dépens.

Ces pages sont extraites d'un Essai sur Chardonne qui doit paraître prochainement aux Editions Emmanuel Vitte, dans la collection « Singuliers et mal connus » que dirige W. P. Romain.

La province, chez Chardonne, a pour fonction de conserver ce passé et de le maintenir vivant. Maurras disait : « la vraie tradition est critique ». Chardonne dirait plutôt qu'elle est un secret : son discernement vient du cœur, — d'un cœur bien né.

Quel secret ? Celui qui marque une particularité, qui distingue. Bref, un secret qui se fonde sur des hiérarchies et qui entraîne des différences. La barbarie commence quand toutes les choses se mettent à se ressembler. La civilisation, c'est la reconnaissance non pas seulement des diversités de la vie, mais de la noblesse de quelques-unes de ses diversités.

Toute chose française — note Chardonne, — *est un objet de luxe, depuis la soupe paysanne si raffinée jusqu'à la belle plume de quelques écrivains.* Par miracle, dans le Barbezieux de sa jeunesse, tout encore était objet de luxe, le repas à la campagne, la porcelaine et le cognac. Rien n'était commun. Le moindre ouvrier d'une fabrique limousine en savait plus long sur l'existence qu'un agrégé de philosophie : il connaissait la vie intime de la faïence, l'habileté d'éduquer une matière informe et de la rendre belle.

A la limite, un homme exceptionnel peut se passer d'une tradition. Du moins des recettes de cette tradition, de ses disciplines scolaires. L'homme ordinaire, non. Le passé s'enseigne, obscurément, sans méthode : dans des familles qui sont celles d'une profession. Quand l'instruction n'était pas encore obligatoire, il n'y avait que des écoles professionnelles. Si l'on veut : des apprentissages. La société de Barbezieux, que Chardonne place si haut, ce n'est rien d'autre que des structures constituées par une longue suite d'apprentissages ; c'est la mémoire même des secrets de ces apprentissages.

La sagesse sociale repose sur cette durée, sur ce souvenir qui ne s'est pas perdu. Barbezieux n'est pas une abstraction construite à la hâte, pour satisfaire à des besoins élémentaires ou, comme on dit à présent, fonctionnels. Le temps ne respecte pas ce qu'on a voulu faire sans lui. Personne, à Barbezieux, n'improvisait, chacun écrivait sa page sans se presser, en répétant ces gestes de patience qui sont des gestes de maîtrise. Aller trop vite, c'est n'aboutir nulle part.

Le luxe, ce n'est pas le superflu : c'est le nécessaire. Mais il faut savoir s'en contenter. Les sociétés impa-

tientes, et qui n'existent pas encore, apprennent aux hommes qu'ils sont malheureux et qu'ils ont tous les mêmes besoins. A Barbezieux, cette pédagogie n'était pas appliquée. On s'y défiait des bouleversements, et même du progrès qui est la poésie des charlatans. Les révolutions sont des accès de fièvre ; quand la crise est passée, il faut bien, comme avant, vivre quotidiennement. L'homme ne change pas de condition ; il change seulement d'habitudes. Les habitudes de la province de Chardonne étaient des secrets indéfiniment enrichis depuis des siècles, et qui mettaient l'accent sur les lenteurs de la délicatesse ; celles d'aujourd'hui ne sont plus que les exigences abruptes de l'efficacité immédiate.

A Barbezieux, la durée était une notion tout de suite sensible. On n'ignorait pas qu'il fallait avoir le temps avec soi et que la qualité exigeait le loisir. On y pratiquait des métiers qui interdisaient la précipitation : la semence ne germe pas tout de suite ; le cognac doit faire retraite dans le chai ; la porcelaine ne peut être un produit de série. Le profit lui-même n'était pas fonction des normes de la productivité, mais de quelque chose d'irremplaçable qui réclamait les soins du labeur le plus adroit. Il n'y a que des métiers de luxe. Le luxe, c'est la noblesse de l'artisan, l'intelligence de son ingéniosité, son amour de la perfection et, par dessus tout, la constance de son scrupule. Les autres métiers ne sont rien du tout : on les exerce sans plaisir, par distraction, et pour manger à sa faim. Ce sont les besoins de consommation courante qui ont rendu si accablante la vie des ouvriers; les aspects les moins supportables du capitalisme (du capitalisme privé comme du capitalisme d'Etat) sont liés aux revendications syndicales. On n'augmente le niveau de vie des masses qu'en rationalisant le travail et, par le fait même, en le privant de son attrait.

Chardonne n'a jamais été un conservateur de l'injustice sociale. On sait peut-être qu'il a été en rapport avec Léon Blum. Mais il croit que la justice déclamée par les idéologues est un mot dangereux, un mot piège. Avant elle, et comptant davantage, il y a la nature, puis une certaine idée que l'on s'est fait de la vie durant des siècles et qu'il faut bien appeler la civilisation.

La civilisation, c'est de ne pas créer des appétits artificiels, des désirs insatiables, et, pour leur donner les

satisfactions qu'ils réclament, de ne pas saccager la légende de la tendresse française, — la légende de la douceur de vivre. Le progrès, invoqué à tant de tribunes, sollicité par les rêves de tant de têtes confuses, ne porte pas la France dans le sens de l'Histoire ; elle la place en rébellion contre son histoire personnelle. Barbezieux n'est pas Washington ; et Manosque, Chicago : Chardonne et Giono comprennent cela très bien.

Des peuples qui baignaient dans l'informe, — observe Chardonne, — *tout d'un coup soulevés par ces mystiques, cette folie des grandeurs que suscite parfois l'excessive misère, coagulant leurs masses passives dans une monstrueuse discipline, obtiennent des techniques modernes leur plein rendement. Etalés sur le globe, imposant leurs méthodes, ils peuvent procurer à tous un minimum d'aisance. La France et son luxe seront broyés par ces rouages. Des Français poussent leur pays vers cette mort. Ce sont des Français qui ne connaissent pas la France, des innocents deux fois égarés par l'ignorance et par la culture. Ils vivent parmi la contagion des idées dans le monde simplifié de la chose écrite.* Une certaine idée de l'égalité, mise en pratique systématiquement, entraîne les sociétés qui avaient des assises anciennes dans une régression effroyable. L'égalité devant les mérites est la seule permise. L'égalité devant les besoins est une sottise anti-naturelle qui conduit le monde à l'esclavage et dans l'excès des pires démesures.

Un marxiste, en lisant les livres de Chardonne qui racontent le bonheur de Barbezieux, doit se dire que cette œuvre marque la fin *d'un* monde. D'une certaine manière, c'est vrai. Mais il s'agit de savoir si ce monde-là n'était pas le dernier état d'une civilisation en train de s'effondrer ; si le triomphe du produit de série sur l'objet de qualité, — rendu fatal par les disciplines du rendement effréné et par l'élargissement de la consommation courante — n'annonce pas l'avènement d'une barbarie nouvelle.

Pourquoi une barbarie ? Parce qu'elle condamne à mort l'honneur du métier, lequel, avec celui du langage, était le dernier honneur communautaire. Soyons juste : si le monde moderne supprime certains métiers, il en crée d'autres (en chimie, en électronique) qui exigent autant de patience que ceux d'autrefois. Mais, à l'heure actuelle, ce sont encore des métiers de spécialistes, et

qui n'ont pas de vraie tradition populaire, dont les lois ne seront jamais des lois non écrites, des secrets hérités en dehors des manuels.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que l'artisanat appartient au passé. Or, l'artisanat, c'était l'aristocratie du métier manuel ; c'était aussi la noblesse du commerce. Tout le monde a l'air de se consoler de sa disparition. Ceux qui s'en accomodent avec le plus de facilité sont, paradoxalement, les hommes qui y ont échappé : des écrivains, des intellectuels. La fin de l'artisanat est saluée comme une délivrance par les survivants de l'artisanat.

Chardonne a cette fierté de ne pas ressembler à ses confrères. La confraternité est une complaisance qu'il ignore. Le manifeste contre l'artisanat, et pour la grande industrie, ne lui paraît pas un bon signe de ralliement. S'il l'avait signé, il aurait eu trop mauvaise conscience : d'abord parce que les pétitions ne sont presque jamais écrites en français ; ensuite parce que cette pétition-là eût certainement désespéré Billancourt. Je trouve qu'il est bien dommage que Chardonne ne soit pas un auteur populaire : son œuvre porte les regrets et les nostalgies des ouvriers de Billancourt qui, certains jours, ne peuvent pas ne pas savoir que la pauvreté des artisans de Barbezieux valait mieux que leur misère assujettie aux horaires impitoyables, à l'abrutissement du travail à la chaîne et à toutes les tyrannies du parternalisme syndical ou étatique.

∴

Le monde moderne est un monde qui abime. Chardonne n'idéalise pas le passé et il sait qu'à toutes les époques, et sous tous les régimes, la société a toujours eu des aspects avilissants. Il n'est pas question de militer contre l'automobile et pour le retour du char à banc. En littérature, Jacques Perret suffit bien pour ce genre d'exercice, où il est sans égal. Simplement, il s'agit de reconnaître l'évidence et que la société moderne est plus qu'aucune autre un instrument de dégradation. En soi, l'automobile et la télévision sont des choses excellentes; mais, par l'usage qu'on en fait, ce sont des choses qui corrompent. Ce n'était le cas, ni du char à banc, ni des livres de contes. Ainsi, par rapport à la démesure de la grande industrie, de l'artisanat qui fixait des règles mesurées qui crétait des habitudes dont s'accomodaient sans trop de peine l'ingéniosité et la dignité du travai-

leur.

On peut parler de l'honneur de l'écrivain ou du marchand, — remarque Chardonne. — *Ils ont le respect de leur signature, je veux dire de leur ouvrage, scrupule qui implique de la considération pour autrui, l'idée qu'il ne faut pas tromper, ni sur la pensée, ni sur la marchandise.* L'artisan ne fabriquait pas un produit d'après l'idée qu'il se faisait du consommateur moyen, mais d'après l'idée — qu'on lui avait du reste apprise, — de la valeur propre de ce produit, et d'un goût séculaire affiné par l'expérience. C'est la réputation de sa maison, — la sienne, — qu'il engageait, et non pas le bilan d'une société anonyme. Une marchandise, ce n'était pas quelque chose ; c'était quelqu'un, une signature qui garantissait la qualité. Aujourd'hui, l'appelation contrôlée est un nom qui n'a plus de cours ; quand on l'invoque encore, ce n'est plus pour des connaisseurs mais pour une masse ignorante ; et enfin, — comble de disgrâce, — quand on s'applique à authentifier ses mérites, ce n'est plus au jugement d'une élite que l'on se soumet mais à la publicité et à ses décrets grégaires.

On peut relire là-dessus l'*Avenir de l'intelligence.* Ce que Maurras disait de la condition d'écrivain dans une littérature asservie au nombre et à l'argent, Chardonne l'a dit de la société artisanale soumise aux mêmes dictatures que la société littéraire. La dégradation de l'artisanat n'est qu'un signe parmi beaucoup d'autres qui attestent la dégradation de la société. Pour parler plus exactement : de la dégradaiton d'un certain esprit de la société, de ses nuances, de ses raffinements.

Des lecteurs distraits et dont la distraction exprime leur médiocrité, se figurent que Chardonne a du regret pour cette société parce qu'on y pouvait s'assurer à l'aise d'immenses bénéfices. Pour certaines gens, une pensée qui s'engage à contre-courant cesse d'être une pensée, une prise désintéressée sur le monde, pour devenir le réflexe même de la bassesse du possédant, une sorte de placement à long terme. La droite, ce ne peut pas être la spéculation intellectuelle puisqu'il est entendu, une fois pour toutes, que c'est la spéculation boursière. Cet enfantillage est un croquemitaine qui ne me terrorise pas, mais au contraire qui me fait bien rire.

Car le langage de Chardonne n'est pas celui du profit, mais le langage de la qualité. Cet écrivain ne s'in-

téresse pas aux questions vulgaires. Les querelles d'intérêts l'ennuyent ; il ne s'occupe d'elles qu'après les avoir ennoblies. Pour lui, le profit n'est acceptable qu'à la condition d'avoir été mérité. C'est le salaire du mérite, une sorte de récompense, quelque chose qui est comme accordé en prime. Le reste sera donné de surcroît, et ce *reste*, chez Chardonne, n'a pas beaucoup d'importance. Ce ne sont point les conséquences qu'il examine, mais les causes.

Ainsi est-il dans la logique de l'artisanat. *Ce commerce,* — écrit-il à propos du vin de Bordeaux, — *n'est pas un grossier combat pour l'argent, mais d'abord un art difficile, fait d'exactitude et d'inspirations chanceuses, et qui a ses dogmes et ses secrets. Le vin de Bordeaux de qualité est en partie un chef-d'œuvre du sentiment ; il exige des vertus morales, un certain niveau des mœurs ; il pourrait disparaître avec cette race d'hommes, aujourd'hui décimée, qui étaient capables d'attachement et de fierté désintéressée pour les produits de leur commerce ou de leurs vignes.* C'est vrai de Bordeaux et de son vin, mais aussi des Charentes et de leur cognac, de Limoges et de sa porcelaine. L'héritage n'est pas la transmission des biens matériels ; c'est d'abord le legs d'une morale, d'un ensemble de fidélités. On est vigneron de père en fils (vigneron, ou fabricant de porcelaine, ou fabricant de cognac) non pas du tout pour occuper une carrière facilement tracée, mais pour maintenir un certain amour du travail, un certain goût du service, un certain art héréditaire. La sagesse des artisans, qui est aussi celle des notables, c'est de savoir que la sagesse ne s'invente pas, mais qu'elle se continue, qu'elle est une dynastie.

Il y a, bien sûr, des exceptions. Mais ce sont toujours l'œuvre d'hommes exceptionnels, — de merveilleux coups de surprise. Des dynasties se créent. Le préjugé que voudrait imposer une artistocratie fermée sur son orgueil de caste est constamment démenti par la vie. Les individus hors série n'ont besoin de rien, — seulement de croire à ce qu'ils sont. Mais la société n'est pas faite pour eux, qui se débrouillent tout seuls. Elle est au service de l'homme ordinaire, et, pour l'être exemplairement, la continuité lui est nécessaire.

Le génie découvre tout, sans l'aide de personne. A sa façon, c'est un monstre. Ce qu'il transmet est trop

écrasant pour être recueilli et pour pouvoir être prolongé dans l'immédiat. On le voit bien avec les artistes du premier rang. A deux exceptions près — les Dumas et les Daudet, — le talent des grands écrivains n'a pas été héréditaire. L'excès de dons ne s'apprivoise pas.

L'homme ordinaire, lui, n'a une chance de devenir un jour un artiste qu'en étant fidèle à la lignée des traditions artisanales de sa famille. Les secrets, qu'il ne pouvait trouver seul, la patience de ses ancêtres les lui révélera. Les vrais mots de passe de la société se sont peut-être les habitudes familiales et leurs recettes. Par leur intermédiaire survit une sorte de grâce humaine, une espèce de politesse appliquée à tout, aux chais, aux vignobles et même aux communistes. L'art, et la vie, sont des secrets que les générations se communiquent en feignant de ne pas se comprendre et de se mépriser. En réalité, les générations s'entendent bien : sur l'essentiel, elles sont complices.

Sans cette complicité, qui est le langage même de la vie, et son instinct profond de conservation, le monde déjà se serait écroulé. Privés de cette tradition orale et de cette tradition écrite, les hommes auraient perdu le souvenir de qu'il sont depuis le paradis terrestre et même ils n'auraient jamais su qu'ils se ressemblaient, par la sauvagerie de leurs appétits autant que par leurs instincts dominés. Comme l'art, la morale est une longue patience.

Chardonne, pour sa part, n'en a jamais douté. Il cite avec approbation Benjamin Constant, qui expliquait pourquoi les joueurs sont immoraux. *Ils risquent chaque jour tout ce qu'ils possèdent ; il n'y a pour eux nul avenir assuré, or la morale a besoin de temps.* Chardonne est persuadé que la morale — dans sa part la plus haute — c'est-à-dire non pas dans ses interdits élémentaires, mais dans sa souplesse, dans ses mises en garde imperceptibles, — est comme le cognac, un produit d'alambic. Dans la durée, elle a eu le moyen de se fixer, de se mieux connaître, en s'affranchissant des préjugés qui l'encombraient, en fortifiant son noyau de certitudes, en pariant contre le momentané et pour l'éternel, pour une conception stable de l'homme.

La morale, — celle qui civilise la nature, plutôt que celle qui se borne à en reconnaître les pentes, — c'est une tradition artisanale, un ensemble de vérités léguées

comme les énigmes des chais et les cérémonies des faïenceries. Si, depuis longtemps, elle ne nous avait pas été transmise, nous ne serions pas aussi sûrs de nous, des distinctions de nos casuistes et des jugements de nos tribunaux civils. Il y aurait sans doute une morale abstraite, mais elle manquerait d'habitudes, ce qui signifie qu'il n'y aurait pas de bonnes mœurs (ou plutôt que ignorerions que les mœurs sont presque toujours mauvaises : c'est un grand bienfait de le savoir ; on n'est pas tenté trop vite par le découragement).

L'artisanat était une morale pratique : la qualité de sa fabrication répondait pour lui, et il dépendait d'elle. Chardonne regrette Barbezieux, et son ordre, parce qu'il a approché là-bas d'une société qui était une manière d'être, et qui plaçait la tenue avant le profit, l'exigence avant le rendement. *Sans morale* — écrit-il — *il n'y a pas de vin de Bordeaux, ni de style. La morale, c'est le goût de ce qui est pur et défie le temsp; c'est le mépris du relâchement.* Si Barbezieux s'était abandonnée à la facilité, elle aurait signé son arrêt de mort. Au temps de sa splendeur, cette société pouvait se passer de moralistes, l'histoire, que ses habitants écrivaient, était une morale en actes, quotidienne, constamment attentive à ses scrupules. La loi du moindre effort, la roublardise des trafiquants l'aurait ruinée. La morale avait quitté les chaires et les tribunes ; elle était entrée dans la vie, elle était l'héritage même de cette région. Il était inutile de la faire ; elle se faisait d'elle-même, dans les gestes les plus humbles. La société l'avait assimilée ; elle était l'une de ses habitudes les plus familières, presque l'une de ses routines.

La morale sociale, ce sont des mœurs éduquées si fortement qu'on ne se pose à leur propos aucune question. On les subit, voilà tout, et sans même reconnaître la pression de leurs ordres. Elles ont façonné la vie, et elles nous sont aussi naturelles que nos automatismes. Une société n'est pas faite pour être toujours remise en cause par ses citoyens ; elle est faite pour les encadrer, et non pour inspirer leurs doutes ou leurs révoltes. Lorsqu'elle ne se porte pas trop mal, l'homme ordinaire l'accepte comme un bienfait : à la place qui est la sienne, elle lui donne du talent.

Jacques Chardonne a connu l'une de ces sociétés-là. C'était la société bourgeoise de Barbezieux. Dans les

journaux, dans les romans, dans les discours politiciens, la bourgeoisie est mal notée. C'est une grimace, et infâmante. On la tient pour responsable de tous nos maux ; on la calomnie avec d'autant plus de violence qu'elle consent à supporter sans riposte tous les outrages. Chardonne a eu deux supériorités sur les écrivains de son âge : d'abord il n'a pas mené, à l'égard de la bourgeoisie une politique d'otage ; ensuite, au lieu de la renier, il l'a célébrée et, en l'identifiant à sa Charente, il en a fait le sujet même de sa poésie.

Passe encore qu'il ait mis son labeur en évidence. Cette audace, bien qu'elle soit mal vue, ne présente aucune originalité. *Une des plus grandes forces de la bourgeoisie,* — déclarait Jaurès, — *un de ses titres les plus solides, c'est que, dans une société où retentissent contre elle les revendications du travail, elle est une classe qui travaille.* Produire, créer des richesses que le socialisme consomme sans les renouveler, c'est déjà quelque chose, et qui suppose des vertus assez rares, la raison, la prudence, l'économie.

Mais, pour Chardonne, ce n'est presque rien. Produire n'importe quoi, n'importe comment ne lui paraît pas un idéal acceptable. L'ampleur de la production qui gonfle les statistiques des économistes, ne l'impressionne pas. Ce qui compte, c'est ce qu'on produit, et la façon dont on le produit. Bref, le fini, la perfection du travail, et les conditions dans lesquelles ce travail s'effectue. Chardonne est un homme qui sait mettre le prix aux choses.

Travailler, c'est pour lui se donner des satisfactions, et même se donner sa propre estime, avec celle de son public. Accomplir une besogne n'est pas grand'chose, — une peine que l'on prend, et qui peut ne rien valoir ; c'est l'accomplir bien, de manière exemplaire, et comme personne d'autre ne pourrait l'accomplir, qui importe à son exigence. Aussi, ce n'est pas le labeur de la bourgeoisie qui l'a séduit ; c'est ce labeur exercé en artiste.

Quand on y réfléchit, on se rend compte que c'est une grande témérité de prétendre que la bourgeoisie a autant de talent qu'un bon écrivain. Chardonne montre que des bourgeois ont eu ce talent-là, qu'ils l'ont amené à la maîtrise, et que, lorsque leurs traditions seront mortes, la société, et une certaine grâce de l'existence, auront cessé de vivre.

La bourgeoisie de Chardonne n'est pas une classe

ouverte. Peut-être même est-elle la véritable aristocratie, fondée sur l'hérédité sans doute, mais sur l'hérédité des mérites, du service et des secrets d'une perfection formelle. C'est le respect de la morale de l'artisanat qui est la gloire et le signe distinctif de la bourgeoisie, — un effort qui a duré et qui, par la durée, a donné à l'opiniâtreté de ses sursauts la familiarité du naturel. Dans la société de Chardonne on ne devient pas un notable par l'effet de la naissance, mais par l'intermédiaire d'un métier qui se fie à sa plus antique tradition.

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne se définit plus selon le critère de Chardonne. Il suffit pour en faire partie de gagner beaucoup d'argent. C'est une classe sans goût, sans caractère, qui commence avec elle et qui ne laissera derrière elle que des fortunes, des façons de paraître et des avidités de parvenus.

Ces parasites, qui ne savent rien parce qu'ils n'ont rien appris ; ces gloutons aux appétits forcenés ; ces bons sauvages aux habitudes de carnassiers ne pouvaient que regarder la Charente de Chardonne avec est honorable d'être traité de réactionnaire par ces gens-là, à qui les prébendes tiennent lieu de vertu, l'efficacité de morale, l'esbrouffe de tradition, et la débrouillardise d'honneur. *Vers* 1920, — notait Chardonne, — *une race nouvelle de trafiquants apparut à Bordeaux. Ils n'étaient pas maîtrisés par le respect du passé et de l'avenir. C'étaient des révolutionnaires de la finance, des gloutons du jour présent. Enrichis dans les ruines, ils ont disparu dans les ruines.* Depuis 1920, l'histoire a beaucoup marché, et dans le mauvais sens. Les trafiquants ne font plus faillite, sauf quelques mufles médiocres. La société s'est détournée de Barbezieux, et déjà elle la considère comme une invention de Chardonne, — une fable, une chimère, un délire sénile, une énorme bêtise bourgeoise.

∴

On peut ainsi proposer deux définitions-clefs que l'œuvre de Chardonne précise et illustre : d'abord, la civilisation est un art de vivre, c'est-à-dire une morale; ensuite, cette morale, c'est un ensemble d'usages instaurés par une société qui a résisté au temps. Robert Poulet, qui a très bien parlé de Chardonne, a noté justement que la vie qu'il réflétait dans ses livres était *bornée de toutes parts par la convention sociale.* Un bourgeois de fibre et de manières aristocratiques demandait à l'ordre

communautaire d'être la sauvegarde de privilèges qui ne sont pas des injustices mais des délicatesses, — le bonheur dans la dignité.

Chardonne était sans doute, depuis Bourget, le romancier français le moins enclin, au départ, au refus des formes sociales. L'ambition des révolutionnaires ne l'a jamais tenté. On ne peut changer la vie parce que la nature ne change pas. Mais sans règles communautaires, cette nature retourne à son chaos. Les disciplines individuelles n'étant permises qu'à un petit groupe, le grand nombre a besoin de disciplines sociales. Chardonne ne croit qu'à ces disciplines-là, sans lesquelles les autres ne sont presque pas possibles. Par cette croyance, le pessimisme réactionnaire a longtemps exprimé sa plus active espérance.

A l'heure actuelle, — quand il est détaché de l'activisme, — le pessimisme réactionnaire a perdu l'espoir. Non seulement il se trouve en face des ruines de la société ; mais encore il ignore le sens du mot progrès, — mot dupe, mot propagande, slogan infantile. Dans ce secteur, Chardonne occupe une place à part : son pessimisme fait semblant de rien. Cela veut dire qu'il a le même accent que son style.

Chardonne s'est libéré des dernières illusions. Il sait que cela ne lui a servi à rien d'avoir eu raison. L'idéologie contemporaine est trop radicalement tournée contre l'instinct de conservation. La société, dans ses parties les plus hautes, ne pouvait qu'abdiquer devant elle. On ne gouverne plus les hommes ; on les administre, comme des choses. Fidèles aux rétrospectives de l'imagerie d'Epinal, nous attendons les barbares dans la plaine. Mais cette belle image de la catastrophe ne nous sera pas offerte. Il ne sera pas nécessaire aux barbares de livrer combat ; la barbarie est déjà installée chez nous. La société n'est plus qu'une apparence qui tombera d'elle-même comme un fruit pourri.

A l'exemple de beaucoup d'écrivains contemporains, Chardonne a été confronté avec la décadence. Il n'a pas réagi contre elle par par l'observation systématique ou par la satire. Plutôt que ces techniques de dénonciation, qui faisaient du bruit, il a choisi une technique plus silencieuse. La décadence, il a voulu l'exorciser par le souvenir de Barbezieux (et aussi par les raisons du cœur, qui lui venaient de Jaurès et de Caillaux). Toute

la première partie de son œuvre s'est efforcée de restituer, dans son exactitude la plus minutieuse, une société bourgeoise arrivée au terme de sa réussite suprême, dans son éclat, sa douceur majesteuse et civilisée. Barbezieux fut un court moment son espérance, puis un refuge contre les inquiétudes mortelles qui l'assaillaient.

Assez vite, Chardonne se rendit compte que ses inquiétudes auraient le dessus. Alors commença, chez cet homme qui attendait tout de la société et dont la sagesse sociale venait à lui manquer, un mouvement de retrait, un repli sur soi (avec, bien sûr, quelques retours en arrière) qui se précipita et se raidit vers 1945. Après avoir été longtemps *en-deça,* il devint résolument un *en-dehors.*

En dehors de ses passions sociales ; en dehors de son œuvre de début. On ne comprend rien à Chardonne si l'on ne retrouve pas ce lien, si l'on ne s'aperçoit pas que cette fuite hors du monde s'accompagne d'une fuite hors de son œuvre. Du reste, pour s'en apercevoir, il suffit de lire Chardonne convenablement.

Ses premiers livres, — *L'Epitalame,* singulièrement, sont des livres foisonnants. Ses derniers, — *Lettres à Roger Nimier,* entre autres, — sont des livres exténués. Il n'y a plus d'histoires, mais des schémas, plus de personnages, mais des silhouettes ; plus de récits, mais des fragments. La substance romanesque elle-même s'est comme retirée : de son rythme, on ne voit plus que les ruptures ; de l'épaisseur de sa durée, que les affaissements.

D'où vient ? On ne doit pas retenir l'explication selon laquelle Chardonne n'aurait plus rien à dire. Dans ces livres-squelettes, il en dit bien davantage que jadis dans ses livres-fourre-tout. Et, en y allant voir de plus près, on s'avise que ce que Chardonne abandonne, c'est la facilité du genre romanesque : le métier dans ce qu'il peut avoir d'habileté artisanale, les enchaînements du récit traditionnel.

Ce que Chardonne invente, c'est une *autre* techniet qui tient de la gageure : écrire des romans sans matière romanesque, renouveler le genre en le dévaluant. Entreprise d'auto-destruction, dira-t-on, et l'on ne se trompera pas. Mais à quel mobile obéit Chardonne en la poursuivant ? Il ne fait pas de doute que le grand écrivain croit que le roman est un genre littéraire épuisé.

Epuisé par quoi ? Par la surenchère de la médiocrité, par le dévergondage de la niaiserie, par le triomphe du nombre, de la badauderie, des obsessions de la publicité. Bref, par la disparition de la société littéraire qui était l'un des derniers bastions encore debout de l'ancienne société bourgeoise.

On touche ainsi le fond de tout. Les romans de Chardonne ont toujours été les romans de cette société bourgeoise, et des notables qui la composaient. Chardonne ne recule plus devant les observations de sa lucidité : ce monde est aboli, il le raye de son œuvre ; et, pour ne pas se blesser au spectacle de l'univers qui l'a remplacé, il porte ailleurs son regard, vers des fantômes qui flottent entre le ciel et la terre, et qui, miraculeusement, ont une vie aussi intense que les personnages les plus cohérents. Il n'y a plus rien, sauf les passions de quelques insectes qui restent toujours des mystères, et les derniers vestiges de la civilisation de Barbezieux : le printemps et sa lumière, les jardins et les fleurs, l'exil, ses aurores et ses îles. L'œuvre de Chardonne témoigne du néant de la société.

La société, d'habitude, désespère les orgueilleux qui rêvaient de la réformer. Celle d'aujourd'hui a désespéré les sages, les frivoles, les hommes qui acceptaient les règles communautaires ou qui n'exigeaient rien d'elles. Que Philippe Héduy, que tout attachait à la gentillesse, à l'amabilité d'existence, et que Chardonne, qui est toute prudence, toute mesure, et par définiion un être social, soient devenus des réfractaires, des hommes de défi (chacun à sa manière), cela devrait bien dnner à réfléchir à la critique.

Il faut oser le dire : le désespoir de Malraux, le désespoir de Sartre, ce n'est rien du tout, une incohérence bégayée, la maladie oratoire de grands détraqués. On a voulu voir en eux, et en Camus, — président de l'Académie humanitaire de la révolte, — les prophètes de l'absurdité contemporaine.. Il serait temps de reconnaître que l'on s'est abusé et que notre nihilisme a d'autres interprètes, plus sérieux, que ces tribuns dont l'œuvre est un meeting.

Parce qu'elle a eu une conscience plus vive que la gauche de la décadence, et parce qu'elle a su très vite que cette décadence l'emporterait, la droite littéraire s'est annexée le désespoir. Seulement, elle n'a pas crié

qu'elle s'en emparait, et que son trophée était le drapeau noir. Le grand public, qui n'écoute que les hurlements de l'éloquence, n'a rien soupçonné du tout. Le désespoir de la gauche n'a jamais été qu'un désespoir de tête ; un syllogisme dont elle reprenait sans cesse la majeure et la mineure. Il n'est pas allé au-delà de cet exercice dialectique. Ce désespoir de tête, — qu'elle a conduit très loin, en renonçant aux divertissements, aux mythes du progressisme, — la droite a su en faire un désespoir du cœur : elle l'a rendu sensible, elle a prêté au nihilisme une sensibilité.

A gauche, le nihilisme est un hasard. A droite, c'est une passion. Mais une passion qui a vaincu son romantisme, qui est devenu sage en cherchant dans l'exil les rêves de sa tendresse, en se fixant sur des fidélités rétrospectives.

Il arrive parfois que cette sensibilité doute d'elle-même et qu'elle se demande si elle a encore un rôle à jouer. Etouffant dans sa cuvette, elle a la nostalgie des hauteurs, et de ces voix des plateaux escarpés qui appellent tantôt aux combats d'arrière-garde, tantôt au suicide collectif. Ainsi elle a le choix : entre les violences du refus et les dédains de l'indifférence.

Longtemps elle a balancé d'un choix à l'autre : quelques crises de rage qui la faisaient mépriser par l'autre bord (et ce mépris lui était nécessaire), suivies compassion, avec une pitié méprisante. Je trouve qu'il d'un grand silence qu'elle consacrait à ajouter des détours romanesques à la carte du Tendre (et ce dandysme inspirait le sarcasme et l'envie de l'adversaire). Grâce à Chardonne, elle a renoncé à la première de ces deux activités qui, même parée du style hussard, était une activité de fantassin. La tâche des maîtres est une tâche de synthèse.

Chardonne a fait part à la sensibilité désespérée de la droite que le refus total, décisif, était l'indifférence au monde actuel. Il a mis ce monde hors du jeu ; il l'a prié de cesser d'exister. Aussi, les livres qu'il écrit donnent-ils l'impression d'être d'ailleurs : avec des silhouettes qui rôdent sur des fumées, dans un univers éthéré. Cet écrivain qui avait passé les deux tiers de sa vie à contenir la passion, en l'introduisant au sein d'une société organique, consacre la dernière partie de son existence à mettre cette passion entre parenthèses et à regarder

les hommes isolés de leur contexte social et de ses bienfaits, comme d'étranges animaux, comme des fous turbulents. C'était bien assez d'avoir prédit l'Apocalypse : on ne va pas se donner le ridicule de se battre contre ses premières tornades.

L'indifférence de Chardonne est un désespoir qui repousse les fureurs de sa passion. Comme l'amour, c'est un sentiment éduqué. Tout ce qui reste encore des rites de Barbezieux, c'est cela : ce refus du dernier excès, de la dernière tentation. Chardonne se l'est fabriqué comme jadis on fabriquait un cognac en Charente et une porcelaine à Limoges. C'est son dernier produit d'alambic, peut-être le plus subtil, le plus secret de tous. Même dans le désespoir, Chardonne demeure un civilisé. Sans lui, nous n'aurions pas compris aussi vivement et aussi précisément que le nihilisme pouvait être la grâce ultime d'une civilisation moribonde.

Pourquoi une grâce ? Parce que cette indifférence est un rempart, la protection du bonheur. L'activisme, c'est le seul appel qu'une société presque morte peut offrir encore à notre enthousiasme sans emploi. Nous livrer à lui, ce serait le plus sûr moyen de tout gâcher. *L'Histoire,* comme Céline disait drôlement, *ne repasse pas les plats.* Nous n'avons plus les yeux fixés sur elle, — qu'elle se débrouille avec les dialectes de guerre civile, — mais sur des choses moins bruyantes et moins folles. Notre contre-révolution, c'est notre copinage avec les meules de l'été, avec les fleurs des jardins, avec les patois des jeunes filles, avec les bistrots des camarades. Nous devons à Chardonne de ne plus nous tromper sur l'époque (qui n'est pas éternelle) et sur les hommes (qui ne sont pas des gens sérieux).

En ces jours incertains, — écrit Chardonne, dans une sorte de page testamentaire, — *où l'on se dit que nous sommes les derniers d'une certaine famille humaine, j'ai mieux compris ce que signifie l'éphémère, l'instant présent avec sa lumière et son secret, l'amitié d'un ciel dans sa perpétuelle nouveauté et sa profusion d'aurores, un mot qui sonne juste. Ces choses, d'autres encore, toutes périssables, me touchent plus que la vision, à mon idée, des temps futurs, morne durée, traînant l'humanité sans cesse refondue ; laquelle n'obtiendra rien que nous n'ayons déjà reçu : la vie et la mort, et quelques belles matinées de juin.* Chardonne, qui n'a

jamais eu d'illusions sur l'homme, (l'Allemagne et l'Europe ont été les seules naïvetés de son intelligence) mourra sans garder d'illusions sur l'avenir de l'humanité. Il a vécu presque centenaire pour réapprendre une vieille vérité que l'Antiquité n'ignorait pas : ce n'est point de la société, ni des hommes, qu'il faut attendre le bonheur, mais du soleil, des jardins, des îles, des camarades et d'une femme que l'on a inventée pour soi seul.

Chardonne, finalement, c'est beaucoup plus que Chardonne : un ultra de l'indifférence pour ne pas être un ultra du mépris, pour rester disponible au bonheur des saisons et des jeunes filles.

POL VANDROMME.

NOTES DE LECTURES

Pierre BENOIT : *Les amours mortes* (Albin Michel, éd.)

En terminant ses entretiens radiophoniques avec Paul Guimard, en décembre 1957 (1), Pierre Benoit évoquait les pays qu'il avait visités, aimés, et qui n'avaient pas encore servi de cadre à ses romans : Tahiti, le Japon, l'Australie, La Réunion, Madagascar...

Depuis lors, le Japon lui a inspiré *Flamarens* et, de l'étonnante aventure de M. Cazenave auprès de la reine Ranavalo, est né *Le Commandeur*.

Pour rompre avec un programme aussi bien tracé, il a fallu au plus exact de nos romanciers d'impérieuses raisons.

Pierre Benoit ajoute trois nouveaux officiers à la galerie de ses personnages. Il trouve un nouveau prénom féminin commençant par un A. Et il déroule son récit avec le même métier qui, depuis *Kœnigsmark* et *L'Atlantide*, c'est-à-dire depuis quarante-cinq ans bientôt, l'a si bien servi. Mais, cette fois, pas d'exotisme ; peu d'imprévu, malgré l'aura de mystère qui plane, de-ci, de-là, sur ses héros et leurs démarches ; rien de fantastique. C'est à peine s'il franchit nos frontières : Genève, Vevey sont à notre porte ; Alger est toujours ville française. Pour le reste, c'est dans ce sud-ouest particulièrement cher à son cœur, qu'il a situé *Les amours mortes*.

« *Les possibilités, les aspirations, les hauts malheurs du cœur humain passionnent Benoit, les mouvements fondamentaux de notre être l'émeuvent, quand ils donnent à penser qu'ils pourraient atteindre à un rythme de tragédie.* » (2) Cette constatation, que M. Henri Clouard ne pouvait autrefois formuler qu'après avoir « regardé de près » une œuvre si apparemment faite pour l'évasion du lecteur, tout lecteur des *Amours mortes* pourra la faire, sans aucune peine. Et la fatalité n'aura jamais été aussi visiblement présente.

Dédié à Paul Morand, ce quarante-quatrième roman de Pierre Benoit nous en apprend plus sur son auteur que les quarante-trois autres. Il illustre les confidences qu'il livrait à Paul Guimard en réponse au questionnaire de Proust :

— Quel serait pour vous le comble de la misère ?
— Ne pas être aimé.
— Où aimeriez-vous vivre ?
— Où je serais aimé.
— Votre idéal de bonheur terrestre ?
— Etre aimé...
— ...Votre qualité préférée chez la femme ?
— L'orgueil !

L. G.

⁂

Lettres à Odilon Redon - Libraire José Corti, Editeur.

Dans mon « Hommage à Maillol » j'emprunte une citation au recueil que vient de rééditer José Corti, « A soi-même », recueil posthume de notes, de réflexions et d'essais, dont l'édition orison homogénéité initiale, Redon, dessinateur et lithographe, avant de s'affirmer comme peintre, Redon qui avait une forte ginale parut, en 1922, chez Floury. On y retrouve toute la qualité d'âme et d'esprit de cet artiste en marge. Le développement de l'œuvre de Redon, qui fut considérable, l'évolution de sa personnalité, qui fut très forte, s'opérèrent, en effet, assez à l'écart des groupes artistiques de son époque, mais Redon, artiste solitaire, ne fut pas pour autant socialement un isolé.

Participant tardivement, en 1886, à la VIIIe Exposition des Impressionistes, lorsque ce groupe a déjà perdu ce qui faisait culture musicale jointe à un réel talent d'instrumentiste, Redon homme de lecture avec des dons d'écrivain qui auraient pu faire de lui l'égal d'un Fromentin, romancier et essayiste, Redon fut d'abord un humaniste. Ses dons multiples, ses vastes horizons intellectuels lui font une place très à part parmi les artistes de son temps, dont aucun probablement ne posséda sa culture et ses raffinements.

Représentant le plus marquant du Symbolisme en peinture, dont on peut affirmer qu'il dégagea l'esprit, avec des moyens qui lui sont personnels, bien avant les recherches des artistes de Pont-Aven et du groupe Nabi, Redon a joué dans le mouvement artistique, qui va du milieu du 19e siècle à la première décade du 20e, le rôle qu'un Stéphane Mallarmé, créateur et initiateur, joua dans les milieux poétiques et littéraires, Mallarmé avec lequel il fut très lié et dont les dons poétiques ne sont pas sans analogie avec les siens.

Ceci, on le savait déjà, grâce à ses biographes attentifs, André Mellerio, Claude Roger-Marx, Charles Fegdal, Roseline Bacou, grâce surtout à la publication de sa correspondance, faite en 1923, précédée d'une préface de M.-A. Leblond, mais une publication nouvelle nous apporte des témoignages encore plus

certains. Elle est l'œuvre d'Ari Redon, fils unique de l'artiste, gardien scrupuleux de sa mémoire et de son œuvre, ayant poussé le culte du souvenir jusqu'à conserver absolument intact l'appartement de l'Avenue Wagram, qui fut le dernier domicile de Redon, lequel, comme beaucoup d'artistes ses contemporains, en changea fréquemment, dans un Paris qui ne connaissait pas encore de crise du logement.

Ari Redon a réuni en volume toutes les correspondances reçues et conservées par son père, lettres émanant de peintres, d'écrivains, de musiciens, de critiques, d'éditeurs, de collectionneurs, qui tous furent plus ou moins des amis, voire des intimes : Gauguin, Gide, Huysmans, Mallarmé, Verhaeren, Jammes, Chausson, Gustave Fayet... Précédé d'une préface, dans laquelle Ari Redon évoque ses souvenirs personnels sur son père, les milieux qu'il fréquentait, les gens qu'il recevait chez lui, à Paris ou dans sa maison de Bièvres, accompagné de notices, biographiques et de références précieuses, ce recueil, qui respecte l'ordre chronologique est un document de premier ordre. Il est à verser aux Archives de l'*Impressionisme*, étant bien entendu que ce terme d'*Impressionisme*, pris dans son sens le plus extensif, s'applique historiquement à l'ensemble d'un mouvement, auquel se rattachent la plupart des artistes novateurs du demi-siècle et pas seulement à un groupe restreint de peintres, fidèles à une technique et à une esthétique communes.

F.-H. LEM.

***

Charles Sterling et Hélène Adhémar, *Musée du Louvre. Peintures. Ecole française.* Quatrième volume P-Z (Edition des Musées nationaux).

Ce quatrième tome du catalogue général des Peintures de l'Ecole française, au Musée du Louvre, marque l'achèvement de la première tranche d'un travail qui se poursuivra de nombreuses années encore et comportera une douzaine de volumes. Espérons qu'avant la fin de cette publication, qui risque fort lorsqu'elle sera parvenue à son terme de se trouver aussi démodée que l'édition périodique du « Dictionnaire de l'Académie française », qui parvenu à sa lettre Z voit ses définitions de la lettre A déjà un peu hors du temps, espérons que la réorganisation du Musée lui-même sera parachevée. Outre les enrichissements progressifs, il faut prévoir l'état d'avancement de la muséographie qui va plus vite encore que la sémantique.

Dans l'ensemble, on doit se déclarer satisfait par la qualité et la méthode de ces quatre premiers volumes. Les notices en sont excellentes et bien à jour, quelques-unes péchent déjà par omission mais de telles lacunes sont inévitables. La technique d'impression est bonne quoique la reproduction des clichés en simili pourrait être meilleure sur un support papier mieux choisi, avec des clichés et des trames mieux étudiés.

Ce qu'on peut souhaiter, c'est une répartition de la besogne

restant à accomplir entre plusieurs équipes spécialisées, ce qui pourrait avancer singulièrement un travail de catalographie, basé sur une méthode commune exigeant seulement d'être supervisé par un comité directeur. Pour cette fois, commençant par l'Ecole française, on a pris par le bon bout. Je souhaite ardemment que la même priorité soit donnée à tous les travaux de réfection et d'aménagement du Musée lui-même, permettant l'installation rapide et définitive de cette Ecole française, noyau et principale raison d'être de notre grand musée national.

F.-H. L.

J. BILLIG. *Le Commissariat Général aux questions juives* (Editions du Centre de Documentation Juive contemporaine, PARIS).

M. Joseph BILLIG est attaché au Centre de Documentation Juive contemporaine où il a pu dépouiller une grande quantité d'archives saisies par les Alliés à la fin de la guerre. Ces pièces sont d'autant plus précieuses qu'elles sont pratiquement inaccessibles au public. Le Centre de Documentation Juive a eu communication dès la fin de la guerre de nombreux documents qui ont été versés par la suite aux Archives où ils ne peuvent être communiqués au public qu'après une période de cinquante ans. Le Centre de Documentation Juive se trouve donc actuellement détenir seul et arbitrairement un lot de documents extrêmement important pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale et dans lequel les spécialistes puisent les éléments de reconstitution historique. Cette situation ne peut manquer de donner un caractère contestable aux publications du Centre de Documentation, puisqu'on ne peut vérifier la manière dont l'historien a traité l'ensemble des pièces qu'il a eues à sa disposition.

L'importante étude de M. BILLIG contient un très grand nombre de documents intéressants pour l'histoire de la question juive en France pendant la guerre. Il est fâcheux qu'on ne puisse présenter qu'une critique externe de ce travail qui paraît sérieux. Le choix effectué entre les documents par M. BILLIG ne pouvant être vérifié, on ne peut juger de la sûreté de ses informations que par ce que nous connaissons du dehors sur le fonctionnement du Commissariat. Il semble que sur ce point M. BILLIG n'ait pas toujours bien vu le rôle de certaines personnalités et leur position respective. Il ne semble pas avoir aperçu l'antagonisme, pour ne pas dire l'espèce d'hostilité qui a existé pendant la guerre entre le Commissariat et le service du lieutenant DANNECKER. C'est la même ignorance de la position exacte des personnes qui l'empêche de voir que *Vichy* a systématiquement écarté les personnalités antisémites les plus compétentes à la fois au temps de M. Xavier *Vallat* et au temps de M. *Darquier de Pellepoix*. Pour ceux qui ont connu

avec quelque précision le milieu antisémite d'avant-guerre, le livre de M. BILLIG contient un nombre appréciable d'erreurs de détails. Voici celles que relève notre ami Henri *Coston* dans le dernier numéro de *Lectures Françaises*.

« Qualifier de « *journalistes et autres agitateurs antisémites* » les fondateurs de l'éphémère Bureau d'Information et d'Etude des Questions Juives ne correspond pas à la vérité : seul M. Lucien Rebatet était *journaliste* et seul M. Boissel pouvait être qualifié d'*agitateur*. Les autres fondateurs cités étaient : avocat, médecin, officier, masseur, architecte, commerçant, etc... De même, le capitaine Sezille, secrétaire général de l'I.E.Q.J., ne fut pas avant la guerre « *le bras droit* » de M. Darquier de Pellepoix, mais seulement l'un de ses militants parisiens. Le capitaine n'était pas davantage le « fondateur » du *Rassemblement Antijuif* créé en 1937 par MM. Darquier de Pellepoix, conseiller municipal de Paris, et Henry-Robert Petit. M. Billig écrit que le « *Mouvement Révolutionnaire Social* » (sic) (lisez : *Mouvement Social Révolutionnaire*) de Deloncle « *formait le noyau du Parti de Déat* » ; les lecteurs de notre ouvrage « *Partis, journaux et hommes politiques* » savent que le M.S.R. était seulement l'un des groupes ayant créé le *Rassemblement National Populaire*.

Les pièces citées par M. Billig sont, nous l'avons dit, authentiques, mais souvent trompeuses. Il est piquant de voir citer « l'abbé Laroche » et A. de Boisandré parmi les écrivains pouvant participer activement à une action antisémite quelconque: le premier, dont le nom est d'ailleurs écorché, présenta, il y a plus d'un demi-siècle une édition du « *Talmud* », et le second, collaborateur de Drumont, publia à la même époque un très curieux « *Napoléon antisémite* » ; tous deux étaient morts depuis vingt-cinq ou trente ans. Surprenant également ce document des Renseignements Généraux qui qualifie M. René Gérard, alors secrétaire général de l'*I.E.Q.J.*, de rédacteur au *Matin* : M. Gérard était commerçant dans le XX[e] arrondissement.

Nous n'en finirions plus si nous devions citer toutes les bévues de l'auteur, toutes les erreurs contenues dans les pièces qu'il cite comme des « documents » de premier ordre. M. Billig en arrive même à citer parmi les journaux antisémites paraissant sous l'occupation la *Libre Parole* qui avait disparu en avril 1939 ».

Ces erreurs sont vénielles et tout historien est exposé à en commettre de semblables. Elles nous indiquent néanmoins que, dans la partie qui en est contrôlable, l'ouvrage de M. BILLIG ne peut être considéré comme absolument sûr. On peut en inférer que les mêmes erreurs peuvent se retrouver dans le choix et dans l'appréciation des documents eux-mêmes. Il semble en particulier que M. BILLIG ait attaché plus d'importance qu'il ne convenait à l'énorme paperasserie allemande, laquelle

comportait maintes fois des documents émanant de services secondaires ou de personnalités sans pouvoir et qui n'ont jamais abouti à aucun résultat pratique. On aimerait en particulier que le livre de M. BILLIG nous éclairât davantage sur la collaboration entre les institutions juives chargées de la protection des intérêts israélites et les autorités de police françaises ou les autorités d'occupation. Ces contacts qui précédaient l'établissement des listes d'arrestation n'ont jamais été éclaircis. C'est là pourtant la réalité de la question juive en France pendant la guerre. Pourquoi telle ou telle personnalité influente, riche ou bien placée a-t-elle pu être épargnée, tandis que des sans-grades, de pauvres juifs inoffensifs sans défense et manifestement peu dangereux pour l'occupant, ont été la proie privilégiée des services de police ? Cette sélection n'apparaît pas dans les circulaires. Il serait bien intéressant pourtant qu'on nous explique le mécanisme de certaines immunités. Ne faisons pas trop de reproche à M. BILLIG : les archives conservent peu de traces, en général, de ce genre de tractations. Les renseignements qu'on peut encore obtenir de quelques témoins survivants n'ont peut-être pas la même valeur historique que ces pièces. Il en aurait été pas moins intéressant de pousser l'enquête plus vivement de ce côté.

C. R.

●

BERNARD ET GRAEFE VERLAG, Francfort-sur-le-Main - *Das Kriegstagebuch des Oberkommandos de Wehrmacht*, sous la direction du Professeur *Percy Ernst SCHRAMM*.

La Maison d'édition Bernard et Graefe annonce la publication en quatre volumes du journal de guerre de l'*Oberkommando de la Wehrmacht*. Ce document historique capital comprendra 4 tomes de 1 500 à 1.800 pages chacun, couvrant les années 1939 à 1945. Le premier volume mis en vente est le tome IV qui correspond aux derniers mois de la guerre. Les travaux de publication sont dirigés par le Professeur Percy Ernst SCHRAMM qui, de 1943 à 1945, a été attaché à l'Etat-Major général pour le contrôle et la mise en ordre du journal des opérations et il est actuellement Professeur à l'Université de Gottingen. Il est assisté dans sa publication par le Professeur Hubutsch, de l'Université de Bonn, par le Dr Hillgruber, du Séminaire d'Etudes de Darmstadt et par le Dr Jacobsen, Professeur à l'Institut Militaire de Coblence. Ce journal est un document capital sur l'histoire de la guerre mondiale et il contient des renseignements extrêmement précieux et particulièrement précis. En plus de la publication du journal lui-même, les éditeurs ont ajouté une introduction détaillée décrivant le déroulement de la guerre et le comportement des troupes, une étude sur le rôle d'Hitler dans la direction des opérations militaires, une description détaillée de la structure, de l'activité et des pouvoirs de l'Oberkommando de la Wehrmacht, enfin le

texte des derniers communiqués allemands entre le 18 avril et le 10 mai 1944, texte à peu près inaccessible actuellement, ainsi qu'une histoire du journal publié et des conditions dans lesquelles il a pu être mis à l'abri et retrouvé. Il s'agit comme on peut le voir d'une contribution importante de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

●

Paul RASSINIER - *Ulysse trahi par les siens.*

Parce qu'elles ont permis à la presse résistantialiste de reprendre dans leur intégralité, et parfois en y ajoutant encore, ses thèmes anciens qui, déjà, frisaient l'hystérie chauvine sur la déportation et l'univers concentrationnaire, l'arrestation d'Eichmann et l'annonce de son prochain procès en Israël, ont replacé LE MENSONGE D'ULYSSE, de Paul Rassinier, au premier plan de l'actualité.

Mais *Le Mensonge d'Ulysse*, étude critique de la littérature concentrationnaire, a été écrit voici maintenant dix ans, et il ne fait état que des témoignages et documents qui avaient été rendus publics à l'époque. Depuis, d'autres l'ont été : *S.S. Obersturmführer Dr. Mengele*, du communiste hongrois Niyszli Miklos (1951), *Un million de Juifs contre dix mille camions*, de Joll Brand (1956), *Le Commandant d'Auschwitz parle*, attribué à Hoess (1958), *Exodus*, de Léon Uris (1959), *Les mains du miracle*, de Joseph Kessel (1960), etc..., compte non tenu des hurluberlus du type Alexandrov, ni de nombreux articles de journaux et revues, ni même, sur la déportation en Hongrie, du rapport du Dr. Kasztner, dont on ne sait trop pourquoi le Centre de Documentation Juive n'a publié que des extraits soigneusement choisis.

On comprendra qu'à peine de paraître ignorer ces documents nouveaux, une nouvelle édition du *Mensonge d'Ulysse* ne pouvait pas ne pas en faire état. On le comprendra d'autant plus aisément que, les unes après les autres, ils sont venus confirmer les thèses de l'auteur jusque dans leurs plus petits détails. Pour des raisons juridiques, il n'était pas non plus possible d'en intégrer l'étude dans la version originale de l'œuvre. *Documents et Témoignages* décide d'en faire un tirage à part, sous le titre : *Ulysse trahi par les siens*, dont la lecture est — comme celle du *Mensonge d'Ulysse* elle-même — indispensable pour comprendre l'affaire Eichmann.

Ainsi, une thèse jadis vouée aux gémonies, est aujourd'hui réclamée. Telle est la force de la vérité historique qu'elle finit toujours par triompher. Qu'en l'occurrence il ait fallu moins de dix ans à celle-ci est réconfortant.

LES SPECTACLES

LOUISIANE

de Marcel AYMÉ

Louisiane de Marcel Aymé au Théâtre de la Renaissance.

Une des manies des critiques est d'enfermer les écrivains dans un genre. Ils ont décidé que Marcel Aymé était un auteur comique. Ses personnages doivent différer des ombres grotesques sur le mur. Ils n'ont pas les pieds sur terre. Ils sont condamnés à la lévitation et leurs évolutions se situent quelque part entre la poésie et la farce. Marcel Aymé a le droit d'avoir des idées, mais en librairie seulement. Par exemple, *Le Confort intellectuel* est un essai original et spirituel. Mais au théâtre, c'est tout différent. Marcel Aymé n'a même pas le droit d'écrire sur un ton sérieux. Les critiques sont décontenancés, choqués et aussi désagréables que des chats dont on dérange les habitudes.

Si *Louisiane* était une pièce d'Henry Miller ou de Tenessee Williams, on aurait crié au chef-d'œuvre. Si elle était de Jean-Paul Sartre, on l'aurait discutée avec beaucoup de gravité. Mais comme elle est de Marcel Aymé, on l'a trouvée étrange et pour tout dire déplacée.

C'est qu'il était très inconvenant, en effet, qu'un écrivain qui

n'est pas titulaire d'une chaise dans le corps professoral de l'antiracisme se mêlât de parler des nègres et des blancs. Les intellectuels hochaient la tête avec mécontentement, pensant que c'est là matières à spécialistes.

Quant au public, il tient volontiers le racisme pour un préjugé stupide et criminel. Mais il n'aime pas voir sur la scène les spectacles qu'il supporte si bien dans la rue. On n'aime pas toujours les miroirs.

Marcel Aymé a de la sympathie pour les nègres, il n'aime pas le lynchage et je n'essaierai de faire croire à personne qu'il est secrètement partisan de la ségrégation ou de la solution finale du problème juif. Mais il s'est aperçu que les choses ne sont pas si simples. Il a imaginé que la volonté d'un riche testateur obligeait quatre Américains à vivre cinquante jours avec une négresse, enfant naturel dont ils ignoraient l'existence, dans une plantation du Sud. Et il a agrandi ce qui se passait. L'un des cobayes est raciste, bien entendu, et à la manière du Sud. Les autres sont des yankees qui croient à la Charte de l'Atlantique. La jeune négresse est un petit monstre d'orgueil et de perversité qui arrive à déchaîner le drame en se prenant pour la Jeanne d'Arc du Sud, à la grande terreur des autres nègres. Et quand le drame arrive en effet, quand les planteurs exaspérés assiègent la propriété et montent pour le lynchage, c'est la Sudiste qui prend son fusil pour défendre ses nègres : car il ressemble à ces *pieds noirs* qui appellent les musulmans des « bicots », mais qui ouvrent leur porte pour les cacher les jours d'émeute.

La pièce est bien faite, vigoureuse, dramatique et elle évoque par son mouvement la structure des pièces américaines. Le ronronnement amusant des nègres de la plantation nous rappelle que Marcel Aymé est un auteur comique. Il y a même un personnage de Marcel Aymé qui se promène dans cette pièce de Sartre, une méthodiste de Chicago, fort savoureuse, que joue très bien Simone Babylée. Jacques Noël joue fort bien également son Sudiste primaire, emporté, et adoré de ses nègres. Je ne puis le cacher, cette pièce me paraît non seulement la plus intéressante du théâtre de Marcel Aymé par l'originalité du sujet, mais encore un de ses meilleurs drames. Bien loin d'être

aussi choqué que beaucoup de critiques, je lui suis gré d'avoir abordé ce terrain difficile et d'avoir eu le courage de traiter sa pièce avec loyauté.

Louisiane me paraît, en tous cas, une des productions théâtrales les plus remarquables de la saison, et pour l'instant, la plus originale. Et je souhaite qu'elle fasse une brillante carrière, en dépit de la mauvaise humeur montrée par les « autorités » de la critique.

M. B.

∴

LES ARTS

HOMMAGE A ARISTIDE MAILLOL

CELEBRATION DU CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE L'ARTISTE AU MUSEE D'ART MODERNE

Dans un bref compte rendu de l'exposition organisée par la Galerie Daber, comme prélude à l'hommage plus vaste, sinon plus pertinent, que devait lui consacrer la Direction des Musées de France, j'ai déjà esquissé les traits essentiels d'un hommage personnel à la mémoire de cet admirable artiste, qui fut très probablement le dernier des grands sculpteurs que la France ait produits durant les cent dernières années d'une époque, à la fois si misérable et si grande, qui grâce à une étroite phalange d'artistes novateurs, dédiant leurs créations aux générations futures, passera probablement, et en dépit d'elle-même, aux yeux de la postérité pour un des siècles d'or de l'Art français.

Si cette célébration a passé à peu près inaperçue dans la presse artistique parisienne, celle qui tout au moins prétend se donner ce titre, si au milieu de tant d'événements, quelques-uns tragiques, la plupart dérisoires, sollicitant l'attention du grand public, la magnifique exposition de l'Avenue du Président-Wilson est restée à peu près sans écho, ce n'est pas à ses organisateurs qu'il faut en faire le reproche. Ils se sont montrés tout à fait à la hauteur de leur tâche et j'affirme que cette présentation de l'œuvre de Maillol est une des plus réussies, probablement la plus convaincante que les conservateurs du Musée d'Art moderne aient su nous proposer. Non, si l'Exposition Maillol a eu si peu de retentissement, c'est à une conjuration tacite d'une opinion égarée par ses chefs de file qu'elle le doit.

Maillol, le grand Maillol, auquel on cherche vainement dans la génération actuelle des pétrisseurs de glaise et des tailleurs de marbre, non pas un pair mais simplement un épigone qui puisse prétendre lui succéder dignement, Maillol a le grand tort de n'être pas à la mode. L'homme a encouru un reproche, l'artiste se voit opposer une fin de non-recevoir. Je m'explique.

Né en 1861, mort en 1944, âgé de 83 ans mais encore plein de sève et de génie, Maillol appartient à la génération qui en-

gagée au départ dans la lutte de ses aînés, les impressionistes, en rébellion ouverte contre l'esthétique dominante de l'époque, allait poursuivre un combat presque sans espoir, arriver tardivement à la notoriété dans les premières décades du siècle actuel. La plupart de ces artistes, avant d'être admis par les milieux artistiques et intellectuels français, eurent une première audience à l'étranger, notamment en Allemagne, où un groupe d'amateurs — collectionneurs, éditeurs, marchands — se montrèrent plus réceptifs que leurs homologues parisiens. Maillol fut de ceux-là. Agrégé au groupe Nabi, peintre, graveur, décorateur avant d'être sculpteur, Maillol fut d'abord apprécié des amateurs d'Outre-Rhin. Lorsque sculpteur déjà affirmé et connu il prend figure de maître, parmi ses disciples s'inscrit un jeune artiste allemand du nom d'Arno Brecker. On connaît la suite : cet odieux ostracisme, dont fut l'objet après la Libération tout un groupe d'artistes français parmi les meilleurs, qui avaient eu tort de participer à de rares manifestations culturelles franco-allemandes durant l'occupation et accepté un voyage en Allemagne sur l'invitation de cet Arno Brecker, devenu l'artiste officiel du grand Reich. Faisant à Paris une exposition de ses œuvres, Arno Brecker avait voulu qu'elle soit honorée par la présence du vieux maître auquel il rendait ainsi hommage très déférent, hommage qui par-delà l'artiste allait au Génie du pays qu'il représentait, juste et rare compensation à tant d'humiliations et contemporaines misères. Il n'en fallut pas davantage pour qu'à l'époque trouble de la Libération la personne de Maillol, dont le civisme était cependant au-dessus de tout soupçon, fasse l'objet de suspicions outrageantes, d'attaques sournoises allant jusqu'à provoquer un accident qui devait précipiter la fin du vieil homme. C'est là un triste souvenir sur lequel il vaut mieux ne pas s'attarder.

Mais s'il ne reste probablement rien des injustes préventions à l'égard de l'homme, l'artiste dont la personnalité, elle, transcende hautement les remous d'une actualité éphémère, paraît subir dans l'immédiat d'autres atteintes. Si elles ne sont pas de même nature, elles procèdent, en fait, des mêmes circonstances. Du chaos résultant du dernier conflit, la vie artistique de l'Europe occidentale, avec son centre d'attraction et de rayonnement, qui reste Paris, allait sortir très amoindrie, portant des blessures, lesquelles sont beaucoup plus lentes à se cicatriser que les atteintes physiques et matérielles. On guérit beaucoup plus vite d'une fracture que d'un traumatisme psychique. C'est aussi vrai pour les sociétés que pour les individus et probablement plus vrai encore pour une société, infiniment plus longue à se remettre et à recouvrer son équilibre que l'individu dont l'intégrité psycho-somatique mieux définie, et bien qu'occasionnellement plus fragile, se trouve en définitive mieux défendue.

Si après vingt ans les stigmates de la guerre commencent à s'effacer, n'affectant plus la physionomie rénovée de nos cités

reconstruites, il n'en est pas de même des bouleversements profonds que la guerre a provoqués dans les esprits et les âmes, des milieux qu'elle a dispersés souvent sans retour, des traditions qu'elle a brisées, des enseignements révolus, des vérités effacées et qu'il faudra probablement retrouver au prix d'un effort persévérant et pénible — on ne brise pas impunément certaines chaînes, aussi bien celles de la tradition que celles de la servitude. L'homme pour agir et surtout pour créer a besoin de réflexes hautement éduqués, d'habitudes acquises, de sécurités assurées. Pour tout dire, la liberté, si elle entend s'exercer en s'affirmant, doit s'appuyer sur un ordre solide et profond. Plus elle s'élève, plus ses racines, comme celles de l'arbre ou de l'édifice, doivent s'enfoncer dans le sol.

Ce que les jeunes générations, marquées par le conflit et à la recherche d'un équilibre, n'ont que trop tendance à confondre, c'est licence et liberté. Toutes les extravagances d'une jeunesse, qui n'en fut jamais tout à fait exempte, résultent précisément de l'absence de fermeté du sol sur lequel elle doit s'appuyer afin de prendre son essor. Parlant peu de temps après la guerre devant un public d'étudiants français et étrangers sur le thème de « La jeune peinture », je prononçais à diverses reprises le mot « tradition », essayant de le justifier, aussi bien dans sa signification que dans sa nécessaire portée, j'essuyais les reproches et les protestations de mon auditoire, qui ne m'avait pas compris, continuant à s'abuser sur le sens d'un mot qui lui échappait complètement et qui dans son esprit ne pouvait que se recouper avec celui de « routine » et de « stagnation ».

Les folles et gratuites expériences, qui ont marqué l'évolution artistique de l'après-guerre, à l'encontre de celles succédant au précédent conflit, celui de 14-18, qui, elles, furent généralement fécondes, disent bien tout ce que notre époque a d'incertain, d'irrésolu, de gratuit, de stérile ! L'art abstrait ou non-figuratif, comme l'on voudra, s'il n'est que l'affirmation d'une tendance sans aboutissement possible, n'est pas moins symptômatique de la confusion qui règne dans les esprits, du manque de racines chez la plupart des jeunes artistes, aux prises avec les difficiles problèmes de l'inspiration et de l'expression. Dans le domaine de la peinture le naufrage a été tragique, si ce n'est total. Dans le domaine de la plastique, de la sculpture et de toutes les disciplines qui s'y rattachent, le désordre est encore plus grave et l'impuissance à s'exprimer plus certaine. Ainsi s'explique la pauvreté, l'insignifiance des expositions de sculpture ou des salles de sculpture à l'intérieur des salons actuels, qu'ils soient d'apparence traditionnelle ou d'avant-garde prétendue.

A l'envahissement dérisoire des halls du Grand-Palais, aux salons d'antan, par une débauche de sculptures naturalistes, à la limite de la pornographie et du carton-pâte carnavalesque succède un triste rejet d'épaves, empruntant les matières les plus insolites et exploitant les thèmes les plus bizarres. Sous

prétexte d'être modernes, cherchant des alibis à leur impuissance, à leur absence totale d'imagination plastique, les jeunes sculpteurs ou prétendus tels, délaissant la pierre, le marbre et le bronze, trop coûteux et exigeant sans doute un respect qu'on ne saurait plus leur accorder, exploitent les matières les plus viles, visitant les stocks de ferrailleurs, glanant dans les décharges publiques. Cultivant le paradoxe sous toutes ses formes après avoir pris le contre-pied de toutes les données plastiques traditionnelles, abolissant les volumes après avoir déchiqueté les contours, ils essaient de substituer le mouvement réel, mécanique, à la statique, une caricature de mouvement à l'expression du dynamisme contenu, du mouvement suggéré, lesquels se situent cependant aux confins les plus extrêmes de la plastique véritable et de l'art. L'aboutissement de tous ces errements, de toutes ces négations ne pouvait être que l'anti-sculpture ; nos néophytes n'y ont pas manqué, allant à la carcasse d'automobile compressée, au bloc informe, au conglomérat sans nom.

On comprend après avoir pris contact avec toutes ces juvéniles extravagances et d'autres, hélas ! qui se voudraient plus sérieuses mais qui n'en sont que moins excusables, car elles entendent revêtir les apparences des œuvres consacrées, on comprend pourquoi l'opinion actuelle régentée par des journalistes incompétents, prenant l'air du temps dans les périodiques et les publications qui prétendent donner le la et refléter le visage de leur époque, alors qu'ils ne nous en proposent que la caricature, on comprend qu'elle n'ait accordé à la Rétrospective Maillol qu'une attention distraite, des éloges de pure convenance. Et cependant...

Je ne voudrais pas reprendre ici une antienne, bien que l'affirmation de certaines vérités fondamentales exigent d'être redites, comme la doxologie trinitaire succède quotidiennement dans le Bréviaire à la lecture de tous les psaumes et de toutes les leçons. Nul ne peut prétendre en art tracer d'irréductibles frontières, marquer les termes de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas. Il y a cependant, en dépit des indiscernables transitions entre la lumière et l'ombre, entre le jour et la nuit, un critère d'appréciation possible, un moyen de décider. Le conflit qui paraît déchirer notre génération n'est pas nouveau, mais ce qui peut sembler nouveau, c'est l'absence quasi-totale d'équilibre entre des positions apparemment contradictoires et qui ne sont que simples vues de l'esprit, deux termes extrêmes entre lesquels tous les créateurs du passé surent trouver un nécessaire équilibre, une position personnelle, agissante et féconde.

Je relisais, ces jours-ci, un petit livre, devenu introuvable et qu'un éditeur a eu l'excellente idée de remettre à jour (2). Il pourrait servir de bible aux jeunes artistes, à la recherche d'une vérité qui les fuit, amorçant dans leur esprit les plus

(2) Odilon Redon. « A soi-même ». José Corth, éditeur, Paris.

salutaires réflexions. Il s'agit de notes manuscrites, de réflexions transcrites au jour le jour selon les incidences de l'actualité et des préoccupations intimes, d'essais publiés en d'éphémères opuscules et que des mains pieuses recueillirent après la mort de l'artiste en un recueil portant ce titre significatif « A soi-même ». Odilon Redon fut un des esprits les plus indépendants, un des artistes les plus originaux et les plus résolûment modernes de sa génération, artiste qu'en aucun cas on ne saurait taxer de passéisme, d'attachement obstiné à des idéaux révolus, à des formes d'art sans doute valables mais dépassées, Odilon Redon, à la recherche de ses moyens d'expression, obsédé par le problème de l'originalité, seule justification aux recherches patientes, au labeur quotidien d'un créateur, qui avant de s'abandonner à ses impulsions entend vérifier la valeur de ses sources et l'efficacité de ses mobiles, en 1887, Odilon Redon notait ceci :

« Voici les derniers mots qui m'expliquent et me résument : L'œuvre d'art naît de trois sources, de trois causes :

« De la **tradition** qui vient du fond primordial et des acquisitions constantes faites par les hommes de génie qui nous lèguent incessamment dans le temps la vie morale et pensante de l'Humanité tout entière dont le grand livre, écrit en lettres vitales parce qu'elles sont de leur sang, est ouvert constamment devant nous dans nos temples, sur nos murs, dans toute œuvre d'art réellement sincère et sentie et par laquelle nous reconnaissons notre propre noblesse, notre grandeur. C'est par elle que l'on constate le respect toujours dû à ceux qui enseignent. Et j'entends par ceux-ci tous les amis sévères de la beauté et de l'idéal, tous ceux qui l'admirent et la vénèrent, dont un seul mot d'admiration peut nous révéler des champs nouveaux de la vérité.

Toute la mission du corps enseignant, Académie, Institut, est seulement comprise dans la conscience qu'il a de garder ce dépôt vraiment sacré, et en cela je reconnais ouvertement, contrairement à toute une école contemporaine, la légitimité et l'intégrité de sa durée, à la condition toutefois que les hommes qui la représentent soient eux-mêmes ses fidèles et sévères disciples.

De la **réalité**, ou en d'autres termes de la Nature, qui est un pur moyen pour exprimer notre sentiment et le communiquer à nos semblables et hors duquel notre propre ambition de créer reste à l'état de rêve, **d'abstraction** (c'est moi-même qui souligne), et en quelque sorte de simple palpitation de la vie qui n'a point sans cela de parfait organe pour apparaître fortement, pleinement, dans toute la clarté et la pureté de son expression suprême.

Enfin de notre propre **invention personnelle**, de l'intuition originelle qui combine tout, résume tout, cherche un appui dans le passé et la vie présente pour donner à l'œuvre contemporaine

un organisme nouveau, un tempérament qui se rajeunit sans cesse dans le développement continu de la vie humaine, dont le progrès est incontestable et modifie sans cesse les moyens d'exprimer l'art. »

Je n'ajouterai rien. Ces quelques lignes si claires, si hautement et si justement pensées n'appellent aucun commentaire pouvant les rendre plus explicites. Elles me ramènent à mon propos initial, à l'admirable exposition qui durant tout cet été s'est proposée à une admiration rebelle, comme un sujet qui n'aurait pu épuiser la verve de tous nos courriéristes parisiens réunis. Privés d'actualités immédiates, ils auraient dû, dans le recueillement des salles du Musée d'Art moderne trouver prétexte à de bien salutaires réflexions pour eux et pour leurs lecteurs.

Avant même de les parcourir — ces salles — j'avais une certaine appréhension, celle de retrouver l'atmosphère des galeries du Petit-Palais, où Raymond Escholier, il y a quelque 25 ans, organisait une première rétrospective de l'œuvre du maître. Je ne sais si Maillol, alors bien vivant, avait été consulté sur le choix et la mise en place de ses œuvres, mais j'ai conservé de cette exposition le souvenir d'une accumulation décevante de sculptures, la plupart trop haut soclées, donnant une impression de pléthore et de disparate, que rachetait seulement l'aspect des vitrines contenant les terres-cuites et les bronzes de petite dimension, dans lesquelles s'affirmait le génie de ce berger catalan, héritier lointain mais sûr des anciens coroplastes grecs, qui firent fleurir aux rivages méditerranéens durant près d'un millénaire leurs charmantes inventions plastiques — retrouvées dans les tombeaux — constituant la chaîne de la tradition italo-grecque, beaucoup plus sûrement et beaucoup plus solidement que les créations plus ambitieuses mais aussi plus périssables des statuaires d'alors travaillant aux grands décors urbains.

On n'a pu aujourd'hui consulter l'artiste, souvent si mauvais conseiller pour la présentation et la mise en valeur de ses œuvres, l'artiste habitué au désordre vivant de son atelier et quand il projette sa création dans un cadre d'architecture obéissant souvent à des impératifs extérieurs qui trahissent ses propres conceptions. J'ai toujours vu chez les peintres leurs propres tableaux mal encadrés et chez les sculpteurs leurs œuvres abandonnées dans un éclairage de hasard. Ici l'organisateur n'a eu d'autres recommandations que celle des œuvres ; partant de cette donnée objective il a su nous les présenter dans leur meilleur jour. C'est ainsi que nous sommes accueillis dans la grande galerie des expositions temporaires, débarrassée de tout cloisonnement, dans la stricte nudité de son volume architectural, par toute cette théorie de statues — bronzes, marbres, pierres, plâtres originaux — posées sur le sol même, groupées par affinité en de simples ordonnances qui retirent à leur exhibi-

tion ce caractère de déballage plus ou moins hétéroclite qui donne à la plupart des expositions de sculpture et à tant de salles de musée un caractère décevant et ennuyeux.

C'est bien ainsi qu'il convenait de nous montrer l'art de Maillol statuaire, dont tous les monuments, à commencer par celui de Banyuls, sa ville natale, offrent le même caractère de simplicité, cherchant toujours le contact direct avec l'homme, qu'il soit spectateur attentif ou simple passant : l'art mêlé à la vie, tel qu'il nous apparaît dans les vestiges des sites antiques et dans toutes ces admirables petites cités italiennes du moyen-âge, dont le décor originel n'a pas subi d'altération capitale, où les merveilles de l'architecture et de l'art restent à portée de main, dans un décor d'échelle réduite qui nous met de plain-pied avec la beauté environnante. C'est peut-être le plus grand mérite de l'organisateur de cette exposition, Bernard Dorival, d'avoir si bien compris et mis en valeur l'art en quelque sorte familier du grand sculpteur catalan, ce par quoi l'art de Maillol statuaire nous touche, beaucoup plus directement que celui d'aucun autre de ses contemporains, voire des plus grands sculpteurs du 19ᵉ siècle, qu'ils s'appellent Barye, Dalou, Rodin, Carpeaux ou Rude. Seules possèdent une vertu égale les rares sculptures de Renoir, de Renoir qui ne fut sculpteur que par occasion et si on peut dire par personne interposée, son état physique lui interdisant de modeler la glaise lorsque, sur la fin de sa vie, il en eut le désir, un peu comme Dagas, qui trahi, lui, par ses yeux, eut cet ultime recours, l'art tactile du modeleur.

Jamais ni Despiau, ni Bourdelle n'eurent cette vertu de contact, ce sens inné des beautés charnelles, qu'elles soient viriles ou surtout féminines. Cette seconde qualité était particulièrement sensible à ce méditerranéen, qui s'est si amoureusement, si passionnément attaché par le crayon ou l'ébauchoir à l'analyse, à l'expression de toutes les ressources offertes par la nudité féminine, vue, goûtée, exprimée dans sa plénitude, dans sa rondeur, dans ce côté succulent qui répondait chez Maillol, comme chez Renoir, à un choix particulier de modèles, corps ramassés un peu courts, opulents sans être gras « prenant bien la lumière ». Aucun sculpteur à son époque et peut-être même aucun autre sculpteur de la tradition française n'a eu ce sens du modelé, qui tout en respectant la gravité, les convenances plastiques et sans tomber jamais dans aucun naturalisme de mauvais aloi, nous donne un équivalent aussi sensible de la beauté féminine épanouie, n'a rejoint d'aussi près la tradition hellénique se manifestant avec le plus de pureté et de grâce austère chez les sculpteurs du Vᵉ siècle.

C'est la leçon de Maillol, toujours aussi valable et aussi neuve, plus que jamais peut-être à notre époque mécanisée, qui tend dans un décor factice, purement fonctionnel, à nous projeter hors de nous-mêmes, de notre enveloppe charnelle vers

un monde d'abstractions inhumaines, où de prodigieuses machines, sans autre utilité que d'activer le rythme de notre existence, lui retirent toute signification spirituelle, toute possibilité de contemplation dans un silence irremplaçable et une quiétude à jamais perdue.

L'art de la sculpture a pour fondement la statuaire, la représentation du corps humain. C'est là une vérité qu'il ne faut cesser d'articuler à l'encontre de toutes les déclarations de principe et des nouveaux **credo** de l'art prétendu moderne. Cette affirmation n'implique d'ailleurs aucun passéisme, aucune concession à un académisme qui reste aussi stérile aujourd'hui qu'il pouvait l'être hier. Prétendre, en dehors de la simple décoration, vouloir fonder une sculpture nouvelle sur une exploitation des données géométriques ou d'inventions plastiques n'ayant d'autres références qu'un assemblage gratuit de formes sans rien de naturel ou d'humain, est une vue de l'esprit, une pure divagation. Elle n'a d'aboutissements possibles, en dépit de toutes les ingéniosités techniques que ces mornes objets dont la valeur ne peut être que celle de la matière récupérable ayant servi à leur fabrication et qu'entreposent périodiquement dans les salons ou les galeries d'exposition de tristes paresseux, qui n'ayant pas le courage de se plier aux disciplines communes pensent que l'exploitation de la bêtise est plus rentable, moins fatigante que la pratique de la comptabilité commerciale ou l'accomplissement de fastidieuses besognes chez Renault.

Mais si Maillol fut un admirable sculpteur, le seul peut-être de nos sculpteurs modernes à avoir su façonner une figure, les autres, à commencer par Rodin, n'étant que des « bustiers » — ainsi que me le faisait si justement remarquer le bon peintre Païlès, qui par une démarche inverse fut sculpteur avant d'être peintre — Maillol fut d'abord peintre et dessinateur. Lorsqu'il s'agrégea au groupe Nabi, en 1893, par l'intermédiaire de Rippl-Ronaï, auquel nous devons le beau portrait de son ami qu'expose le Musée d'Art Moderne, Maillol était peintre et décorateur. Sous l'influence du groupe et avec l'appui de la Princesse Bibesco, il devait créer à Banyuls un petit atelier de tapisseries ; ses cartons étaient alors marqués par l'esthétique fin-de-siècle, qui transparaît si nettement à travers toutes les productions des décorateurs, affichistes, illustrateurs d'alors, surtout celles des amis et collaborateurs de la **Revue Blanche.** Mais très peu de temps après, Maillol, souffrant d'une affection des yeux, renonce momentanément à la peinture, revient s'installer à Paris et dans son atelier de Villeneuve-St-Georges commence à sculpter le bois. Jamais Maillol ne cessera définitivement de peindre, ni surtout de dessiner. Si, à part le très beau **« Portrait de femme au bord de la mer »**, que nous montre l'actuelle Rétrospective, d'une lumière diaprée, et plein de modulations subtiles, ses peintures ont toujours eu quelque chose de dur et d'un peu sommaire, ses dessins, particulière-

ment ses fusains et ses pastels, sont allés sans cesse en progressant et c'est aux toutes dernières années de sa vie que nous devons les grands pastels de nus, exécutés d'après son modèle favori d'alors, Dina. Ce sont autant de variations admirables sur un thème unique, dessins d'une ampleur, d'une coulée, qui rejoignent et dépassent même souvent les plus belles réussites de l'ébauchoir. Dans ses grands pastels, autant peut-être que dans ses terre-cuites de petite dimension, variantes infinies, elles aussi, sur un thème identique — corps de femme aux proportions exquises, vu, caressé dans les attitudes les plus diverses, les plus abandonnées, les plus inattendues mais toujours libres — Maillol révèle son étonnante maîtrise de la forme. Là est son suprême enseignement, la leçon d'art, de poésie vivante, d'irradiante mais non exhaustive volupté. Sous un dessin au fusain, rehaussé de pastel, j'ai lu, tracés d'une écriture un peu tremblante, celle d'un vieillard mais ayant gardé toute la vitalité, toute la fraîcheur d'esprit que manifeste si bien l'œuvre, quelques mots, composant cet haï-kaï : « Il y a trois fleurs divines, la rose, l'œillet et Dina ». En effet cet hédonisme supérieur et raffiné rejoint celui des poètes-calligraphes de l'ancien Japon, de l'immémoriale Chine, pas celle du Maréchal aux cent-fleurs, bien sûr, mais celle des poètes de cour des Souverains mandchous, des peintres de l'Epoque Song, de ces merveilleux céramistes créant pour leur propre délectation, et celle d'amateurs dont le raffinement nous couvre aujourd'hui de confusion, ces merveilles de forme et de couleur inscrites en des vases et des émaux aujourd'hui sans prix, fleurs extrêmes d'une grande civilisation que les disciples de Mao-Tsé-Toung auront bien du mal à suppléer, sans parler de contemporains de la valeur positive du vide : « Il est difficile de bien apprécier aujourd'hui la nouveauté de cette solution tant nous y sommes habitués déjà, mais lorsqu'on y réfléchit, l'égaler jamais.

F.-H. LEM.

Ceci dit compte tenu — (car ne voulant pas encourir le reproche « de parti-pris, de dénigrement systématique et aveugle ») — de tous les points de vue, de toutes les exégèses plus ou moins ingénieuses et apparemment bien déduites des critiques d'avant-garde. Je ne retiendrai à titre d'échantillon qu'un texte emprunté à un récent article de Guy Habasque sur Archipenko, paru dans la Revue « L'Œil » de juin 1961.

Il s'agit de cette découverte présumée par les sculpteurs on comprend mieux que le vide central de cette sculpture — il s'agit de « La femme marchant » d'Archipenko, dans sa première version de 1912 — par exemple, était impensable il y a seulement cent ans. Pour un homme du 19ᵉ siècle, une portion d'espace vide n'avait aucune réalité ; pour un homme

du 20ᵉ, bien au contraire, l'espace vide est une chose concrète, vivante, douée de qualités positives au même titre que la matière elle-même. Et c'est peut-être une des caractéristiques de la sculpture contemporaine. »

J'arrête là cette citation, tout le reste de l'article, fort bien écrit, n'est que broderie autour de ce thème fondamental, autant dire une dissertation sur le « néant ». Car dans cette notion « d'espace vide » notre auteur entend bien le vide, le vide absolu, pas celui des chimistes ou des physiciens mais celui des géomètres. J'ai toujours pensé et je continue à penser fermement que toute création, qu'elle soit plastique, intellectuelle, musicale, s'élabore à partir du vide et du silence qu'elle nie ou qu'elle comble, ce qui confère à la création dans son aboutissement une valeur essentiellement concrète, positive, sur laquelle peut s'appuyer l'esprit, ainsi d'ailleurs que l'a observé et affirmé si justement Redon dans les réflexions que j'ai rapportées sur les « Sources de la création ». Si l'espace est une donnée fondamentale, conditionnelle, en soi il n'est rien et ne peut être représenté, sinon par le zéro à partir duquel toute énumération reste possible. Prétendre « structurer le vide » est aussi absurde que vouloir exprimer par le langage l'absence de toute pensée. Si le terme « néant » existe, il n'a de signification et de valeur que par son acception toute négative ; le néant ne pouvant être représenté, reste proprement impensable.

P. S. — *M'étant vu refuser le Catalogue à l'entrée de l'Exposition, visitée quelques jours après le vernissage de presse, je n'ai pu y relever les noms des membres du Comité d'Organisation. Renseignements pris, je répare une omission grave en associant étroitement au nom du Conservateur du Musée National d'Art Moderne celui de Madame Dina Vierny, responsable en fait du plan d'ensemble de l'admirable présentation des grandes sculptures dans la galerie du rez-de-chaussée.*

Jean SETZE

SUR UN PORTRAIT D'HITLER

« *Malheur à celui qui tombe pour une cause qui disparaît avec lui : sa mémoire est condamnée comme ses efforts : il n'aura pour Historiens que ses ennemis.* » — Désiré BLANCHET - (Histoire de France, vers 1880.)

Voici seize ans, Berlin accablée de toute part tombait sous les coups de l'Asie déchaînée. Les appels désespérés des innocentes livrées jusqu'à la mort à la bestialité Mongole se perdaient dans le tonnerre assourdissant des plus fortes concentrations d'artillerie de l'Histoire, le grondement ininterrompu des chars, la toux rauque des armes automatiques. A quatre-vingt kilomètres à la ronde, l'atroce clameur de la ville fracassée ébranlait le ciel.

Le lundi 30 avril 1945, quelques minutes avant 15 h. 30, un coup de pistolet claqua dans un souterrain situé près des ruines de l'ancienne Chancellerie du Reich. Et soudain, en écho à ce faible bruit, dominant les hourras de la Garde Rouge montant à l'assaut, effaçant tous les hurlements de l'Apocalypse dans la même seconde, un inimaginable cri de joie fit trembler la Terre entière de l'Orient à l'Occident. L'homme aux yeux gris venait de terminer sa carrière dans l'abomination de la désolation, après avoir pu contempler la ruine la plus totale à laquelle ait jamais été vouée l'œuvre d'un mortel.

Trois lustres sont passés, depuis, sur les cendres d'Adolf Hitler. Elles demeurent englouties sous un flot de haine et de dégoût à nul autre comparable depuis le suicide de Judas Iscarioth, et les transports d'allégresse qui saluèrent la fin du Führer n'ont pas fini sans doute d'assourdir les historiens. Le moins qup'on puisse dire est que cet homme a *passionné* les biographes, en ce sens que sa seule évocation semble faire naître de furieuses passions dans les œuvres qui lui furent consacrées...

J'ai lu beaucoup de ces productions contemporaines dédiées à Adolf Hitler, avec trois attitudes bien différentes : le sourire, le ricanement, et parfois, bien plus rarement, il est vrai, la réflexion attentive ; jamais autant qu'au cours de ces lectures ne m'apparut l'exactitude de l'aphorisme de Gustave Le Bon, suivant lequel la seule chose que nous apprend un livre d'his-

toire, ce sont les sentiments de son auteur envers les événements qu'il relate ! Touchant à un homme qui fit tellement peur à autant de gens, il sera facile d'imaginer pour les historiens de l'avenir (s'il doit encore y avoir des Historiens, au sens où j'entends ce mot !) quelle sorte de sentiments portaient à leur « héros » ses premiers biographes postérieurs à 1945.

Bref, j'avoue ne point croire à l'impartialité des hommes envers le phénomène de Braunau-sur-Inn avant un bon siècle au moins. Mais j'ai le secret espoir de voir surgir, un jour plus proche, un écrivain assez calme, détaché de toute sorte d'exaltation, pour nous présenter une esquisse Hitlérienne *objective*, c'est-à-dire présentée avec la glaciale précision d'un objectif photographique. Ce serait une bonne base de travail, curieuse et intéressante à plus d'un titre.

Aussi, par amour de l'Histoire, j'ai beaucoup espéré, sur la foi de son titre, du travail de Monsieur Henri-Amédée SABARTHEZ, récemment paru. J'ai aujourd'hui le regret de devoir exprimer ma sincère et réelle déception. A mon sens, il vient de passer à côté d'un beau sujet, et c'est dommage.

Certes, il apparaît clairement que M. Sabarthez est un honnête ouvrier : dans son livre, nulle mauvaise foi n'apparaît à aucun moment, et c'est déjà un mérite exceptionnel par les temps qui courent. Mais, hélas ! ce n'est point suffisant pour faire une œuvre solide, et il a donné en plein dans un écueil redoutable : son hypothèse expliquant l'ascension et la chute du Führer me semble *aberrante*, au sens optique du terme.

Cela suffit à déformer gravement tout le reste, frappant l'édifice dans sa structure même. Et aussi, et c'est plus grave, sa thèse est de nature à accroître encore la confusion des esprits qui n'a vraiment pas besoin d'aggravation à notre époque !

L'idée de l'auteur est nettement exprimée : Adolf Hitler dut sa prodigieuse ascension à son adhésion supposée à une secte mystérieuse ayant des ramifications à Vienne, au cours des deux années absolument obscures de sa vie, c'est-à-dire vers 1908-1909. Ce groupe devait avoir des accointances Sataniques, et ses adeptes auraient pu être en contact avec de mystérieux Thibétains ! Sabarthez les nomme : « les Verts », « les Invisibles » et désigne leur Maître sous l'appellation de : « l'Autre ». Le but de cette variété inédite de Francs-Maçons aurait été d'orienter les forces de toute l'Allemagne contre Rome. Ayant vu leur protégé, parvenu au pouvoir suprême, porter des coups terribles aux Francs-Maçons (Prague), aux Juifs, aux Capitalistes et aux Marxistes de tous poils, mais laisser relativement en paix le Vatican, ces messieurs l'auraient abandonné, puis auraient déchaîné contre lui des forces maléfiques autant que matérielles : d'où sa chute aussi fulgurante que ses succès. Peu satisfait de ces explications, j'ai terminé ma lecture partagé entre l'incompréhension et l'accablement...

Je sais qu'il est sur la terre plus de choses que n'en peut contenir ma philosophie ! Quand un illustre savant, comme le Dr. Alexis Carrel, de vénérée mémoire, admet, lui homme de Science, prix Nobel, praticiens fors pair, après avoir étudié l'Homme durant quarante-cinq années, l'existence de forces mal connues, voire inconnues, je ne puis avoir la présomption

de trancher en pareille matière. J'admets donc humblement mon incompétence. Mais enfin, si tout est possible, rien n'est certain, et en pareil terrain mouvant, il faut autant d'assurance pour affirmer que pour nier expressément — et le moins que l'on puisse exiger de l'historien est alors une prudence extraordinairement rigoureuse. Les pièges historiques sont assez nombreux sous les pas de l'honnête homme sans y joindre encore l'Astrologie, ou Dieu sait quelles influences extra-terrestres !

Que la position des Astres dans l'Univers à la naissance des hommes puisse avoir une influence sur leur vie, c'est possible. Mais qu'on la donne comme devant infléchir irrémédiablement leur destin, c'est là une assertion déterministe exagérée et d'ailleurs en contradiction avec le principe même de l'astrologie : « Les astres inclinent, mais ne nécessitent pas. »

J'écris ces pages la nuit du 20e anniversaire de l'entrée en guerre du IIIe Reich contre l'Union Soviétique, me demandant quels sont les livres honnêtes qui parurent sur le chef et le maître d'œuvre de ce gigantesque combat. Maigre moisson ! Peu de chose émerge dans ma mémoire : deux prix d'excellence qui ne sont, hélas ! que des monuments inachevés : *l'Histoire de l'Armée Allemande*, de Jacques Benoist-Méchin, et *Le IIIe Reich*, de Jean Daluces. S'y joint, sur la personne de Hitler au cours des années obscures, un témoignage étonnant de naïveté sympathique : *Adolf Hitler*, par son ami d'enfance, Auguste Kubischek, quelques fragments d'ouvrages point trop partiaux de Raymond Cartier et Liddel Hart. Et de trop rares articles où transparaît chez l'auteur une compréhension de l'essentiel, comme une excellente étude de Guy Fradin sur le film *Mein Kampf* dans un récent *Rivarol* (1). Et c'est à peu près tout ! Je me demande encore comment Sabarthez a pu prendre au sérieux le livre de Rauschning et le joli travail de Hewlett, où confluent le délire haineux et le faux avéré. Je préfère nettement, à la limite, Trevor Rooper et Shirer, soustraction faite pour ces derniers des puériles épithètes dont ils croient devoir accabler leurs personnages. Au moins, leur documentation est assez solide. D'ailleurs, à la limite, cette recherche des faits risque de se noyer dans le détail d'une énorme et disparate érudition. Faut-il être vraiment doté d'un esprit exceptionnel pour comprendre ce qui est arrivé à l'Europe depuis cinquante ans ? Je pense que, si la personnalité d'Hitler risque de nous rester à jamais ténébreuse, il est quand même possible de discerner quelques aspects essentiels de sa vie, et d'en tirer des leçons très importantes.

Quelles furent les « lignes de force » de la vie d'Adolf Hitler ? Elles sont peu nombreuses, mais capitales. Et la première et la seule qui m'intéresse vraiment fut et demeura sa vie durant, une haine puissante et lucide du Marxisme et de tous ses auxiliaires et pourvoyeurs — au nombre desquels, d'ailleurs, figuraient en bonne place les capitalistes internationaux qui *fabriquèrent*, littéralement, le Marxisme au cours du siècle dernier. Sur les Juifs aussi, il y aurait beaucoup à dire, mais

---

(1) Guy FRADIN : « *Pas d'accord* » in *Rivarol* N° 525, du 2 février 1961.

une législation très bien faite rend ce problème bien difficile à traiter : mieux vaut se taire à ce sujet : il est d'éloquents silences.

Aux vertus chrétiennes devenues folles, qui, selon Chesterton, guident le monde aujourd'hui, Adolf Hitler voulut opposer un état de choses qu'il nomma « Ordre Nouveau ». Il mit au point et sut appliquer les recettes qui tirèrent son peuple de la misère, de la honte et de la faim. Il écrasa les Rouges et leurs alliés, *supprima les causes de leur succès en Allemagne,* et finit par opposer une *religion* nouvelle (aux sources très anciennes) à la *Religion* Marxiste. Et il fut à deux doigts de réussir, n'ayant commis que deux erreurs tragiques : avoir considéré le racisme comme une mystique, au lieu de ne voir en lui qu'une hygiène nécessaire, et avoir défié trop d'ennemis à la fois. A cause de cela, pour avoir voulu rayer de ce monde à jamais, le virus politique-philosophique le plus redoutable qui soit, et, parallèlement pour avoir rêvé en Europe « autre chose » que le chaos démocratique étalé sous nos yeux aujourd'hui, il s'écroula enfin, après une lutte de titan, sous les coups de la coalition la plus inepte de l'aventure humaine. Ce ne fut d'ailleurs pas le moindre paradoxe de sa carrière que d'avoir indirectement contribué plus que quiconque au plus grand triomphe de ses ennemis qui *étaient et demeurent nos ennemis !*

L'honnêteté intellectuelle la plus élémentaire impose toutefois ici, de partager judicieusement les responsabilités. Je ne trouve pas personnellement, que le bilan Hitlérien fut totalement négatif ; car, s'il est permis de manquer d'indulgence pour le Führer au vu de certains de ses actes, de quels termes qualifier l'aberrante conduite des Alliés Occidentaux de la dernière guerre ? Parce que les avertissements et cris d'alarmes en tous genres ne leur avaient pas manqué, il est nécessaire de leur réserver une rigoureuse sévérité. Les grands esprits qui menaient l'Occident au début de 1945 avaient remporté la victoire la plus absolue qui se puisse rêver. Il est permis de leur demander ce qu'ils en ont fait ! Si c'est au pied du mur que l'on voit le maçon, n'importe quel ivrogne se prenant pour Le Corbusier dans son délire éthylique n'eût pu faire pis que ce que firent ces messieurs de 1943 à 1950.

Les faits ont leur langage propre. Les constatations sont brutales : devant l'irréparable gâchis établi en Europe, devant tant de lâchetés et d'aveuglement, devant l'addition des résultats obtenus par les lumineux pontifes de la Croisade Anti-Fasciste et de la Guerre du Droit, on demeure confondu. Comme le disait Maurras, la sottise est sans honneur. Que dire alors de la stupidité pure et simple ? Avant de partir en croisade, il faut au moins s'accorder sur la notion de « plus grand Mal », fut-elle définie *a minima*. Pour moi, il réside dans le terrorisme intellectuel et physique des Soviets. Je ne crois pas être le seul à y être allergique, mais j'y étais allergique avant d'autres. C'était, paraît-il, un tort grave. Mais s'il est une grande leçon à retenir de la vie extraordinaire d'Adolf Hitler, c'est qu'il fut le SEUL HOMME, et que les Allemands, à son école, furent le SEUL PEUPLE à avoir fait reculer depuis cinquante ans le Monstre au fond de sa tanière, sur un front de 3.000 kilomètres, lui inspirant une terreur telle qu'elle transparaît encore dans les discours du goret Khroutchev grognant au Kremlin, alors que le

même, grand réaliste s'il en fut, n'a que sarcasmes envers le malheureux Kennedy criant très fort, gonflant ses biceps, agitant un sabre de bois et traînant ses mauvaises fusées devant Berlin. Les Rouges s'y connaissent en adversaires : les gros yeux du Président des U.S.A., les toux distinguées de Mr. Mac Millan et les sublimes et vengeresses envolées de notre Président les amusnt beaucoup. Mais aujourd'hui encore l'évocation du petit doigt d'Hitler les met en transe...

J'affirme donc posément, prenant seul la responsabilité de ce que j'avance, que toutes les recettes d'Hitler ne furent pas bonnes, mais qu'il en découvrit quand même d'excellentes. Et ces dernières pourraient re-servir très utilement dans un combat commencé en 1917 et jamais interrompu, devenu aujourd'hui, plus que jamais, une hypothèque redoutable sur toutes nos vies d'Européens.

Si je connaissais personnellement M. Sabarthez, je lui dirai franchement que je crois plus intéressant d'étudier les cruelles lois qui régissent plus que jamais notre monde, dont dépendent notre sort et celui de tout ce qui nous paraît faire de la vie une aventure noble, digne d'être vécue, que les probabilités plus ou moins sérieuses touchant à l'origine infernale de l'inventeur du seul antidote vraiment efficace à ce jour essayé contre le Marxisme. Serait-ce un signe des temps que de voir, à un mois près, comparer à Jeanne d'Arc un homme dont la politique se signale par la démolition de tout ce qui peut endiguer le communisme militant en terre de France, et à Satan en personne celui qui faillit empêcher d'avance la perte de l'Algérie Française ? Car enfin, en dépit de toutes les falsifications historiques, cest bien à Stalingrad que fut amorcée la perte de l'Empire Anglais, le bradage de nos colonies et la lente subversion de toutes nos positions défensives !

Le voyant comme une émanation sulfureuse de la géhenne, au long de deux cents pages serrées, honnêtes et consciencieuses, mais d'inégale valeur, Henri Sabathez nous dit que tel fut Hitler. Je crois que c'est s'avancer très loin, et qu'au lieu d'être un ectoplasme Luciférien, il fut tout autre chose, et beaucoup mieux que cela. Je crois qu'il reste bien des enseignements à tirer de ses actes : enfin — et ce sera mon dernier mot — je crois fermement qu'il reste un grand livre à écrire sur cet exceptionnel sujet. Reste à savoir, bien sûr, si quelqu'un aura encore le temps d'effectuer ce travail, et le courage d'essayer de le publier. Aucune boule de cristal ne m'a, hélas, renseigné sur ce point.

J. F. SETZE.

NOTES DIVERSES

M. René de Livois, Secrétaire Général du Syndicat de la Presse Privée, administrateur de la Fédération de la Presse périodique, technique et culturelle, a fait distribuer aux journaux la déclaration suivante concernant la mesure de détention administrative prise à l'égard de M. André Noël et qui a finalement été levée il y a peu de temps.

« M. André Noël, titulaire de la carte de journaliste, directeur d'une publication déclarée et inscrite à la commission paritaire de la presse, est interné pour seul délit d'opinion et pour avoir exprimé son point de vue avec une sainte véhémence. Les journaux — dont certains n'ont pas hésité anticonfraternellement à exprimer leur satisfaction de la mesure prise — n'émettent pas l'ombre d'une protestation et tournent le dos délibérément aux traditions d'indépendance et de solidarité de la profession. Mme André Noël, mère de six enfants, se trouve dans une situation difficile et en passe de devenir dramatique sans que personne dans la presse — et surtout celle qui se dit « bien pensante » — ne se préoccupe le moins du monde de cet état de choses. Le gouvernement qui a eu le bon goût d'installer M. Ben Bella au château de Turquant, dont on nous a complaisamment décrit tout le confort, au moment où il transférait André Noël dans un camp réservé jusqu'à présent aux fellaghas, le gouvernement a pris soin de dire que les détenus du camp de Thol (bien nommé !) jouiraient de toutes les facilités et même de la Télévision. On aurait préféré qu'il nous donnât quelques explications valables pour justifier la mesure prise contre un journaliste père d'une nombreuse famille à la veille d'être jetée dans la misère. »

Ajoutons que, depuis le moment où a été diffusée cette protestation, une instruction pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat a été ouverte contre notre excellent confrère Claude Jacquemart, directeur du *Charivari*, tandis que notre ami Georges Bousquet, collaborateur de *Rivarol*, était arrêté sous l'inculpation de complot et incarcéré à la prison de Fresnes.

Il est trop clair que ces inculpations et arrestations ont surtout pour objet d'imposer silence à la presse qui s'offre aux entreprises du régime. On s'est bien gardé de préciser par quels actes M. Claude Jacquemart avait attenté à la sécurité intérieure de l'Etat : mais, en revanche, ses campagnes courageuses sont connues de tous. L'arrestation de Georges Bousquet ne semble pas moins sujette à caution. On a saisi le numéro de *Rivarol* dans lequel Georges Bousquet s'expliquait devant l'opinion. On lui reproche des contacts et des informations :

Georges Bousquet était le spécialiste des questions algériennes à *Rivarol*. Lui est-il interdit de se documenter ? Là encore, il semble que ce soit la liberté d'information qui soit visée beaucoup plus que les complots devant lesquels le régime marque tant d'affolement. Et là encore, la presse quotidienne n'a formulé aucune protestation. Cela n'étonnera personne, mais cela mérite d'être souligné !

●

UNE PRISE DE POSITION DES MOUVEMENTS DE JEUNESSES ALLEMANDES

On s'imagine que la plus grande partie de l'opinion étrangère est favorable au F.L.N. On a pu constater déjà par les manifestations des étudiants et de toute une partie de la jeunesse italienne que cette opinion était loin d'être exacte. La nécessité pour l'Europe de garder une position stratégique solide en Afrique est de plus en plus ressentie dans un grand nombre de milieux, en particulier dans les milieux nationalistes allemands qui avaient toujours montré, dans le passé, une certaine sympathie pour les milieux arabes. Nous extrayons le passage suivant, du *Pressedienst der national Jugend*, n° du 21 septembre 1961 rendant compte d'une réunion de jeunes Européens à Cobourg : « Les déclarations sur le thème général de l'Afrique et du colonialisme trouvèrent leur conclusion dans l'approbation d'un texte dans lequel les liens intangibles entre l'Europe et l'Afrique ainsi que les droits des résidents Européens sont fortement soulignés. Au cours de la discussion, on put constater souvent que les représentants de la génération plus âgée montraient une certaine tendance à rechercher des compromis avec les peuples de couleurs, tandis qu'au contraire la jeunesse, à peu près sans exception, appuyait les revendications les plus énergiques en faveur des Européens d'Afrique. Pour en citer un exemple tout particulier, un certain nombre de responsables des mouvements de Jeunesse, réunis à Cobourg, prirent la décision d'adresser une lettre de sympathie au Président Salazar, au Président Verwoerd ainsi qu'à un régiment de parachutistes français stationné en Algérie, pour leur exprimer leurs vœux pour tous ceux qui luttent pour le maintien de la présence européenne en Afrique. »

∴

Nous citons d'autant plus volontiers ce témoignage qu'il souligne une évolution dont nous avons eu récemment d'autres signes. La cause des Français d'Afrique du Nord gagne du terrain dans de nombreux pays d'Europe et la signification *européenne* de leur résistance est beaucoup mieux comprise que par le passé. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Imprimerie Maurice MIDOL. — Montargis (Loiret)
Dépôt légal : 4ᵉ trimestre 1961. — N° d'impression : 477
Le gérant : Jean CHERVET.

nnes
e, il
eau-
rque
for-
cela

gère
fes-
ita-
sité
en
de
nds
ym-
sui-
abre
Co-
e et
tion
et
'or-
ater
on-
mis
sse,
plus
un
oles
dé-
tar,
tes
eux
nce

u'il
res
er-
ro-
par